

Rapport financier de la gestion 2023



TABLES DES MATIERES

I.	<u>DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT</u>	4
II.	<u>LES FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE DE GESTION</u>	5
II.1.	La fin de l'allocation des concours financiers du NPNRU	5
II.2.	La signature de la convention quinquennale entre l'Etat et Action Logement	6
II.3.	Une dynamique de l'exécution financière du NPNRU témoin de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle du programme	6
II.4.	Une montée en puissance du dispositif de compte rendu d'exécution annuel	12
III.	<u>LES RECETTES DE L'EXERCICE 2023</u>	15
III.1.	Exécution des recettes 2023	15
III.2.	Exécution cumulée des financements des programmes de renouvellement urbain	16
IV.	<u>LES DEPENSES DE L'EXERCICE 2023</u>	17
IV.1.	Les dépenses d'intervention	18
IV.2.	Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ANRU	22
IV.3.	Les emplois et la masse salariale	25
V.	<u>SOLDE BUDGETAIRE, EQUILIBRE FINANCIER ET GESTION DE LA TRESORERIE</u>	28

Annexes :

-	Annexe comptable 2023	pp 30 à 81
-	Annexe relative la démarche d'internalisation des compétences de l'agence	pp 82 à 83

SYNTHESE DE L'EXECUTION 2023

DEPENSES									RECETTES				
en K€	Budget Initial 2023		Budget révisé octobre 2023		Réalise 2023		% Réalisé/ BR		Budget initial 2023	Budget révisé octobre 2023	Réalisé	% Réalisé / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	14 431	14 431	14 431	14 431	13 828	13 865	96%	96%	513 788	518 788	526 056	101%	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	338	338	338	338	372	372	110%	110%					Subvention pour charges de service public
													Autres financements de l'Etat
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	12 482	12 965	11 972	11 945	8 781	9 158	73%	77%	509 500	514 500	514 500	100%	Autres financements (dont financements publics)
									4 288	4 288	11 556	270%	Recettes propres
Intervention	1 602 500	771 100	1 852 500	826 100	1 830 117	753 584	99%	91%	15 000	15 000	14 250	95%	Recettes fléchées
									15 000	15 000	14 250	95%	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	2 805	4 215	2 805	4 215	3 087	3 524	110%	84%				-	Autres financements public fléchés
													Recettes propres fléchées
Sous-total Dépenses	1 632 218	802 711	1 881 708	856 691	1 855 813	780 131	99%	91%	528 788	533 788	540 306	101%	Sous-total Recettes
Retrait d'AE PNRU					-1 982								
Retrait d'AE PNRQAD					-1 098								
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	1 632 218	802 711	1 881 708	856 691	1 852 733	780 131	98%	91%	528 788	533 788	540 306	101%	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)									273 923	322 903	239 825		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

I. DESCRIPTION DE L'ETABLISSEMENT

L'agence nationale pour la rénovation urbaine a été créée par la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine n° 2003-710 du 1er août 2003 modifiée, qui a institué le programme national de rénovation urbaine (PNRU). Le décret n°2004-123 du 9 février 2004 modifié, relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, prévoit son organisation administrative et son régime financier.

L'agence accompagne la mise en œuvre des programmes nationaux de renouvellement urbain (PNRU, PNRQAD et NPNRU), avec pour objectif la rénovation et transformation des quartiers prioritaires de la politique de la ville. Par ailleurs, l'ANRU est chargée, au nom et pour le compte de l'Etat, de la mise en œuvre des programmes et actions d'investissement d'avenir (Internats d'excellence et de la réussite / développement de la culture scientifique, technique et industrielle ; Projets innovants en faveur de la jeunesse ; Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain ; Co-Investissement) et jusqu'en 2023 de programmes internationaux (URBACT, ASToN,...).

L'ANRU est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) soumis depuis le 1^{er} janvier 2021 aux règles de la comptabilité industrielle et commerciale en application de l'article de loi n°2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) promulguée le 23 novembre 2018. Le décret n° 2020-540 du 6 mai 2020 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine a confirmé les modalités d'application de l'article 90 de la loi Elan en le rendant applicables au 1er janvier 2021.

Les comptes de l'ANRU sont valorisés dans les comptes de l'Etat au compte 26 « participations ». La mission de l'ANRU étant d'accompagner et de subventionner des projets de rénovation urbaine au vu d'une enveloppe de financements reçue des partenaires financeurs de la politique de rénovation urbaine, l'agence a des recettes propres marginales (à l'exception des produits de placements financiers jusqu'en 2016) et aucune recette de commercialisation ou de production industrielle.

L'organisation comptable et financière de l'ANRU est régie par les textes suivants :

- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique - ELAN
- Décret n° 2004 – 123 du 9 février 2004 modifié,
- Décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020 relatif au contrôle économique et financier de l'Etat sur l'Agence nationale pour la rénovation urbaine,
- Règlements généraux de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements comptables et financiers de l'ANRU pour le PNRU, le PNRQAD et le NPNRU,
- Règlements généraux, comptables et financiers pour les programmes d'investissements d'avenir,
- Convention-cadre relative aux missions confiées par le CGET à l'ANRU du 22/12/2015,
- Tous protocoles et conventions signés par l'ANRU.

La validation des demandes d'engagement et de paiement, l'exécution des recettes et des dépenses, la gestion de la trésorerie, de la tenue de la comptabilité, et la réalisation du compte financier sont réalisées, sous l'autorité de la directrice générale de l'ANRU, par la direction financière (DAFSIC). Le régime juridique applicable à la directrice générale, au directeur financier et à toute personne placée sous l'autorité de la directrice générale et ayant délégation pour engager juridiquement l'agence, tant juridiquement que financièrement, est celui des mandataires sociaux.

Le contrôle économique et financier de l'ANRU est assuré, aux termes du décret n° 2020-11 du 7 janvier 2020, par la direction générale des collectivités locales. La DGCL assure un contrôle qui a « *pour objet d'exercer une mission de veille et d'analyse des risques financiers directs et indirects et d'apprécier la performance de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine au regard de ses missions, de ses objectifs et de ses moyens. Il porte une attention particulière à la soutenabilité de la trajectoire financière pluriannuelle des programmes dont la gestion est confiée à l'agence. Il ne comporte pas d'examen a priori d'actes de l'agence* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article 90 de la loi ELAN, l'agence n'est plus soumise au champ d'application de l'article 64 de la loi n° 2007-1822 du 24 décembre 2007 de finances pour 2008, qui prévoit que le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État est fixé chaque année en loi de finances.

II. LES FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE DE GESTION

Les procédures mises en œuvre en 2021 dans le cadre du passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale et stabilisées en 2022 n'ont pas connu d'évolutions notables en 2023.

La gestion 2023 a toutefois été marquée par une évolution importante du système d'information IODA, outil de gestion de la contractualisation et de l'exécution financière du NPNRU : l'outillage du moteur de calcul des subventions et la suppression des FAT Excel. Pendant les 15 derniers jours du mois d'août, IODA a été fermé pour permettre la reprise des données et préparer la montée en version du logiciel. La mise en service a été réalisée le 1^{er} septembre avec succès. Grâce aux dispositifs d'accompagnement mis en place par l'agence, cette évolution importante a bien été intégrée par l'ensemble des acteurs de la chaîne d'exécution financière et n'a pas eu d'impact significatif sur le rythme de l'exécution financière.

Dans ce cadre, l'année 2023 a été marquée par l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle et financière du NPNRU, confirmant ainsi la dynamique observée en 2022.

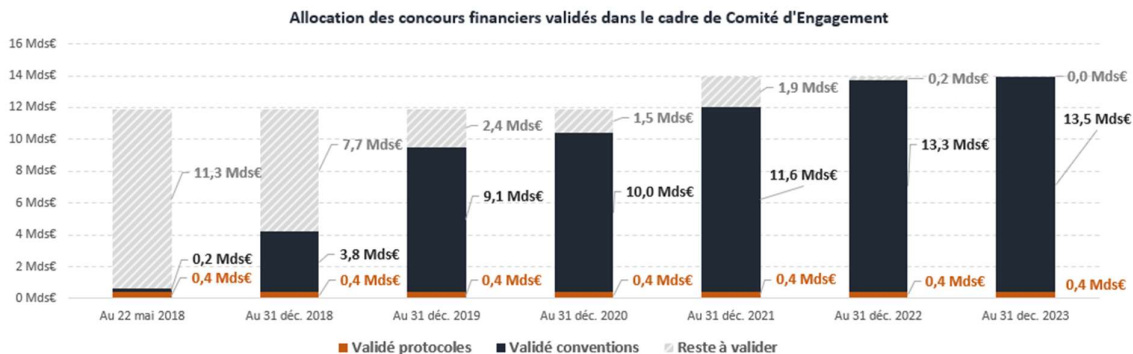
L'allocation des concours financiers du programme s'est achevée fin décembre, à l'exception des concours financiers pour la démarche Quartiers Résilients, avec la tenue des derniers comités d'engagement (II-1) et la convention quinquennale entre l'Etat et Action Logement a été signée le 16 juin 2023 permettant ainsi de fixer le montant de la contribution annuelle d'Action Logement pour le financement du NPNRU sur la période allant de 2023 à 2027 (II-2).

La dynamique d'engagement des opérations du programme reste très forte et le rythme des paiements s'accélère (II-3) dans un contexte marqué par de fortes difficultés dans le secteur du logement et de la construction. L'analyse des comptes-rendus d'exécution annuelle (CREA) dont le dispositif a connu une montée en puissance en 2023 (II-4) semble montrer que l'avancement du NPNRU échappe pour l'instant à ces difficultés à l'exception de l'engagement des opérations de reconstitution de LLS.

II.1. La fin de l'allocation des concours financiers du NPNRU

Les derniers comités d'engagement se sont tenus en décembre 2023 permettant de clore l'allocation des concours financiers du NPNRU.

Au 31 décembre 2023, 13,845 Md€ concours financiers ont été validés au titre du NPNRU : 10,545 Md€ en subvention et 3,3 Md€ en prêts. 100 M€ de subventions sont prévues pour la démarche Quartiers Résilients dont l'allocation a été initiée en 2023 pour 3,6 M€ et devrait s'achever au premier semestre 2024.



Ainsi, sur les 480 QPV éligibles au NPNRU, un projet est localement porté pour 450 QPV qui ont tous aujourd'hui été validés. 431 d'entre eux disposent d'une convention signée fin 2023 ou en cours de signature.

En fin d'année, parmi ces concours financés programmés, 12,104 Mds€ ont été conventionnés et intégrés dans le système d'information (IODA), soit 87 % dont 2,263 Mds€ supplémentaires sur la seule année 2023 (+ 410 M€ dont le conventionnement a été initié en 2023). Ces concours financiers se décomposent en 9,122 Mds€ de subventions ANRU et 2,981 Mds€ de prêts bonifiés Action Logement.

II.2. La signature de la convention quinquennale entre l'Etat et Action Logement

Le 16 juin 2023, l'Etat et Action Logement ont signé la convention quinquennale 2023-2027 élaborée en application de l'article L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ayant pour objet de définir notamment la nature et les règles d'utilisation des emplois de la participation employeur à l'effort de construction (PEEC) et les enveloppes annuelles par emploi ou catégorie d'emploi de la PEEC.

Dans son article 9.2 relatif à l'emploi de la PEEC en faveur de la rénovation urbaine, la convention rappelle l'engagement d'Action Logement dans le financement du NPNRU et confirme sa participation au financement de l'ANRU dans le cadre d'engagements déjà pris au titre du NPNRU :

- 6,8 milliards d'euros de subventions à l'ANRU ;
- 3,3 milliards d'euros de prêts bonifiés aux organismes de logements sociaux.

Elle fixe également les montants annuels en subventions et en prêts qui seront mobilisés par Action Logement pour le NPNRU sur la période 2023-2027 pour un total de 3,8 Md€, dont 2,2 Md€ en subventions versés à l'ANRU.

Le calendrier des versements des montants annuels de subvention est ainsi prévu : 324 millions d'euros en 2023 ; 400 millions d'euros en 2024 ; 400 millions d'euros en 2025 ; 530 millions d'euros en 2026 ; et 546 millions d'euros en 2027

En décembre 2023, les échanges entre l'Etat, l'ANRU et Action Logement ont permis de finaliser la convention tripartite prenant effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2023 pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2027 qui précise ces engagements, notamment les modalités de versement de la contribution annuelle en subvention d'Action Logement à l'ANRU. Validée par les conseils d'administration d'Action Logement et de l'ANRU au mois de décembre, la signature de la convention devrait intervenir au début de l'année 2024.

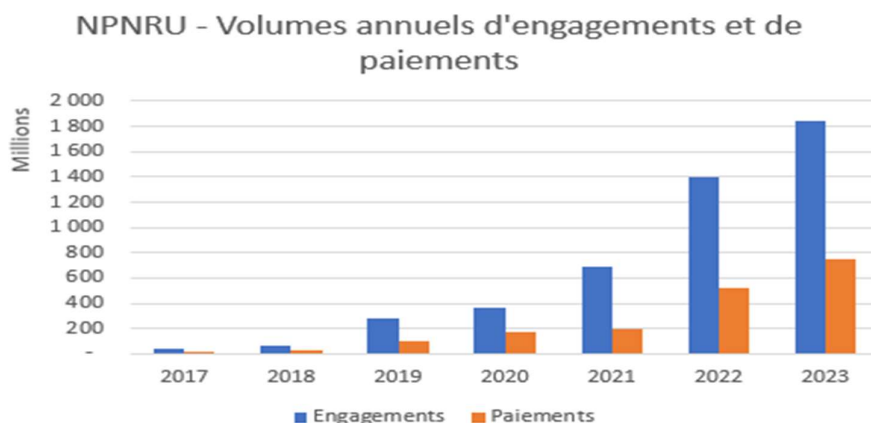
II.3. Une dynamique de l'exécution financière du NPNRU témoin de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle du programme

Les engagements et les paiements du NPNRU en 2023 témoignent de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle et financière du NPNRU et confirme la dynamique engagée en 2022.

II.3.1. Une accélération de la dynamique d'engagement observée en 2022

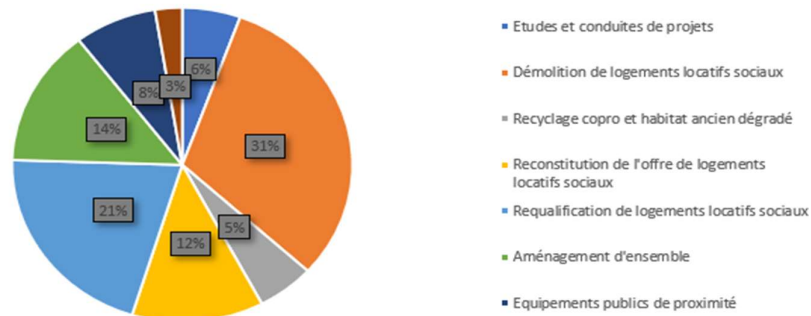
Avec 6 milliards d'euros de concours financiers engagés au 31 décembre 2023, le seuil de 50 % des concours financiers contractualisés engagés a été franchi. 4,6 milliards d'euros de subventions (soit 51 % des subventions contractualisées) et 1,411 milliard d'euros de prêts bonifiés Action Logement Services (soit 47 % des prêts contractualisés) sont engagés au 31 décembre 2023.

Au titre de la seule année 2023, 1,84 milliard d'euros de subvention a été engagé (hors ajustement d'engagements sur les exercices antérieurs), **soit 32 % de plus que le montant engagé en 2022.**



Le nombre de DAS validées en 2023 est en baisse de 8 % alors même que le volume d'engagements annuel est en forte progression. Le montant moyen des dossiers d'engagements de subventions, qui était de 473 K€ en 2020, a ainsi progressé à 696 K€ en 2021 à 750 k€ en 2022 et à 1,04 M€ en 2023.

Part relative des natures d'opérations dans le total des CF engagés de 2017 à 2023



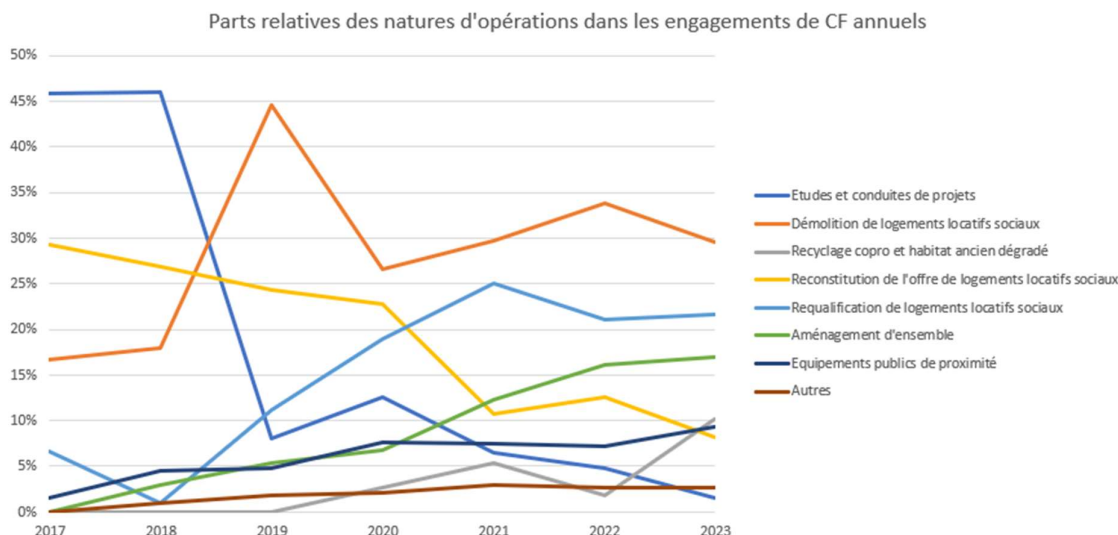
Cette accélération de l'exécution financière est directement liée à l'accélération de l'engagement des opérations structurantes : 33 % des concours financiers engagés depuis 2017 ont bénéficié à des opérations de reconstruction ou de requalification de LLS, 31 % à des opérations de démolitions de LLS et des 14 % à des aménagements d'ensemble.

Depuis 2019, la part des engagements annuels de concours financiers relatifs aux opérations de démolitions de LLS est la plus importante ; cependant si en 2019 cette part était de 45%, elle tend à se réduire (34 % en 2022 et 30 % en 2023) malgré une forte progression des montants d'engagements au titre de cette nature d'opération (les montants de concours financiers engagés en démolitions en 2023 ont été presque 5 fois plus élevés qu'en 2020). A fin 2023, 67% des démolitions de LLS sont engagées.

Les parts des engagements de concours financiers relatifs aux opérations de requalifications de LLS et des opérations d'aménagement d'ensemble sont celles qui ont le plus progressé depuis 2018 : de 1% en 2018 à 22 % en 2023 du total des concours financiers annuels engagés pour les opérations de requalifications de LLS et de 3 % en 2018 à 17 % en 2023 pour les opérations d'aménagement d'ensemble.

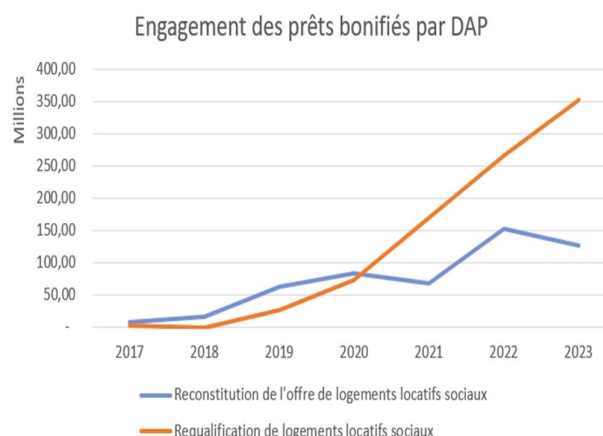
En 2023, il convient également de noter l'augmentation significative de la part des engagements de concours financiers pour les opérations de recyclage de copropriété et d'habitat ancien dégradé : de 2 % en 2022 à 10 % en 2023. 50 % des concours financiers de ces opérations correspondent à des opérations sur les départements des Bouches-du-Rhône et de la Seine-Saint-Denis.

En cohérence avec la temporalité du programme, la part des opérations d'études et d'ingénierie s'effondre en passant de 46 % des montants de concours financiers annuels engagées en 2017 à 1% en 2023.



Suivant la même dynamique que celle des engagements de subventions, le volume de prêts bonifiés Action Logement ayant bénéficié de décisions d'autorisation de prêts continue de progresser en 2023 pour atteindre 479 M€ de prêts bonifiés autorisés sur l'année et 1,411 Md€ depuis le début programme.

Cette progression est portée par une forte augmentation de l'engagement des concours financiers des opérations de requalification de LLS (+ 30 % entre 2022 et 2023) mais limitée par une baisse pour les opérations de reconstitution de l'offre (- 17 % entre 2022 et 2023).

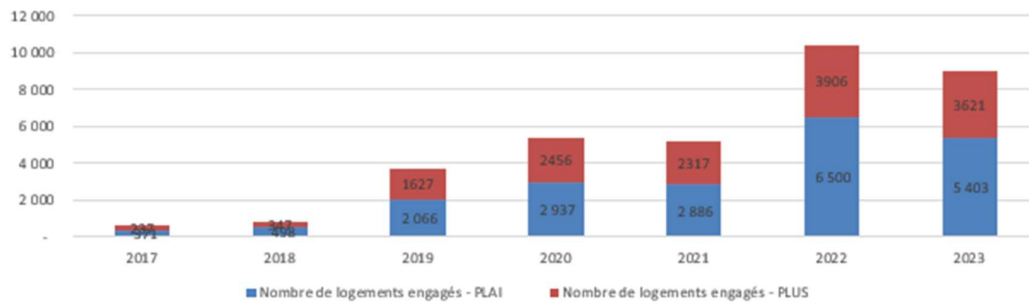


Cette évolution dans l'autorisation des prêts bonifiés est corrélée à la montée en puissance opérationnelle des requalifications de LLS (67 809 logements sont engagés fin 2023 pour 131 816 contractualisés, soit 51 %) et aux difficultés que rencontre le secteur du logement et qui se traduisent par une baisse de la production de logement en reconstitution de l'offre.

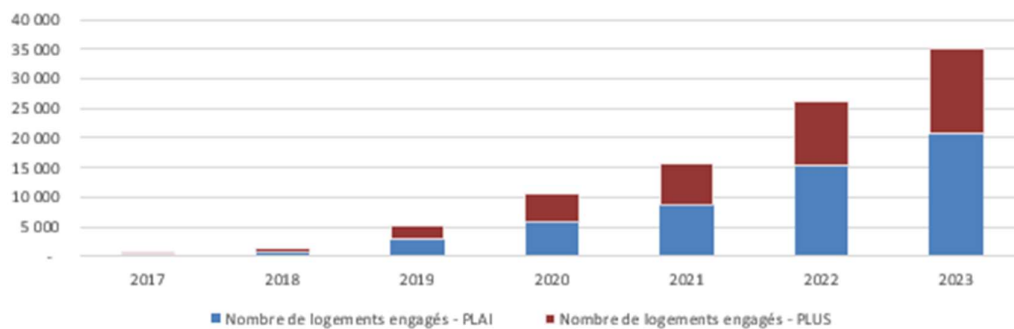
L'engagement de logements en reconstitution de l'offre de LLS continue toutefois de progresser. 35 172 logements sont engagés fin 2023 pour 77 308 contractualisés, soit 45 %. La part de PLAI engagée ces dernières années permet de rattraper progressivement le retard constaté en début d'exécution du programme. Elle permet d'atteindre 58,7% à fin 2023, pour un objectif à 60% en fin de programme.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
Nombre de logements engagés - PLAI	371	498	2 066	2 937	2 886	6 500	5 403	20 661
Nombre de logements engagés - PLAI (déjà validé MO ou susp.)								-
Nombre de logements engagés - PLUS	237	347	1 627	2 456	2 317	3 906	3 621	14 511
Nombre de logements engagés - PLUS (déjà validé MO ou susp.)								-
Total logements engagés et en instance d'engagement	608	845	3 693	5 393	5 203	10 406	9 024	35 172

Nombre de logements engagés par année et par type de financement
(net des diminutions sur années antérieures en DAS m ou solde)

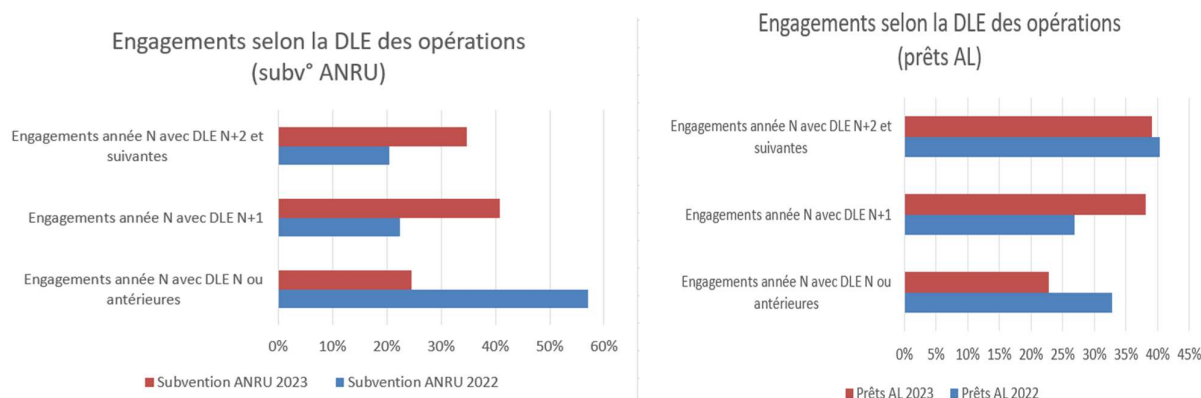


Cumul des logements engagés par type de financement
(net des diminutions sur années antérieures en DAS m ou solde)



II.3.2. Une corrélation croissante entre l'exécution financière des concours financiers du NPNRU et l'exécution physique des opérations

L'accélération opérationnelle du NPNRU dans les territoires se manifeste également par la dynamique d'engagement financier des opérations dès leur année de contractualisation, signifiant ainsi qu'elles atteignent leur jalon de lancement opérationnel : parmi les opérations contractualisées en 2023, 423 opérations (dont 219 opérations de reconstitution d'offres de LLS) ont été engagées cette même année, pour 461 millions d'euros de subventions (soit 25 % des engagements totaux intervenus en 2023, contre 14 % en 2022) et 120 millions d'euros de prêts bonifiés AL (soit 43 % des autorisations totales de prêts bonifiés AL intervenues en 2023, contre 31 % en 2022).



Cette accélération de l'exécution financière du programme, renforcée par le pilotage accru mis en œuvre par l'ANRU depuis 2021, est aussi le résultat d'une **plus forte convergence entre l'exécution opérationnelle et physique des opérations et leurs engagements et paiements au titre des subventions de l'ANRU et des prêts bonifiés d'Action Logement**. Indicateur de ce rapprochement entre l'exécution physique et l'exécution financière des opérations NPNRU, **1 189 opérations, soit 70 % des opérations engagées en 2023, avaient une date limite d'engagement postérieure à 2023, contre 50 % en 2022**.

La progression de la corrélation de l'engagement financier au calendrier opérationnel est d'autant plus prégnante que 582 de ces opérations (soit 34 % du total des opérations engagées en 2023) avaient une date limite d'engagement postérieure à 2024, c'est-à-dire un début prévisionnel de l'opération en 2023 (ou postérieur) dans le calendrier contractualisé. Ces 1 189 opérations ont permis d'engager :

- 1,389 millions d'euros de subventions ANRU (soit 75% des engagements 2023, contre 43 % en 2022) ;
- 370 millions d'euros de prêts (soit 77 % des prêts engagés en 2023, contre 67 % en 2022).

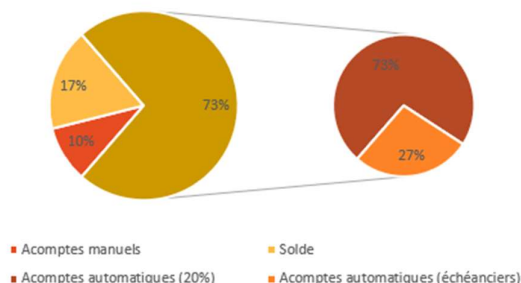
Elles étaient pour l'essentiel des opérations de reconstitutions de l'offre de LLS (35 %), des opérations de démolitions (13 %) et des opérations de requalifications de LLS (11 %).

II.3.3. Une accélération de la dynamique des paiements

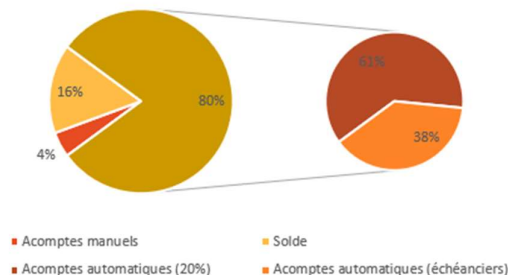
La gestion 2023 est marquée par une accélération de la dynamique des paiements sur le NPNRU. Fin 2023, **1,772 Md€ de paiements cumulés depuis le début du programme ont été réalisés, dont 747 M€ en 2023** (hors avances déjà versées sur exercices antérieurs, d'un montant de 3,2 M€), soit 42 % des paiements réalisés depuis le début du programme. 38% des subventions engagées sont payées (19 % des subventions contractualisées).

Cette dynamique amorcée en 2022 est liée à la fois à l'avancement du programme avec un nombre croissant d'opérations livrées dont les maîtres d'ouvrage demandent le solde, et à l'impact de la mise en place des échéanciers de paiement sur les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2021.

Typologie des paiements 2022 (montant)



Typologie des paiements 2023 (montant)

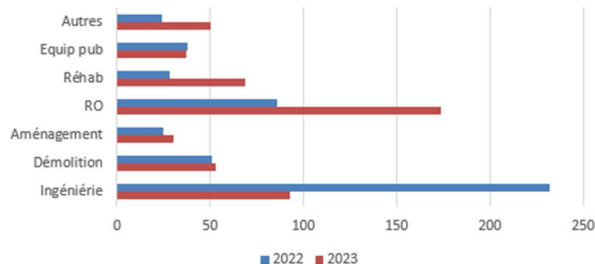


L'analyse de la typologie des paiements réalisés en 2023 montre **une baisse de la part des paiements liés aux soldes et aux acomptes manuels au profit des acomptes automatiques** (80 % en 2023 contre 73 % en 2022). Au sein des acomptes automatiques, la part des acomptes liés aux engagements (acompte de 20 %) reste majoritaire en raison d'un niveau d'engagement de l'année très élevé mais **la part des acomptes liés aux échéanciers est en forte progression** (38 % en 2023 contre 27 % en 2022).

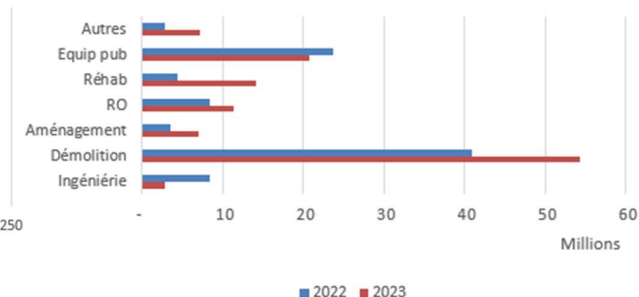
Cette évolution significative montre la fluidification et l'accélération des paiements permises par cette procédure mise en place à l'occasion de la réforme ELAN.

Si la part relative des soldes d'opération dans les paiements baisse légèrement entre 2022 et 2023, leur montant total et leur nombre progressent (484 soldes traités en 2022 pour un montant total de 91 M€ et 506 soldes traités en 2023 pour un montant total de 117 M€).

Ventilation des soldes 2023 par nature d'opération (en nombre)



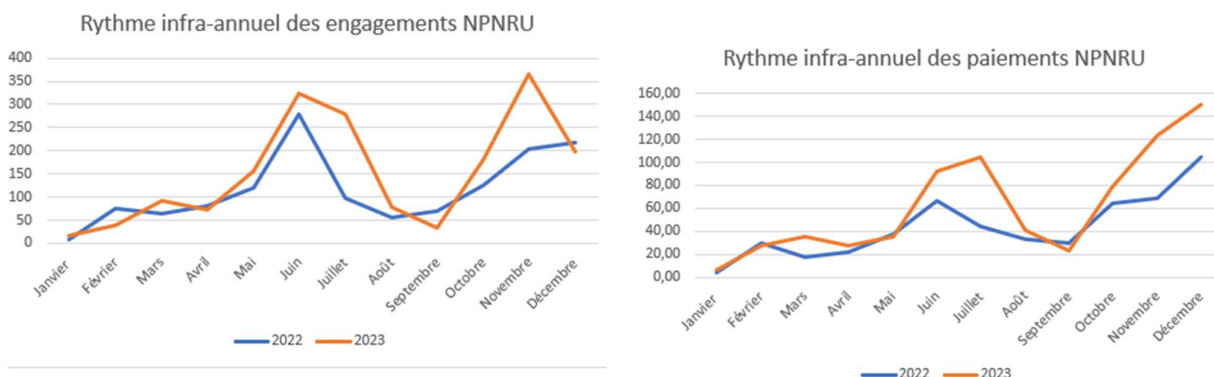
Ventilation des soldes 2023 par nature d'opération (en montant)



Cette évolution du volume de soldes traités est la traduction de l'avancement du programme. Ce dernier se traduisant également dans les natures d'opérations pour lesquelles les maîtres d'ouvrage sollicitent le solde. Le nombre de demande de solde concernant des opérations d'ingénierie baissant fortement entre 2022 et 2023 au profit de natures d'opérations physiques : reconstitution de l'offre et réhabilitation de LLS et dans une moindre mesure les démolitions et les aménagements.

II.3.4. Une forte saisonnalité de l'exécution financière

Comme les années passées, l'exécution financière est encore marquée par une forte saisonnalité.



S'agissant de l'engagement des subventions, comme en 2022, la gestion 2023 est marquée par deux pics d'engagements avant l'été et en fin d'année. Ces deux périodes de concentration de l'activité tendent néanmoins à s'allonger légèrement. **80 % des engagements sont concentrés sur 6 mois de l'année (mai / juin / juillet et octobre / novembre / décembre).**

Comme en 2022, la date limite d'engagement au 30 juin a eu un effet d'entraînement fort auprès des maîtres d'ouvrage, confirmant en matière de pilotage et de suivi, la vertu des dates limites d'engagements (ou de solde) à l'échelle des opérations du programme. Cet effet a été renforcé par l'anticipation de la fermeture du SI de gestion des subventions IODA pendant les 15 derniers jours du mois d'août pour préparer la mise en production début septembre d'une montée de version. **Sur les mois de mai, juin et juillet, 760 M€ de subventions ont été engagés, soit 41 % des engagements de 2023.**

Les 3 mois précédant la fin de gestion (octobre, novembre et décembre) concentrent 40 % du volume d'engagement.

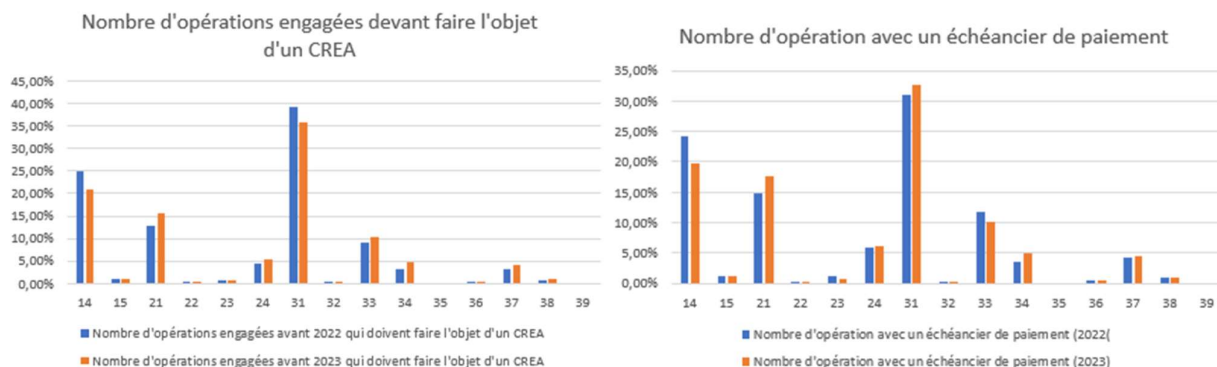
S'agissant des paiements, la saisonnalité de l'activité s'accroît sur la gestion 2023 avec deux pics sur les mêmes périodes que pour les engagements. **Les mois de juin, juillet et août concentrent 31 % des paiements et les 3 mois précédant la fin de gestion 47 % d'entre eux.** Cela s'explique par le poids de plus en plus important dans les paiements des versements des échéances automatiques des engagements validés les années passées, ces versements étant réalisés à la date anniversaire de l'engagement.

S'agissant de l'engagement des prêts, s'il est en partie corrélé au rythme d'engagement des subventions, il est cependant plus concentré en fin d'année avec une part majoritaire des opérations de reconstitution ou de requalification de l'offre de LLS transmises par les maîtres d'ouvrage en novembre et en décembre pour bénéficier de l'agrément de LLS dans l'année.

II.4. Une montée en puissance du dispositif de compte rendu d'exécution annuel (CREA)

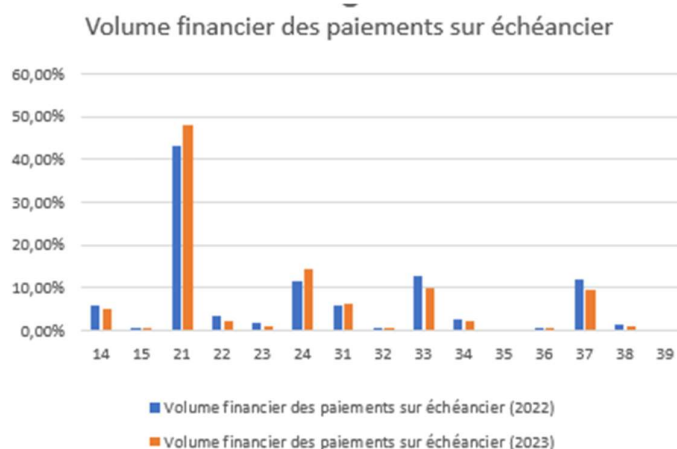
La gestion 2023 est marquée par la montée en puissance du dispositif de CREA et des échéanciers de paiement mis en place depuis le 1^{er} janvier 2021.

En 2023, 3 454 opérations engagées avant le 31 décembre 2022 devaient faire l'objet d'un CREA, contre 1 803 en 2022, soit un quasi doublement du nombre d'opérations concernées. Parmi ces opérations, 2 285 (soit 66 % des CREA 2023) bénéficiaient d'un échéancier de paiement actif et dont la poursuite était conditionnée à la validation du CREA de l'année. Les échéances à payer pouvaient s'élever au maximum à 313 M€ (124 M€ en 2022). Le montant moyen d'une échéance à verser en 2023 s'élevait à 136 990 euros (68 828 € en 2022).



Au sein des 3 454 opérations faisant l'objet d'un CREA 2023, ces opérations bénéficiant d'un échéancier de paiement, les principales natures d'opérations concernées étaient la reconstitution de l'offre de logements sociaux locatifs (LLS – famille 31), l'ingénierie et les études (famille 14), les démolitions (famille 21) et la requalification de LLS (famille 33). Par rapport à 2022, même si la part des opérations d'ingénierie est en baisse et celle des opérations de démolition est en hausse, les proportions restent sensiblement identiques.

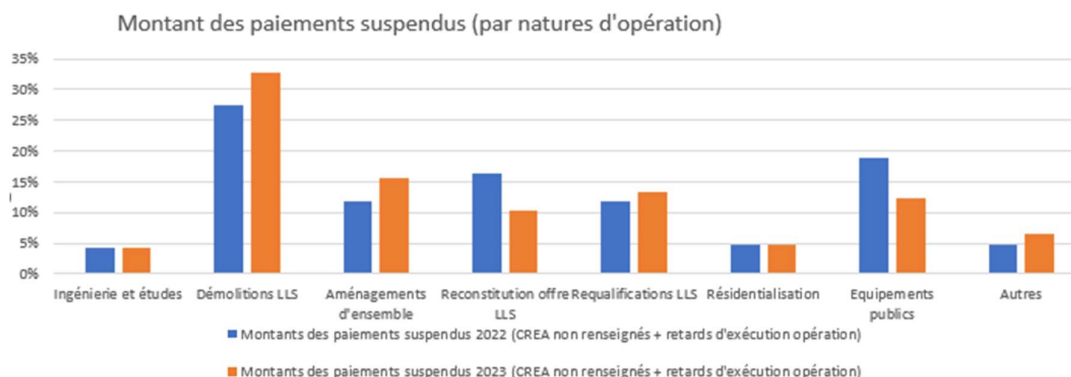
En termes de montant de paiement sur échéanciers pour les 2 285 opérations concernées, les démolitions de logements (48 %) et, dans une moindre mesure, les aménagements d'ensemble (14% - famille 24), les requalifications de LLS (10%) et les équipements publics de proximité (10 % - famille 37) représentaient l'essentiel des enjeux financiers. Là-aussi, il y a peu d'évolutions par rapport à 2022.



Sur l'ensemble des 3 454 opérations, **81% des CREA ont bien été renseignés par les maîtres d'ouvrage**, contre 85 % en 2022. **A contrario 19% des CREA concernant 667 opérations** (267 opérations en 2022) **n'ont pas été renseignés, induisant pour les opérations bénéficiant d'un échéancier de paiement, la suspension automatique de celui-ci** : le versement de l'échéance prévue pour l'année 2023 a ainsi été suspendu automatiquement pour 226 opérations et pour un montant de 22,4 millions d'euros (63 opérations et 6,4 M€ en 2022).

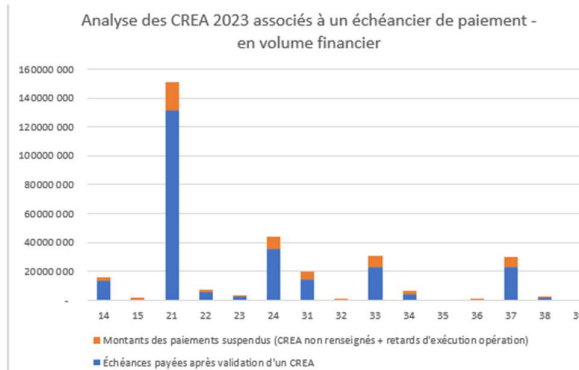
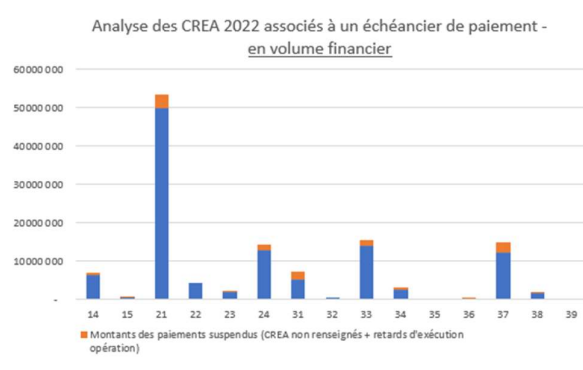
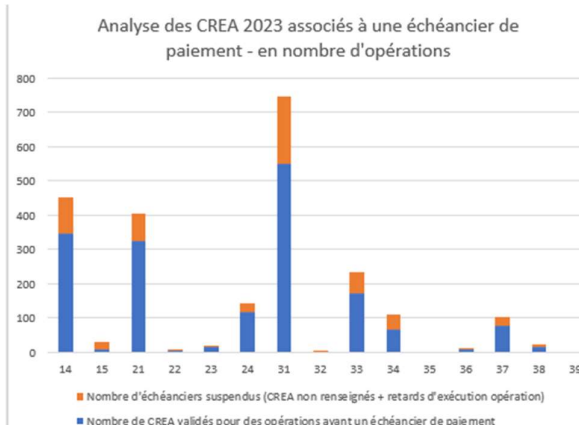
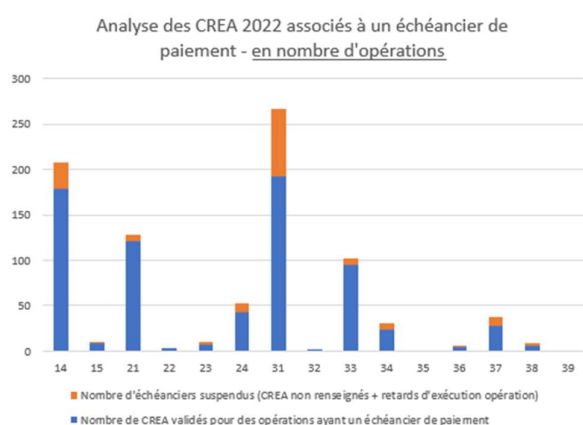
Par ailleurs, parmi les opérations pouvant bénéficier d'une échéance de paiement en 2023, 685 ont présenté dans leur CREA un taux d'avancement présentant un écart négatif supérieur à 15% par rapport au niveau d'exécution prévisionnelle de la plus prochaine échéance (dont le total prévisionnel s'élevait à 103 M€). **L'analyse détaillée avec les délégations territoriales et les maîtres d'ouvrage de la situation financière et de l'avancement physique de ces opérations a conduit à suspendre l'échéancier de paiement pour 348 de ces opérations pour un montant total de 35,3 M€ (86 opérations et 6,9 M€ en 2022).** Les 337 autres échéances ont été maintenues, les CREA ayant pu être corrigés après échanges (erreur de prise de compte par les maîtres d'ouvrages de certains coûts comme l'indemnité pour perte d'exploitation ou la valeur nette comptable dans les bilans de démolition, par exemple) ou l'avancement physico-financier des opérations ne présentant pas d'alerte quant à leur bon avancement à court terme.

Au total, ce sont ainsi 574 échéances de paiement qui ont été suspendues pour un total de 58,1 M€ (149 échéances et 13,3 M€ en 2022), dans l'attente soit de la révision du calendrier opérationnel (contractuellement ou par DAS modificative) soit de la présentation par les maîtres d'ouvrage d'éléments attestant le rattrapage du retard opérationnel et financier de leurs opérations.



Parmi ces échéanciers suspendus, 34% des opérations concernées sont des reconstitutions de l'offre de LLS, représentant 10% du montant des suspensions. Les opérations de démolitions ne représentent que 14% du nombre d'échéanciers suspendus mais 33% des montants financiers, tout comme les équipements publics de proximité qui ne représentent que 5% du nombre d'échéanciers suspendus mais 12% des montants financiers.

Au regard du volume total des opérations ayant un échéancier de paiement et devant faire l'objet d'un CREA en 2023, ce sont **les reconstitutions de l'offre de LLS qui ont connu le plus grand nombre de suspensions d'échéances**, ainsi que les opérations d'ingénierie et d'étude, et ce sont les **opérations de démolitions de logements qui ont présenté la part la plus importante de suspensions d'échéances en volume financier**.



Ces restitutions et la comparaison des données de 2022 et 2023 montrent que l'avancement du NPNRU semble peu impacté à ce stade par un contexte marqué par de fortes difficultés dans le secteur du logement et de la construction à l'exception de l'engagement des opérations de reconstitution de l'offre de LLS.

III. LES RECETTES DE L'EXERCICE 2023

III.1. Exécution des recettes 2023

Tableau des recettes 2023 par origine :

RECETTES en K€				
	Budget initial 2023	Budget révisé octobre 2023	Réalisé	% Réalisé/ BR
Autres financements (dont financements publics)	509 500	514 500	514 500	100%
Recettes propres	4 288	4 288	11 556	270%
Financements de l'Etat fléchés	15 000	15 000	14 250	95%
TOTAL	528 788	533 788	540 306	101%

Le budget rectificatif 2023, voté par le Conseil d'Administration le 10 octobre 2023, prévoyait 533,8 M€ de recettes, comprenant :

- 324 M€ de ressources provenant d'Action Logement au titre du NPNRU ;
- 184 M€ de contribution des bailleurs sociaux via la CGLLS au titre du NPNRU ;
- 15 M€ par le budget de l'Etat au titre du NPNRU ;
- 4,3 M€ de refacturations des coûts de fonctionnement au titre des programmes URBACT, ASTON et PIA ;
- 5 M€ au titre de la convention de subvention entre la CDC et l'ANRU pour la démarche Quartiers Résilients ;
- 1,5 M€ au titre de la convention entre la CDC et l'ANRU sur le partenariat dans le cadre du NPNRU.

Les recettes liées au financement du NPNRU par les partenaires de l'ANRU ont toutes été encaissées avant le 31 décembre 2023 :

- 324 M€ de ressources provenant d'Action Logement au titre du NPNRU ;
- 184 M€ de contribution par la CGLLS au titre du NPNRU ;
- 14,25 M€ par le budget de l'Etat au titre du NPNRU.
- 5 M€ au titre de la convention pour Quartiers Résilients entre la CDC et l'ANRU ;
- et 1,5 M€ au titre de la convention entre la CDC et l'ANRU ;

Les refacturations des coûts de fonctionnement au titre des programmes PIA et ASTON et organismes sous conventions se sont établies à 3 M€, en retrait par rapport aux prévisions budgétaires (4,3 M€), pour tenir compte notamment de moindres coûts de fonctionnement associés à ces programmes, conformément au principe de neutralité budgétaire de ces coûts pour l'ANRU. Les autres recettes propres sont liées au fonctionnement de l'agence, notamment au recouvrement d'indemnités journalières (IJSS).

Les recouvrements d'indus, non budgétés, se sont établis à 8,4 M€ (incluant les écritures de transferts d'opérations entre le PNRU et le NPNRU).

Globalement, le volume d'exécution des recettes est conforme aux prévisions (101 %) et portent celles-ci à 540 M€ (en baisse par rapport aux 755,1 M€ de 2022).

III.2. Exécution cumulée des financements des programmes de renouvellement urbain

Les financements des programmes pluriannuels PNRU, PNRQAD et NPNRU, et des coûts de leur gestion par l'ANRU, reposent sur les engagements financiers prévus par voie législative et dans les conventions ou protocoles conclus par les partenaires de l'ANRU. Ces financements sont versés par les financeurs pendant la durée du programme ; la comptabilisation des subventions reçues s'exécute ainsi annuellement.

Au 31 décembre 2023, ces financements globaux (hors prêts, uniquement octroyés par Action Logement Services sur la base des conventions pluriannuelles du NPNRU) et leurs versements sont les suivants :

- **Le PNRQAD** : ce programme s'élève à un montant global programmé de 150 M€ pour lequel l'intégralité du financement par Action Logement a été perçu par l'ANRU.
- **Le PNRU** : les opérations faisant l'objet de protocoles transactionnels à fin 2022 ont été soldées en 2023. Fin 2021, l'intégralité des financements prévus dans les lois et conventions avait été perçue par l'ANRU, portant ceux-ci à 11,558 Md€.
- **Le NPNRU** : ce programme, pour lequel les encaissements de financements par l'ANRU ont débuté en 2020, enregistre un montant de contributions réellement versées à l'ANRU de 2,567 Md€ fin 2023 (hors économies réelles de trésorerie du PNRU et contribution CDC versée sur convention).

FINANCEMENTS DIRECTS DU PROGRAMME NPNRU (hors prêts et équivalents-subvention)	Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)	Equivalents subventions (M€)	Contributions perçues fin 2023	Reste à percevoir sur le programme
Financeurs (hors indus)				
PRETS				
Action Logement				
Prêts bonifiés	3 300	1 200		
SUBVENTIONS				
Action Logement	6 800	6 800	1 600	5 200
Bailleurs sociaux - CGLLS	2 700	2 700	860	1 840
Etat	1 200	1 200	107	1 093
CDC - Quartiers Résilients	10	10	5	5
TOTAL SUBVENTIONS	10 710	10 710	2 572	8 138

Par ailleurs, la Caisse des Dépôts et Consignation a contribué fin 2023 et au titre du NPNRU à hauteur de 14,5 M€ pour financer le fonctionnement de l'ANRU sur la base d'une convention partenariale pour la période 2021-2023, laquelle avait été renouvelée en 2022.

Sur la base du total des financements du NPNRU après l'amplification du programme, le cumul des contributions annuelles des partenaires et de l'Etat restant à percevoir au titre de ce programme est de 8 152 M€.

Le tableau ci-dessus retrace les financements prévus, perçus et restant à percevoir au titre du programme NPNRU. Afin d'assurer la lecture des montants indiqués, notamment par rapport à ceux présentés dans le rapport de gestion des comptes clos en 2022, il convient de noter que la contribution des bailleurs sociaux via la CGLLS pour le NPNRU a évolué. Cette évolution s'explique par la stricte application de l'article L.452-1 du Code de la Construction et de l'Habitat, lequel prévoit qu'« à compter de l'année 2019 et jusqu'en 2033, la Caisse de garantie du logement locatif social verse chaque année à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine un concours financier de 184 millions d'euros pour la mise en œuvre des actions de rénovation urbaine et de renouvellement urbain prévues par la loi n° 2003-710 du 1^{er} août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine. Ce versement est liquidé, ordonnancé et recouvré selon les modalités prévues pour les recettes des établissements publics administratifs de l'Etat. ». Ainsi, le versement de 184 M€ annuels sur 15 ans représente un financement total de 2 760 M€ pour l'ensemble des programmes de renouvellement urbain. L'ANRU a mobilisé ces fonds à hauteur de 60 M€ pour le PNRU, et prévoit d'utiliser 2 700 M€ pour le NPNRU.

IV. LES DEPENSES DE L'EXERCICE 2023

DEPENSES								
en K€	Budget initial 2023		Budget révisé octobre 2023		Réalisé 2023		% Réalisé/ BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
NPNRU	1 600 000	748 700	1 849 360	803 700	1 824 998	743 877	99%	93%
Intervention	1 600 000	748 700	1 849 360	803 700	1 824 998	743 877	99%	93%
PNRQAD	0	21 000	640	21 000	-458	7 813	-72%	37%
Intervention		21 000	640	21 000	640	7 813	100%	37%
Intervention - retrait d'AE					-1 098			
PNRU	0	0	0	0	-1 982	939	-	-
Intervention - retrait d'AE			0		-1 982	939	-	-
QF	2 500	1 400	2 500	1 400	4 479	955	179%	68%
Intervention	2 500	1 400	2 500	1 400	4 479	955	179%	68%
Sous-total INTERVENTION	1 602 500	771 100	1 852 500	826 100	1 827 036	753 584	99%	91%
PHI	14 431	14 431	14 431	14 431	13 828	13 865	96%	96%
Personnel	14 431	14 431	14 431	14 431	13 828	13 865	96%	96%
NPNRU	1 321	1 421	1 321	641	967	780	73%	122%
Fonctionnement	1 321	1 421	1 321	641	967	780	73%	122%
PNRQAD	0	0	0	0	0	45	-	-
Fonctionnement			0	0	0	45	-	-
PNRU	100	50	100	50	0	0	0%	0%
Fonctionnement	100	50	100	50	0	0	0%	0%
QF	77	46	77	46	42	14	55%	30%
Fonctionnement	77	46	77	46	42	14	55%	30%
QP	40	24	40	24	0	0	0%	0%
Fonctionnement	40	24	40	24	0	0	0%	0%
QR	513	308	513	118	503	87	98%	74%
Fonctionnement	513	308	513	118	503	87	98%	74%
SUPPORT	10 969	12 798	10 459	12 748	9 371	10 849	90%	85%
Fonctionnement	8 164	8 583	7 654	8 533	6 285	7 325	82%	86%
Investissement	2 805	4 215	2 805	4 215	3 087	3 524	110%	84%
IA	2 267	2 534	2 267	2 534	984	908	43%	36%
Fonctionnement	2 267	2 534	2 267	2 534	984	908	43%	36%
TOTAL	1 632 218	802 711	1 881 708	856 691	1 852 733	780 131	98%	91%

Les dépenses totales de l'ANRU au titre de l'exercice 2023 s'établissent à 1,853 Md€ d'engagements et 780 M€ en paiements, soit respectivement 98 % de la programmation des autorisations d'engagement en budget rectificatif (contre 81 % en 2022 et 66 % en 2021) et 91 % des autorisations de paiement (contre 105 % en 2022 et 76 % en 2021). Le niveau de réalisation budgétaire progresse ainsi d'une part sous l'effet d'une meilleure prévision budgétaire, en particulier sur le rythme d'exécution des programmes d'intervention, et d'autre part sous l'effet d'une forte accélération des niveaux d'engagements et de paiements du NPNRU.

L'exécution budgétaire ainsi que les opérations comptables aboutissent à un résultat d'exploitation de – 1 317,3 M€, respectant le vote du Conseil d'administration autorisant en budget rectificatif n°1-2023 un déficit d'exploitation maximum de – 1 347,5 M€.

IV.1. Les dépenses d'intervention

Le budget rectificatif n°1-2023 a permis d'ajuster à la hausse les prévisions faites à l'occasion du budget initial en matière de dépenses d'intervention, majoritairement liées au NPNRU, et prévoyait 1 600 M€ d'autorisations d'engagement (AE) et 749 M€ de crédits de paiement (CP), lesquels ont été réhaussés en octobre 2023 à respectivement 1 849 M€ et 804 M€.

L'exécution 2023 pour les programmes de rénovation urbaine (sur le budget principal de l'ANRU) s'établit à 1 827 M€ d'engagements et 754 M€ de paiements, soit un taux d'exécution des engagements de 99% du budget rectificatif et de 91% pour les paiements.

Ce niveau d'exécution correspond à une forte accélération de l'exécution financière des opérations du NPNRU pour lequel un nombre croissant d'opérations physiques sont lancées opérationnellement. 55 % des opérations contractualisées étaient soit financièrement engagées ou soldées (7 638 opérations) soit avaient une demande d'engagement ou de solde initiée par le maître d'ouvrage ou en cours d'instruction par les services DT et ANRU.

Au 31 décembre 2023, l'ensemble des concours financiers du NPNRU sont alloués, les chantiers sont démarrés dans la quasi-totalité des QPV ayant un projet validé et 1 446 opérations (hors opérations d'ingénierie) sont livrées.

Ces chiffres montrent un avancement physique dynamique du programme NPNRU et la forte progression du volume d'engagements financiers en 2023, confirmant ainsi la dynamique observée en 2022.

Ce niveau d'exécution démontre la **capacité globale de la chaîne financière, mise en place à l'occasion de l'application de la loi ELAN, à produire un volume d'engagements financiers et de paiements au profit du financement des maîtres d'ouvrage, qui est à la hauteur des volumes financiers du programme.** Pendant le seul mois de juin 257 décisions attributives de subventions générant 325 millions d'euros de subventions ont été validées et jusqu'à 352 DAS ont été validées en novembre 2023 pour 370 millions d'euros de subventions.

Par ailleurs, pour le NPNRU, l'intégration à la chaîne financière du dispositif d'échéancier de paiements, outre l'incitation qu'il constitue pour les maîtres d'ouvrage à solliciter rapidement une décision attributive de subvention dès le lancement de leur opération pour bénéficier de paiements lisibles, réguliers et planifiés de leurs subventions, a également été un facteur d'accélération des paiements. En 2023, 80 % des montants payés l'ont été dans le cadre d'échéanciers de paiements accordés lors de la DAS.

en M€	Réalisé 2020		Réalisé 2021		Réalisé 2022		Budget Initial 2023		Budget révisé octobre 2023		Réalisé 2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
NPNRU	375	172	688	199,7	1 389	521	1 600	749	1 849	804	1 825	744
PNRQAD	14	17	5,7	10,1	5	12	0	21	1	21	1	8
PNRU		199		190,5		127						1
QF			1,4	0,7	3	1	3	1	3	1	4	1
Total INTERVENTION (hors retrait d'AE)	390	387	695	401	1 396	661	1 603	771	1 853	826	1 830	754
Total INTERVENTION	390	387	695	401	1 396	661	1 603	771	1 853	826	1 827	754

IV.1.1. Exécution du NPNRU

▪ La fin de l'allocation des concours financiers du NPNRU

Les derniers comités d'engagement se sont tenus en décembre 2023 permettant de clore l'allocation des concours financiers du NPNRU. **Au 31 décembre 2023, 13,845 Md€ concours financiers ont été validés au titre du NPNRU : 10,545 Md€ en subvention et 3,3 Md€ en prêts.** 100 M€ de subventions sont prévues pour la démarche Quartiers Résilients dont l'allocation devrait s'achever au premier semestre 2024.

Ainsi, sur les 480 QPV éligibles au NPNRU, un projet est localement porté pour 450 QPV qui ont tous aujourd'hui été validés. 431 d'entre eux disposent d'une convention signée fin 2023 ou en cours de signature.

En fin d'année, parmi ces concours financés programmés, 12,104 Mds€ ont été conventionnés et intégrés dans le système d'information (IODA), soit 87 % dont 2,263 Mds€ supplémentaires sur la seule année 2023. Ces concours financiers se décomposent en 9,122 Mds€ de subventions ANRU et 2,981 Mds€ de prêts bonifiés Action Logement.

▪ Une accélération de la dynamique d'exécution financière

Le budget 2023 prévoyait, pour les conventions pluriannuelles et les protocoles de préfiguration, une exécution de l'ordre de 1 849 M€ d'autorisations d'engagement et 804 M€ de crédits de paiements au titre du NPNRU.

Le renforcement du pilotage infra-annuel, en lien étroit avec les délégations territoriales de l'ANRU, et sur la base des lettres d'objectifs aux préfets, a permis de réaliser de dépasser 1 Md€ d'engagements dès le mois d'août avant la fermeture de IODA et la mise en production de la vague 4.

Outre l'outillage accru du suivi de l'exécution financière dans le SI IODA grâce à de nouveaux états de reporting et à des tableaux de bord sous forme de datavisualisation, la mise en œuvre de procédures contradictoires précontentieuses a permis d'accélérer le traitement des opérations soumises à des dates limites d'engagement et de paiement en 2022.

Le déploiement de chargés d'instruction financière de l'ANRU (2 salariés recrutés au premier semestre 2023) auprès des délégations territoriales rencontrant des difficultés (vacances de postes prolongées ou pics d'activité) a permis de renforcer 6 DDT / DEAL et d'instruire pour leur compte 155 actes dont 43 engagements pour 60 M€ et 64 CREA.

Au terme de l'année 2023, 51 % des opérations contractualisées ont ainsi été engagées pour un montant cumulé depuis le début du programme de 4,656 Mds€. Sur la seule année 2023, de l'ordre d'1,84 Md€ (hors ajustements d'AE sur exercices antérieurs) d'engagements ont été constatés, 32 % de plus qu'en 2022.



Les paiements de subventions en 2023 ont atteint un niveau proche des prévisions budgétaires avec 747 M€ payés (hors avances déjà versées sur exercices antérieurs, d'un montant de 3,2 M€) (pour 804 M€ budgétés), portant le montant cumulé des paiements NPNRU à 1,772 Md€ soit 38% des subventions engagées (et 19 % des subventions contractualisées).

Déjà observé en 2022, l'impact de la mise en place des échéanciers de paiement sur les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2021 s'est renforcé et a démontré la fluidification et l'accélération des paiements permises par cette procédure mise en place à l'occasion de la réforme ELAN.

En 2023, 80 % des montants payés l'ont été dans le cadre d'échéanciers de paiements accordés lors de la DAS (la majorité ayant été versée dans le cadre d'une première échéance délivrée à la DAS), 4 % sur la base de demandes d'acompte manuel et 16 % à l'occasion de demandes de solde.

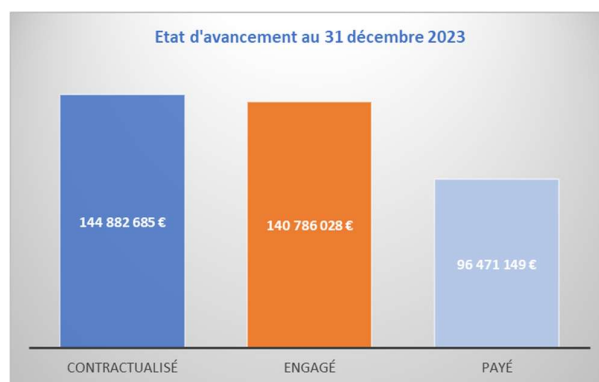
IV.1.2. Exécution du PNRQAD

Le PNRQAD concerne 25 projets et est doté de 380 M€ de financements nationaux : 150 M€ de l'ANRU, 150 M€ de l'Anah et 80 M€ de l'Etat.

Ce programme, pour lequel les 25 projets ont été conventionnés entre 2010 et 2014, est en phase opérationnelle. Tous les avenants fixant les dates limites de solde ont été signés. Ces soldes interviendront au plus tard le 30/06/2025 pour 20 projets (la date limite de solde de 2 projets a été prorogée par le comité d'engagement).

Au 31 décembre 2023 :

- **Le niveau des engagements est de 140,8 M€**, soit 97,2% des montants contractualisés.
- **Les paiements s'élèvent à 96,5 M€** et représentent désormais 68,5% des subventions engagées.

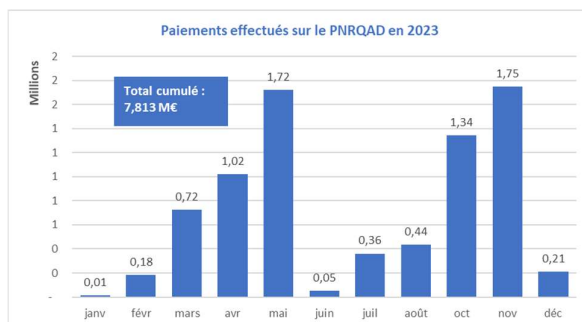


En termes d'exécution budgétaire pour l'année 2023 :

- Le budget initial ne prévoyait pas d'autorisation d'engagement (AE) en 2023. 4 dossiers pour un montant total d'AE de 639 805 € validés par les délégations territoriales et transmis tardivement fin 2022 ont toutefois dû être engagés au début de l'année 2023. Parallèlement, les soldes d'opération réalisés en 2023 ont conduit à une baisse des AE d'un montant total de 1 098 239 €. **Au total sur l'année 2023, le montant des AE engagés sur le programme est négatif à hauteur de 458 434 €.**
- **Les crédits de paiement (CP) s'élèvent à 7,81 M€ soit 37% du budget initial.**
Concernant les paiements, l'écart entre la réalisation et les estimations s'explique par la difficulté, pour les délégations, d'estimer les besoins en crédits de paiements au plus près de l'avancement réel des opérations.

En M€	BI 2023	Exécution au 30/09	Taux exécution au 30/09 par rapport au BI 2023	Réalisation au 31/12/2023	Taux exécution au 31/12 par rapport au BI 2023
AE	0	- 0.24	ns	-0.46	Ns
CP	21	4,51	21%	7,81	37%

Le cadencement des demandes de paiements pour le PNRQAD a connu une saisonnalité presque similaire à celle du NPNRU, avec une forte concentration sur le 2^{ème} trimestre et le 4^{ème} trimestre 2023.



Fin 2023, 172 opérations PNRQAD étaient encore actives financièrement. 2 opérations n'ont pas été engagées et leur abandon a été confirmé par les maîtres d'ouvrage concernés.

Dix départements concentrent 77 % des restes à payer sur opérations engagées, soit 35 M€ dont :

- Seine-Saint-Denis : 11 M€
- Nord : 5 M€
- Hérault : 4 M€
- Val-de-Marne, Bouches-du-Rhône : 3 M€ chacun
- Gard, Seine et Marne, Pyrénées-Orientales, Vaucluse et Ardennes : 2 M€ chacun.

Zoom sur les opérations PNRQAD non soldées

Source : Agora - Données au 07/12/2023



En 2023, le projet PNRQAD du Havre a atteint sa date limite de solde (DLS) au 30 juin. 4 opérations restent à solder sur ce projet (dossiers transmis et échanges en cours pour permettre la mise en paiement).

En 2024, sept projets sont concernés par une date limite de 1^{er} acompte (DLA) au 30 juin, soit 11 opérations. 4 projets atteignent la date limite de solde au 30 juin 2024, soit 31 opérations ce qui devrait accélérer les demandes de paiement.

Des revues de projet annuelles seront réalisées avec les porteurs de projets afin d'accompagner et suivre précisément l'avancement physique et l'exécution financière et améliorer leur concomitance.

IV.1.3. Dénouement des protocoles transactionnels du PNRU

Les derniers protocoles transactionnels autorisés par le Conseil d'administration de l'ANRU, se sont clos en 2023. Il s'agit des cinq protocoles signés en 2022 pour un montant maximum de 3,5 millions d'euros qui se sont dénoués en 2023, entraînant des paiements pour 939 K€ et un solde à recouvrer de 212 K€ sur l'opération de la ville de Matoury (dont 118 K€ d'indus et 93 K€ de trop versé sur avance).

En conséquence, les économies attendues après recouvrement des 212 K€ de la ville de Matoury, sont de 2 772 K€.

IV.2. Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'ANRU

Les projets « Nouveau Système Informatique Financier » et « Vague 4 de IODA » sont les événements majeurs de l'année 2023 pour les dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Budgétairement, le taux d'exécution **global** atteint **80,3 %** en engagement et **78,5 %** pour les paiements.

Les dépenses de fonctionnement sont en sous-exécution, avec un taux de réalisation de **73,3 %** pour les engagements et de **76,7 %** pour les paiements, et s'expliquent en partie par l'anticipation de la clôture de l'exercice 2023 plus précocement qu'à l'accoutumé dans le contexte du changement du système informatique comptable et financier de l'agence et cela afin de garantir la fiabilité et l'intégrité des données reprises.

A l'inverse, les dépenses d'investissement sont en dépassement d'exécution sur les engagements avec un taux de **110 %** et une sous consommation des crédits de paiements avec un taux de **83,6 %**.

Le projet SI IODA, structurant pour la contractualisation, la gestion et le suivi du NPNRU, continue de représenter une part importante de l'ensemble des dépenses.

En M€	Budget Initial 2023		BR 2023 au 10 Octobre		Atterrissage 2023		Execution au 31/12/2023		Taux d'exécution 2023 vs BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Sous-total hors PIA et hors URBACT	10,22	10,43	9,71	9,41	7,89	8,80	7,80	8,25	80,3%	87,7%
PIA	2,27	2,53	2,27	2,53	1,13	1,33	0,98	0,91	43,4%	35,8%
Budget Fonctionnement	12,48	12,97	11,97	11,95	9,02	10,13	8,78	9,16	73,3%	76,7%
En M€	Budget Initial 2023		BR 2023 au 10 Octobre		Atterrissage 2023		Execution au 31/12/2023		Taux d'exécution 2023 vs BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Investissement	2,81	4,22	2,81	4,22	3,12	3,88	3,09	3,52	110,0%	83,6%
Sous-total hors PIA et hors URBACT	2,81	4,22	2,81	4,22	3,12	3,88	3,09	3,52	110,0%	83,6%
									80,3%	78,5%

IV.2.1. Les dépenses de fonctionnement de l'agence (hors PIA et URBACT/ASTON)

Globalement, hors dépenses liées aux programmes PIA, URBACT et ASTON dont le coût est compensé par les refacturations, les dépenses de fonctionnement en 2023 de l'ANRU ont enregistré un taux d'exécution budgétaire de **73,3 % en engagements et de 76,7 % en paiements par rapport au budget rectificatif du 10 octobre 2023, en retrait par rapport à 2022 (83,4 % en AE et 81,4 % en CP en 2022)**. Les dépenses sur les programmes URBACT et ASTON prennent fin en 2023 conséquemment à la clôture des programmes.

En M€	Budget Initial 2023		BR 2023 au 10 Octobre		Atterrissage 2023		Execution au 31/12/2023		Taux d'exécution 2023 vs BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
PNRU	0,10	0,05	0,06	0,03	-	-	-	-	0,0%	0,0%
NPNRU	1,32	1,42	0,91	0,64	1,15	0,87	0,97	0,78	106,1%	121,7%
PNRQAD	-	-	-	-	-	0,07	-	0,04	ns	ns
QUARTIERS	0,63	0,38	0,34	0,19	0,27	0,07	0,55	0,10	160,4%	53,8%
Support	8,16	8,58	8,39	8,55	6,47	7,79	6,28	7,32	74,9%	85,6%
RH	0,55	0,43	0,55	0,43	0,32	0,25	0,23	0,16	41,9%	36,6%
Hors projets ponctuels	0,55	0,43	0,55	0,43	0,32	0,25	0,23	0,16	41,9%	36,6%
Informatique	2,33	2,01	2,33	2,01	1,54	2,48	1,49	2,13	63,9%	106,1%
Hors projets ponctuels	2,15	1,76	2,15	1,76	1,20	2,32	1,09	1,85	50,9%	105,4%
Immobilier	0,08	0,73	0,08	0,73	0,15	0,89	0,13	0,88	157,1%	120,8%
Frais généraux	1,50	1,54	1,72	1,69	1,25	1,16	1,23	1,20	71,3%	70,9%
Hors projets ponctuels	1,28	1,34	1,50	1,50	1,18	1,04	1,15	1,11	76,7%	74,4%
Accompagnement et animation des acteurs RU	3,05	3,22	3,05	3,03	2,56	2,37	2,57	2,32	84,2%	76,4%
Hors projets ponctuels	1,73	1,72	1,73	1,73	1,17	1,08	1,18	1,04	68,1%	60,3%
Financement des DDT	0,66	0,66	0,66	0,66	0,64	0,64	0,64	0,64	96,8%	96,8%
Hors projets ponctuels	0,66	0,66	0,66	0,66	0,64	0,64	0,64	0,64	96,8%	96,8%
Support : Ss-total Projets ponctuels	1,72	1,95	1,71	1,75	1,81	1,57	1,86	1,64	108,3%	93,7%
Support : Ss-total Support Hors projets ponctuels	6,45	6,63	6,68	6,80	4,66	6,22	4,43	5,69	66,3%	83,6%
Sous-total hors PIA et hors URBACT	10,22	10,43	9,71	9,41	7,89	8,80	7,80	8,25	80,3%	87,7%
PIA	2,27	2,53	2,27	2,53	1,13	1,33	0,98	0,91	43,4%	35,8%
Budget Fonctionnement	12,48	12,97	11,97	11,95	9,02	10,13	8,78	9,16	73,3%	76,7%

IV.2.1.1. Les dépenses de fonctionnement liées aux programmes de rénovation urbaine

L'essentiel des dépenses directement liées aux programmes se concentre sur des actions liées au NPNRU. Ces dépenses sont marquées par une sur-exécution de +0,06 M€ des AE et +0,14 M€ des CP. La priorisation de certaines missions dans un contexte de renouvellement des marchés notamment les missions d'appui et d'expertise explique cette surconsommation.

A compter de 2023, des dépenses de fonctionnement ont eu lieu sur les programmes **Quartiers Résilients et Quartiers Fertiles** pour respectivement 0,09 M€ et 0,01 M€ de CP, au titre des missions d'appui et d'animation du réseau (y compris les groupes de travail).

Marginalement et corrélée au dernier engagement en fin d'exercice 2022, **la mission d'expertise pour le PNRQAD**, visant à analyser 10 sites, à obtenir des fiches de retours d'expérience accompagnées d'une note didactique présentant la méthodologie d'intervention sur l'habitat ancien dégradé, a fait l'objet de paiements pour 0,04 M€.

IV.2.1.2. Les dépenses de fonctionnement liées aux fonctions support

Avec un montant de 6,28 M€ en engagement et 7,32 M€ en paiements, le taux d'exécution de ces dépenses s'établit pour l'année 2023 à 74,9 % des engagements prévus au budget rectificatif 2023 et à 85,6 % des paiements.

▪ Ressources humaines (hors masse salariale)

Les dépenses de fonctionnement liées aux missions de gestion des ressources humaines sont, cette année, en net recul par rapport aux prévisions du budget rectificatif du 10 octobre 2023 avec des taux d'exécution de 41,9 % en AE et 36,6 % en CP.

Cette situation résulte de plusieurs raisons :

- Dans le cadre d'un échange croisé avec l'AFD, une mise à disposition était prévue sur 2023, cependant le manque de candidature sur les profils de poste transmis a empêché la réalisation,
- Le recours au coaching a été moins important que prévu, et partiellement compensé en 2023 par les accompagnements individuels orientés sur le développement de compétences en cohérence avec les prises de postes d'encadrants (entrant dans le cadre du plan de développement des compétences),
- Le recours aux intérimaires n'a été utilisé qu'en fin d'année, réduisant considérablement l'enveloppe prévue initialement.

▪ Informatique

L'exécution financière des dépenses informatiques est en retrait par rapport au budget rectificatif avec un taux de 63,9 % pour les engagements, et en dépassement pour les paiements avec un taux de 106,1 %. La sous - consommation d'AE résulte principalement du changement d'hébergeur à la suite de l'appel d'offre ayant permis de réduire significativement les coûts annuels négociés dans le nouveau marché (- 0,4 M€).

▪ Immobilier

L'année 2023 est marquée par la fin de la franchise de loyer du site de Pantin à la fin du troisième trimestre. Le premier paiement du loyer est donc intervenu au 4^{ème} trimestre 2023, et couplé à la revalorisation du loyer sur la même période a conduit à un dépassement du budget de 157,1 % sur les engagements, et également de 120,8 % sur les paiements.

▪ Frais généraux

Les dépenses au titre des frais généraux sont en sous-exécution en AE avec un taux d'exécution de 71,3 % et en CP de 70,9 %. Ce niveau de consommation découle des principaux facteurs suivants :

- Des frais de recrutement inférieurs à ceux qui avaient été évalués,
- Une diminution des frais d'avocats du pôle RH, en lien avec la baisse des besoins (nombre de dossiers moins importants),

- Une enveloppe d'accompagnement et d'appui au nouveau SIF initialement prévue en 2023, n'a pas été utilisée finalement,
- La création d'un nouveau pôle « maîtrise des risques » sur le second semestre, issu de la fusion des pôles contrôle interne et audit interne, avec une responsable pour les deux périmètres début septembre 2023, a retardé la mise en œuvre des missions d'audit avec le cabinet KPMG et explique le décalage des missions sur le dernier trimestre 2023. En conséquence, cette vacance se traduit budgétairement par une forte sous exécution en AE comme en CP.

▪ **Animation et accompagnement des acteurs**

Ce poste de dépenses est en sous-exécution pour l'année 2023. La consommation des engagements atteint 84,2 % et celle des paiement 76,4 %.

S'agissant des engagements, la moindre exécution concerne principalement les dépenses de partenariats et de formations (ERU et DDT). A noter que de nombreux engagements en fin d'année 2023 vont entraîner un report des CP sur l'exercice prochain. Ainsi, les CP en 2023 sont en sous-exécution, directement en lien avec les engagements tardifs de fin d'exercice et par l'allongement de nombreuses missions d'expertises et d'appui dont la facturation peut, dans de nombreux cas, subir un retard administratif des prestataires.

IV.2.2. Les dépenses d'investissement de l'agence

En M€	Budget Initial 2023		BR 2023 au 10 Octobre		Atterrissage 2023		Execution au 31/12/2023		Taux d'exécution 2023 vs BR	
	AE CP		AE CP		AE CP		AE CP		AE CP	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Support	2,81	4,22	2,81	4,22	3,12	3,88	3,09	3,52	110,0%	83,6%
Frais généraux	0,21	0,21	0,21	0,21	0,13	0,14	0,13	0,14	62,7%	68,3%
Informatique	2,60	4,01	2,60	4,01	2,99	3,74	2,95	3,38	113,9%	84,4%
<i>IODA</i>	2,42	2,62	2,42	2,62	2,84	3,07	2,69	3,10	111,5%	118,4%
<i>Outil Suvention PIA</i>	0,18	0,18	0,18	0,18	0,14	-	0,23	-	128,7%	0,0%
<i>Nouveau SIF</i>	-	1,21	-	1,21	0,01	0,67	0,03	0,28	ns	23,2%
Support : Ss-total Projets ponctuels	2,60	4,01	2,60	4,01	2,99	3,74	2,95	3,38	113,7%	84,3%
Support : Ss-total Support Hors projets ponctuels	0,21	0,21	0,21	0,21	0,13	0,15	0,14	0,15	64,4%	69,9%
Budget Investissement	2,81	4,22	2,81	4,22	3,12	3,88	3,09	3,52	110,0%	83,6%
Sous-total hors PIAet hors URBACT	2,81	4,22	2,81	4,22	3,12	3,88	3,09	3,52	110,0%	83,6%

Le niveau de d'exécution des dépenses d'investissement atteint 110 % des AE et 83,6 % des CP du budget rectificatif. **Cette sur-exécution est liée au projet IODA et sa vague 4.**

Ce dernier a demandé encore cette année un fort besoin d'engagement et de paiement avec la poursuite des développements des fonctionnalités de IODA et des besoins de *reporting* dans le cadre de la vague 4 et de la vague 4bis.

Aussi, le choix d'un nouvel **outil de subvention pour les PIA** a accentué la surconsommation au niveau des engagements. Le déploiement devrait avoir lieu en 2024, et à noter que les crédits de paiement sont prévus dans le budget initial de 2024.

Conforme aux prévisions budgétaires, le **projet du nouveau SIF** représente une part importante des CP de l'exercice 2023.

Enfin, le nombre de **cabines acoustiques** installées sur le site de Pantin a été revu à la baisse, engendrant une sous-exécution en AE comme en CP.

IV.2.3. Les dépenses PIA

Les dépenses de fonctionnement relatives aux PIA s'élèvent à 0,98 M€ en engagements et 0,91 M€ en paiements, ce qui représente un niveau de consommation de 43,4 % en AE et 35,8 % en CP du budget rectificatif.

En M€	Budget Initial 2023		BR 2023 au 10 Octobre		Atterrissage 2023		Execution au 31/12/2023		Taux d'exécution 2023 vs BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	AE
P324 - Internats d'Excellence (IE)	0,05	0,05	0,05	0,05	-	-	-	-	0,0%	0,0%
P324 - Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI)	0,07	0,06	0,07	0,06	-	-	-	-	0,0%	0,0%
P411 - Projets innovants en faveur de la JEUNESSE	0,05	0,12	0,05	0,12	0,01	0,08	0,01	0,08	17,6%	62,7%
P414 - Axe 1 - Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1)	0,16	0,21	0,16	0,21	0,06	0,09	0,08	0,10	51,3%	50,9%
P414 - Axe 1 - Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 1 ANRU+)	-	-	-	-	-	-	-	-	ns	ns
PIA3 - Territoire d'Innovation - Grande Ambition (TIGA)	0,13	0,14	0,13	0,14	0,04	0,02	0,05	0,03	40,5%	23,5%
PIA4 - Démonstrateurs Ville durable	0,14	0,27	0,14	0,27	0,05	0,17	0,05	0,18	39,3%	67,3%
P414 Axe 2 / Ville Durable et Solidaire (VDS / Axe 2)	1,69	1,69	1,69	1,69	0,97	0,97	0,79	0,51	46,9%	30,3%
PIA	2,27	2,53	2,27	2,53	1,13	1,33	0,98	0,91	43,4%	35,8%

Les dépenses de fonctionnement liés à la mise en œuvre des programmes PIA manifestent une sous-exécution notable pour cette année 2023, sous l'effet de plusieurs facteurs :

- Principalement le **PIA Axe 2**, les taux d'exécution budgétaires de 46,9 % en AE et de 30,3 % en CP, soit respectivement -0,9 M€ et 1,18 M€ par rapport au BR, traduisent un ralentissement lié à la capacité d'expertiser et de suivre le volume de projets qui constituait l'ambition traduite dans les prévisions budgétaires.
- **Les PIA Internats d'excellence et les Internats de la réussite et le programme CSTI** n'ont pas nécessité cette année de mission d'audit, et aucun dysfonctionnement sur la conduite d'une opération ni aucun litige ne sont apparus. Ces programmes n'ont donc généré aucune dépense de fonctionnement pour l'agence.
- La journée d'animation relative à la réussite éducative valorisant le **PIA jeunesse**, a été reportée ainsi que les missions d'évaluation des programmes CSTI et internats qui seront finalement engagées en 2024,

IV.3. Les emplois et la masse salariale

Les emplois (en ETP comme en ETPT) et la masse salariale exécutés en 2023 respectent le budget initial avec un taux de réalisation des CP de 96,1 % en masse salariale et 96,6 % en ETPT.

Le budget initial 2023 voté au Conseil d'Administration du 7 décembre 2022 avait permis d'intégrer les événements et enjeux pour 2023, à savoir :

- Le transfert des salariés du programme URBACT à l'ANCT à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- La montée en puissance du NPNRU (renforts dans le cadre du suivi de l'exécution financière) ;
- La stratégie initiée d'internalisation de certaines prestations (support outil métier) ;
- Le renfort du pilotage des projets dans le cadre de Quartiers Fertiles ;
- Le renforcement de certaines missions de l'Agence dont les effectifs sont insuffisants, notamment pour l'évaluation et l'animation relatives à nos programmes.
- La poursuite des contrats d'alternance pour les directions de l'agence.

Lors de la révision budgétaire approuvée au cours du Conseil d'Administration du 10 octobre 2023, il a été décidé de maintenir les prévisions initiales, considérées comme correctement évaluées, sans juger nécessaire de les ajuster. Ces données prévisionnelles sont rappelées dans les tableaux ci-après.

Tableau de prévision des emplois

	BI	BR
Emplois rémunérés par l'organisme en ETP*	140,9	140,9
Emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	139,4	139,4

*prévision ETP à titre indicatif au 31/12/2023

Pour 2023, le niveau des emplois avait donc été fixé à 139,4 ETPT dans le cadre du budget initial comme révisé. La répartition indicative des emplois directement rémunérés par l'ANRU par briques de programmes était la suivante :

Répartition des emplois en ETPT par briques de programme

Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNRQAD)	117,8
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	12,6
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	8
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	1
Total	139,4

L'exécution de l'enveloppe de personnel 2023, en ETPT et masse salariale, s'établit comme suit :

	BI (et BR)	Réalisé
ETPT	139,4	134,6
Enveloppe Personnel en M€ AE	14,4	13,8
Enveloppe Personnel en M€ CP		13,9
CP en M€ nets de la part salariale (TR, CESU)	14,4	13,7

- 1) Les ETPT autorisés par le Conseil d'administration sont respectés avec un total de 134,6 ETPT, soit un taux d'exécution de 96,6%.**

La majorité des recrutements prévus en 2023 ont pu être réalisés. Un seul reste à concrétiser en 2024, ainsi que des recrutements en cours en remplacement de départs 2023.

Ces ETPT constatés en 2023 sont répartis par brique de programme comme suit :

Emplois dédiés à la gestion des programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU, PNRQAD)	114,03
Emplois dédiés à la gestion des PIA - hors axe 2 Ville Durable et solidaire	12,06
Emplois dédiés à la gestion des PIA - axe 2 Ville Durable et solidaire - Fonds de Co-investissement	7,7
Emplois dédiés à la gestion d'ASToN	0,8
Total	134,6

Un contrat de mise à disposition (MAD) avait été prévu entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023 dans le cadre d'un échange de personnel. Faute de candidature, celui-ci n'a pas été mis en œuvre en 2023.

L'année 2023 a été marquée par les mouvements d'effectifs suivants :

- 43 sorties dont 25 fins de CDI (dont 11 liés au transfert d'URBACT vers l'ANCT et 2 liés à la fin du programme ASToN), 8 fins de CDD (dont 2 liés au transfert d'URBACT vers l'ANCT et 1 lié à la fin du programme ASToN), 2 fins de détachement, 3 fins de contrats en alternance et 5 fins de stages indemnisés,
- 29 entrées dont 13 CDI, 6 CDD, 4 détachements et 6 stages indemnisés.

	2020			2021			2022			2023		
	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années	Entrées	Sorties	Sorties : ancienneté moyenne en années
CDI	12	10	7,2	16	11	5,6	14	14	6,1	13	25	4,2
CDD	10	7	0,7	11	6	0,7	10	9	1,0	6	8	0,6
Détachements	4	3	2,1	4	6	7,4	3	5	5,0	4	2	4,2
Alternance	1	2	0,8	0	0		3	1	2,0		3	1,0
Stagiaires	3	4	0,5	4	4	0,4	5	6	0,5	6	5	0,3
Total	30	26		35	27		35	35		29	43	
ETP CDI/Détachement au 31/12/N-1	119,43			130,58			136,46			136,05		
Taux de rotation sur postes pérennes	12,10%			14,20%			13,20%			19,85%		
Taux de rotation sur postes pérennes hors transfert de personnel	12,10%			14,20%			13,20%			10,29%		

Concernant le taux de rotation du personnel sur postes pérennes (hors transfert de personnel URBACT), il est en baisse en 2023 par rapport à 2022. Concernant l'ancienneté moyenne des salariés ayant quitté l'agence, elle est de 4 années pour les salariés en CDI (contre 6,1 années en 2022) et aussi de 4 années pour les fonctionnaires détachés (contre 5 années en 2022), soit **une ancienneté moyenne, bien qu'en baisse, illustrant pour 2023 une stabilité des personnels en poste.**

- 2) La prévision de masse salariale votée dans le cadre du budget initial comme rectificatif est également respectée, avec une exécution à hauteur de 95,8 % pour les AE et 96,1 % pour les CP.

En M€	BI 2023		Exécution			
	AE	CP	AE	% exécu°	CP	% exécu°
Enveloppe Personnel	14,4	14,4	13,8	95,8%	13,9	96,1%
Enveloppe Personnel hors part salariale TR, CESU		14,4			13,7	94,8 %

La différence d'exécution représentant 0,7 M€ (différence entre les CP au BI de 14,4 M€ et l'exécution à hauteur de 13,7 M€) s'explique principalement par les facteurs suivants :

- L'écart concernant la rémunération du personnel (76 % de l'écart total) s'explique principalement par la vacance liée aux départs en cours d'année et au décalage des arrivées par rapport aux prévisions pour les créations de poste, et un poste budgété n'a pas été pourvu ;
- Etroitement lié, l'écart constaté pour les charges de personnel représentant 24 % de l'écart total est lié à la sous-exécution des éléments concernant la rémunération du personnel, se répercutant ensuite sur les charges sociales (Urssaf notamment).

	BI	Réalisé
<i>Enveloppe Personnel en m€</i>		
Rémunération du personnel	9,199	8,663
Charges de personnel	4,047	3,877
Impôts et taxes	1,184	1,185
Total	14,430	13,725

V. SOLDE BUDGETAIRE, EQUILIBRE FINANCIER ET GESTION DE LA TRESORERIE

Le budget rectificatif n°1-2023 prévoyait 856,7 M€ de crédits de paiement et 553,8 M€ de recettes, soit un déficit budgétaire prévisionnel de 322,9 M€.

A la clôture 2023, le solde budgétaire est déficitaire à hauteur de 239,8 M€, principalement en raison d'un niveau de paiements sur dépenses d'intervention inférieur à l'estimation.

DEPENSES									RECETTES				
en K€	Budget Initial 2023		Budget révisé octobre 2023		Réalisé 2023		% Réalisé/ BR		Budget initial 2023	Budget révisé octobre 2023	Réalisé	% Réalisé / BR	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	14 431	14 431	14 431	14 431	13 828	13 865	96%	96%	513 788	518 788	526 056	101%	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	338	338	338	338	372	372	110%	110%					Subvention pour charges de service public
													Autres financements de l'Etat
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	12 482	12 965	11 972	11 945	8 781	9 158	73%	77%	509 500	514 500	514 500	100%	Autres financements (dont financements publics)
									4 288	4 288	11 556	270%	Recettes propres
Intervention	1 602 500	771 100	1 852 500	826 100	1 830 117	753 584	99%	91%	15 000	15 000	14 250	95%	Recettes fléchées
									15 000	15 000	14 250	95%	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	2 805	4 215	2 805	4 215	3 087	3 524	110%	84%				-	Autres financements public fléchés
													Recettes propres fléchées
Sous-total Dépenses	1 632 218	802 711	1 881 708	856 691	1 855 813	780 131	99%	91%	528 788	533 788	540 306	101%	Sous-total Recettes
Retrait d'AE PNRU					-1 982								
Retrait d'AE PNRQAD					-1 098								
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	1 632 218	802 711	1 881 708	856 691	1 852 733	780 131	98%	91%	528 788	533 788	540 306	101%	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)									273 923	322 903	239 825		SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

S'agissant du compte de résultat comptable, le tableau ci-après présente le réalisé au regard des budgets initial et rectificatif.

CHARGES	Budget Initial 2023	Budget Révisé octobre 2023	Réalisé 2023	PRODUITS	Budget Initial 2023	Budget Révisé octobre 2023	Réalisé 2023
Personnel	14 430 821	14 430 821	12 534 647	Subventions de l'Etat	15 000 000	15 000 000	14 250 000
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	337 572	337 572	371 608	Fiscalité affectée	0		0
Fonctionnement autre que les charges de personnel	15 936 761	14 319 026	13 942 711	Autres subventions	509 500 000	514 500 000	514 500 000
Intervention (le cas échéant)	1 624 500 000	1 874 500 000	1 835 796 107	Autres produits (reprise sur provisions, recette PIA, ...)	26 287 649	26 287 649	16 263 596
TOTAL DES CHARGES (1)	1 654 867 582	1 903 249 847	1 862 273 465	TOTAL DES PRODUITS (2)	550 787 649	555 787 649	545 013 596
Résultat : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	Résultat : perte (4) = (1) - (2)	1 104 079 933	1 347 462 198	1 317 259 870
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	1 654 867 582	1 903 249 847	1 862 273 465	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat (1) + (3) = (2) + (4)	1 654 867 582	1 903 249 847	1 862 273 465

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Le compte de résultat respecte le niveau global de vote et d'autorisation des dépenses et recettes par le Conseil d'administration de l'ANRU.

Le compte de résultat prévisionnel voté à l'occasion du budget rectificatif d'octobre 2023 autorisait un résultat déficitaire de – 1 347,5 M€. En fin de gestion, le résultat d'exploitation présente un déficit légèrement moindre que les prévisions et s'établissant à – 1 317,3 M€, résultant d'une part de produits inférieurs aux prévisions (-11 M€) et de charges d'intervention inférieures aux prévisions (- 41 M€, en particulier au titre des engagements et paiements NPNRU).

L'intervention (pour le volet des charges) regroupe les demandes de paiement pour les trois programmes de rénovation urbaine (PNRU, NPNRU dont QF, et PNRQAD) ainsi que les dotations aux provisions sur les programmes NPNRU et QF, calculés par différence entre les engagements et les paiements de l'année.

Concernant les produits, le poste des reprises de provision concernant le PNRQAD et le PNRU est inférieur aux prévisions et cela dans le cadre de la fin du programme PNRQAD et de la clôture des protocoles du PNRU en 2023.

Calcul de la capacité d'autofinancement

en €	Budget Initial 2023	Budget Révisé octobre 2023	Réalisé 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-1 104 079 933	-1 347 462 198	-1 317 259 870
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	855 371 711	1 049 773 976	1 086 995 492
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-22 000 000	-22 000 000	-11 751 673
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0		3 750
- produits de cession d'éléments d'actifs	0		0
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0	0	0
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	-270 708 222	-319 688 222	-242 012 301

Conformément aux attentes fixées lors de l'élaboration du budget initial comme rectificatif, une **insuffisance d'autofinancement (IAF)** est observée à la clôture de l'exercice 2023 et s'élève à **- 242 M€**. Toutefois, cette insuffisance est inférieure aux prévisions du budget rectificatif. La différence par rapport aux prévisions du budget rectificatif quant au niveau de la IAF provient essentiellement d'un niveau de dotations aux provisions supérieur aux prévisions, en raison notamment du niveau des paiements du NPNRU légèrement inférieur aux prévisions (ce qui augmente le niveau de dotations en provisions). Tel que présenté dans le tableau, l'IAF est composée du résultat de l'exercice augmenté des charges d'amortissements et de provisions (essentiellement les provisions d'intervention pour le NPNRU), diminuées des reprises d'amortissements et de provisions (notamment les reprises de provisions du PNRQAD et du PNRU) qui ne donnent pas lieu à un décaissement ou à une dette sur l'exercice.

L'accélération de l'exécution du programme NPNRU couplée à la baisse des recettes sur l'exercice 2023 engendre structurellement cette insuffisance prévue pour cette période.

en €	BI	BR	Réalisé
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-274 923 222	-323 903 222	-246 039 685
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-1 000 000	-1 000 000	-6 212 361
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	-273 923 222	-322 903 222	-239 827 324
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	909 416 862	821 788 702	899 652 240
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	20 020 987	16 051 269	10 838 907
Niveau de la TRESORERIE	889 395 875	805 737 434	888 813 332

Le fonds de roulement correspond à la différence entre les capitaux propres de l'ANRU (ressources stables) et l'actif immobilisé (emplois stables), et révèle la capacité de l'agence à absorber les risques financiers liés à son activité.

Cette accélération de l'activité de l'ANRU et du déploiement du programme se reflète également dans le fonds de roulement par un prélèvement de 246 K€.

Cette diminution du fonds de roulement (-246 M€) étant accompagnée par une augmentation du besoin de financement à court terme de l'agence (6,2 M€), se traduit dans la variation **de la trésorerie, qui diminue de - 239,8 M€ entre 2022 et 2023. Cependant, cette baisse est moins importante que celle prévue dans le cadre du budget rectificatif (à savoir - 322,9 M€).**

Bien qu'en déclin, ces ratios attestent des capacités de l'agence à faire face à ses engagements financiers de court terme.

Au regard des décaissements attendus pour les programmes de rénovation urbaine, ces ratios mettent également en évidence la nécessité du respect de versement annuel des contributions des partenaires-financeurs de l'ANRU, conformément aux engagements pris, en particulier à ce stade du programme NPNRU dont la progression des demandes d'engagement et de paiement par les maîtres d'ouvrage entre à présent dans une phase plus active et croissante.

En termes de trésorerie, le budget rectificatif prévoyait un solde à fin 2023 de 805,7 M€. **Le solde de trésorerie constaté fin 2023 s'élève à 888,8 M€.**

*

*

*

Annexe comptable 2023



TABLE DES MATIERES

1. Les faits caractéristiques de l'exercice de gestion	35
1.1. La fin de l'allocation des concours financiers et le dynamisme de l'exécution financière du NPNRU, témoins de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle du programme.....	35
1.2. La signature de la convention quinquennale entre l'Etat et Action Logement.....	36
1.3. Clôture des protocoles transactionnels du PNRU (Bilan quantitatif du PNRU).....	36
1.4. Evolution SI Vague 4 IODA.....	37
1.5. Fin des programmes Urbact et Aston	37
1.6. Faits caractéristiques de l'exercice sur les programmes PIA (hors Territoires d'innovation).....	37
1.7. Autres faits caractéristiques.....	39
2. Principes, règles et méthodes comptables	41
2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles	41
2.2. Provisions pour risques et charges	42
2.3. Subventions versées ou reçues	43
2.4. Informations relatives à la comparabilité des comptes, et aux changements de méthodes et d'estimations comptables	43
2.5. Fait générateur de la dépense de subvention.....	43
3. Notes relatives aux postes de bilan	44
3.1. L'actif immobilisé	44
3.2. L'actif circulant	46
3.3. Le passif.....	50
4. Notes relatives aux postes du compte de résultat	54
4.1. Postes de charges	54
4.2. Postes de produits	57
5. Autres informations	58
5.1. Evénements postérieurs à la clôture	58
5.2. Engagements hors bilan	58
5.3. Honoraires du commissaire aux comptes	58
5.4. Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) : intervention en subventions	58
ANNEXE 1 : Principes, règles et méthodes comptables PIA	60
1. Programmes exécutés en subventions (hors Quartiers Fertiles).....	60
2. Programme en co-investissement « Ville durable et solidaire -Axe 2 »	62
3. Programme Quartiers Fertiles	64
ANNEXE 2 : Exécution des budgets annexes (Investissements d'avenir).....	65
1. Les programmes d'investissements d'avenir	65
1.1. Internats d'excellence et d'égalité des chances (Programme 324) / Internats de la réussite (Programme 408).....	65
1.2. Projets innovants en faveur de la jeunesse (Programme 411)	68
1.3. Programme Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain (P414 - Axe 1).....	70
1.4. PIA : interventions en fonds-propres et quasi-fonds propres	73
1.5. Quartiers Fertiles : intervention en subvention (PIA, prog 414 et Plan France relance)	78
2. Exécution du budget et fin du programme – ASTON.....	80

BILAN 2023

en €	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets	17 378 854	-9 302 507	8 076 347	4 777 943
Immobilisations incorporelles en cours	1 079 984		1 079 984	3 046 208
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels, outillage	52 798	-44 697	8 100	18 660
Autres immobilisations corporelles	669 453	-236 019	433 434	388 072
Immobilisations financières				
Total actif immobilisé	19 181 089	-9 583 223	9 597 866	8 230 882
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commande	76 988		76 988	40 965
Autres créances	14 498 154		14 498 154	20 821 488
Disponibilités	1 117 255 453		1 117 255 453	1 386 054 765
Total actif circulant	1 131 830 594		1 131 830 594	1 406 917 218
Charges constatées d'avance	340 519		340 519	195 713
Total général	1 151 352 203	-9 583 223	1 141 768 979	1 415 343 813

BILAN 2023 en €

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel		0
Report à nouveau	-708 596 139	-79 554 865
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 317 259 870	-629 041 274
Total I (Capitaux propres)	-2 025 856 008	-708 596 139
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provisions pour risques	37 914	37 914
Provisions pour charges	2 935 068 200	1 862 481 032
Total II (Provisions pour risques et charges)	2 935 106 114	1 862 518 946
DETTES		
Dettes fournisseurs	362 281	449 523
Dettes fiscales et sociales	2 060 825	1 658 083
Autres dettes	228 483 305	257 501 941
Produits constatés d'avance	1 612 462	1 811 459
Total III	232 518 874	261 421 006
Total général	1 141 768 979	1 415 343 813

COMPTE DE RESULTAT 2023

en €	Exercice N	Exercice N-1
EXPLOITATION		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Production immobilisée	466 982	428 257
Subventions d'exploitation	528 750 000	741 400 000
Reprises amortissements et provisions	11 751 673	184 280 101
Autres produits	4 042 440	6 106 683
Total produits d'exploitation (I)	545 011 096	932 215 041
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats, charges externes	8 899 524	9 833 706
Impôts et taxes	1 180 344	1 208 790
Salaires et traitements	8 650 276	8 788 366
Charges sociales	3 884 371	3 883 647
Immos : Dot. aux amortissements	2 656 651	1 680 690
Immos : Dot. aux dépréciations		0
Actif circ. : Dot. provisions		0
Risques : Dot. provisions	1 084 338 841	864 027 085
Autres charges	752 659 708	671 753 458
Total charges d'expl. (II)	1 862 269 715	1 561 175 741
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 317 258 619	-628 960 700
FINANCIER		
RESULTAT FINANCIER		0
RES. COURANT AVANT IMPOT	-1 317 258 619	-628 960 700
EXCEPTIONNEL		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 500	
Total produits except. (VII)	2 500	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges except.: ope. gestion	3 750	80 574
Total charges except. (VIII)	3 750	80 574
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 250	-80 574
Participation des salaires (IX)		0
Impôt sur les bénéfices (X)		0
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	545 013 596	932 215 041
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 862 273 465	1 561 256 316
BENEFICE OU PERTE	-1 317 259 870	-629 041 274

1. Les faits caractéristiques de l'exercice de gestion

L'année 2023 a été marquée par la forte montée en puissance de l'exécution des opérations du NPNRU et par la poursuite de l'activité au titre des programmes d'Investissement d'avenir. Les travaux de renforcement du contrôle interne et de la maîtrise des risques initiés depuis 2021 et stabilisés depuis l'année 2022 dans le cadre du passage de l'ANRU en comptabilité industrielle et commerciale ont permis de garantir la sécurisation de la chaîne financière dans ce contexte de forte progression de l'exécution des programmes, tout particulièrement du NPNRU.

1.1. La fin de l'allocation des concours financiers et le dynamisme de l'exécution financière du NPNRU, témoins de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle du programme

▪ Fin de l'allocation

Les derniers comités d'engagement se sont tenus en décembre 2023 permettant de clore l'allocation des concours financiers du NPNRU.

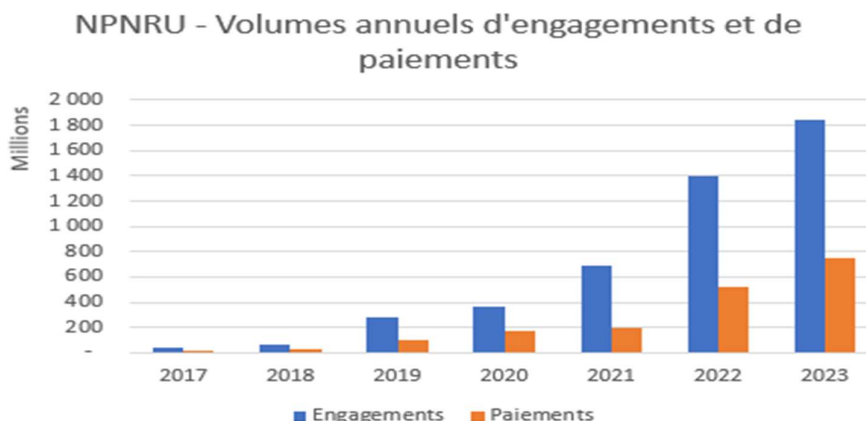
Au 31 décembre 2023, 13,845 Md€ concours financiers ont été validés au titre du NPNRU : 10,545 Md€ en subvention et 3,3 Md€ en prêts. 100 M€ de subventions prévues pour la démarche Quartiers Résilients dont l'allocation aura lieu au premier semestre 2024.

▪ Dynamique de l'exécution financière du NPNRU

Les engagements et les paiements du NPNRU en 2023 témoignent de l'accélération de la mise en œuvre opérationnelle et financière du NPNRU et confirme la dynamique engagée en 2022.

Avec 6 milliards d'euros de concours financiers engagés au 31 décembre 2023, le seuil de 50 % des concours financiers contractualisés engagés a été franchi. 4,6 milliards d'euros de subventions (soit 51 % des subventions contractualisées) et 1,411 milliard d'euros de prêts bonifiés Action Logement Services (soit 47 % des prêts contractualisés) sont engagés au 31 décembre 2023.

Au titre de la seule année 2023, 1,84 milliard d'euros de subvention a été engagé (hors ajustements d'AE sur exercices antérieurs), soit 32 % de plus que le montant engagé en 2022.



Le nombre de DAS validées en 2023 est en baisse de 8 % alors même que le volume d'engagements annuel est en forte progression. Le montant moyen des dossiers d'engagements de subventions, qui était de 473 K€ en 2020, a ainsi progressé à 696 K€ en 2021 à 750 K€ en 2022 et à 1,04 M€ en 2023.

Cette accélération de l'exécution financière est renforcée par le pilotage accru mis en œuvre par l'ANRU depuis 2021, et est aussi le résultat d'une plus forte convergence entre l'exécution opérationnelle et physique des opérations. Également, elle est directement liée à l'accélération de l'engagement des opérations structurantes : 33 % des concours financiers engagés depuis 2017 ont bénéficié à des opérations de reconstruction ou de requalification de LLS, 31 % à des opérations de démolitions de LLS et des 14 % à des aménagements d'ensemble.

Afin de renforcer le pilotage du programme en lien avec les délégations territoriales, l'ANRU s'est dotée d'une équipe de chargés d'instruction financière afin de renforcer les services déconcentrés rencontrant

des difficultés RH (vacances de postes...) ou des pics d'activité. L'objectif de cette initiative est d'assurer la mise en œuvre efficace du programme en atténuant les risques associés aux délais d'instruction.

Concernant la dynamique des paiements, la gestion 2023 est marquée par leur accélération sur le NPNRU. Fin 2023, 1,772 Md€ de paiements cumulés depuis le début du programme ont été réalisés, dont 747 M€ en 2023 (hors avances déjà versées sur exercices antérieurs, d'un montant de 3,2 M€), soit 42 % des paiements réalisés depuis le début du programme. 38% des subventions engagées sont payées (19 % des subventions contractualisées).

Cette dynamique amorcée en 2022 est liée à la fois à l'avancement du programme avec un nombre croissant d'opérations livrées dont les maîtres d'ouvrage demandent le solde, et à l'impact de la mise en place des échéanciers de paiement sur les opérations engagées à partir du 1^{er} janvier 2021.

1.2. La signature de la convention quinquennale entre l'Etat et Action Logement

Le 16 juin 2023, l'Etat et Action Logement ont signé la convention quinquennale 2023-2027 élaborée en application de l'article L. 313-3 du code de la construction et de l'habitation ayant pour objet de définir notamment la nature et les règles d'utilisation des emplois de la participation employeur à l'effort de construction (PEEC) et les enveloppes annuelles par emploi ou catégorie d'emploi de la PEEC.

Dans son article 9.2 relatif à l'emploi de la PEEC en faveur de la rénovation urbaine, la convention rappelle l'engagement d'Action Logement dans le financement du NPNRU et confirme sa participation au financement de l'ANRU dans le cadre d'engagements déjà pris au titre du NPNRU :

- 6,8 milliards d'euros de subventions à l'ANRU ;
- 3,3 milliards d'euros de prêts bonifiés aux organismes de logements sociaux.

Elle fixe également les montants annuels en subventions et en prêts qui seront mobilisés par Action Logement pour le NPNRU sur la période 2023-2027 pour un total de 3,8 Md€, dont 2,2 Md€ en subventions versées à l'ANRU.

Le calendrier des versements des montants annuels est ainsi prévu : 324 millions d'euros en 2023 ; 400 millions d'euros en 2024 ; 400 millions d'euros en 2025 ; 530 millions d'euros en 2026 ; et 546 millions d'euros en 2027

En décembre 2023, les échanges entre l'Etat, l'ANRU et Action Logement ont permis de finaliser la convention tripartite prenant effet rétroactivement au 1^{er} janvier 2023 pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2027 qui précise ces engagements, notamment les modalités de versement de la contribution annuelle en subvention d'Action Logement à l'ANRU. Validée par les conseils d'administration d'Action Logement et de l'ANRU au mois de décembre, la signature de la convention devrait intervenir au début de l'année 2024.

1.3. Clôture des protocoles transactionnels du PNRU (Bilan quantitatif du PNRU)

Alors que des opérations du PNRU avaient fait l'objet de protocoles transactionnels en 2022 pour un montant maximum de 3,5 M€, leur clôture s'est traduite par la reprise en 2023 des provisions constatées au 31 décembre 2022.

Comptablement, le dénouement des protocoles a généré une reprise totale du montant provisionné pour 3 499 K€ (voir 3.3.2.2 PRC). Sur les 5 opérations, une (Revin – Hors ZUS) a fait l'objet d'un paiement à hauteur du maximum prévu par le protocole (102 K€), trois (Revin) ont fait l'objet d'un paiement partiel de solde en l'état (837 K€) et une opération (Matoury), non réalisée, fera l'objet d'un recouvrement. En conséquence, la reprise de provision est avec objet (paiement) pour 939 K€ et sans objet pour 2 560 K€.

A noter que pour l'opération de Matoury, une avance et un paiement avaient été réalisés, par conséquent une procédure de recouvrement sera mise en œuvre pour le montant total de 212 K€ (93 K€ au titre de l'avance et 118 K€ de paiements indus).

Au-delà des aspects comptables, évoqués ci-avant, la fin du PNRU a fait l'objet d'un bilan quantitatif publié en octobre 2023 qui a permis de livrer un bilan d'ensemble des interventions conduites de 2004 à 2021 sur les territoires ayant bénéficié des financements du programme¹.

¹ Site internet de l'ANRU : <https://www.anru.fr/actualites/quel-bilan-densemble-pour-le-programme-national-de-renovation-urbaine>

1.4. Evolution SI Vague 4 IODA

La vague 4 de IODA, déployée le 1^{er} septembre 2023, est l'aboutissement d'une partie importante du déploiement de ce système de l'information visant à avoir un seul outil pour gérer les opérations du NPNRU de bout en bout. Désormais, l'outil intègre le calcul des subventions et la gestion complète des opérations.

Tous les éléments auparavant saisis dans les FAT Excel pour contractualiser, engager, et payer une opération, sont alors à saisir directement dans IODA. Les acquis relatifs à la structure globale de IODA (espaces agglomération, contrat et opération) sont maintenus.

Ainsi, la FAT Excel ne constitue plus une pièce justificative pour l'ensemble des processus dans IODA, à l'exception de la nature d'opération 39 et pour Quartiers Fertiles (natures 41 et 42).

Des actions d'accompagnement de l'ensemble des acteurs (DT, PP et MO) ont été déployées pour accompagner cette évolution, à travers des formations dès le 5 septembre, la valise pédagogique complémentaire aux formations est enrichie de la documentation utilisateur ², une webconférence le 10 octobre et le renforcement du service utilisateur pour répondre aux difficultés techniques et d'usage de l'outil.

1.5. Fin des programmes Urbact et Aston

Depuis le 1^{er} janvier 2023, les missions jusqu'alors assurées par l'ANRU pour la mise en œuvre du programme URBACT III, à travers le secrétariat URBACT, ont été transférées à l'ANCT. Ont été également transférés à cette date, les salariés du secrétariat géré par l'ANRU jusqu'au 31 décembre 2022.

La clôture du programme URBACT III est dorénavant sous la responsabilité de l'ANCT.

S'agissant du projet pilote ASToN (African Smart Towns Network) qui était destiné à tester une méthodologie de mise en réseau de villes dans le contexte du continent africain s'est achevé à la date d'achèvement technique fixée par la convention ANRU-AFD au 31 décembre 2023. Si les activités des villes elles-mêmes se sont terminées fin décembre 2022, les activités de mises en valeur des projets développés par les villes dans le cadre d'ASToN, de collecte et capitalisation des enseignements tirés de ce projet, de rapport et de clôture administrative et financière se sont poursuivies début 2023. Le rapport d'audit final a été émis le 29 mars 2023, et l'attestation relative à la justification de l'utilisation des avances a été remise à l'AFD en décembre 2023, comme le prévoit la convention. Le total des dépenses sur le projet s'est élevé à 98,7% du montant financé par l'AFD de 2 995 000 euros, le reliquat, d'un montant de 39 K€ a été reversé à l'AFD le 20 décembre 2023. Le compte bancaire dédié au projet a été clôturé le 4 janvier 2024.

1.6. Faits caractéristiques de l'exercice sur les programmes PIA (hors Territoires d'innovation)

Dans le contexte de la finalisation des premiers programmes (CSTI, Internat...), le montant total des charges comptabilisées des programmes d'investissement d'avenir en 2023 est en baisse de 6,6 % par rapport à 2022. En dépit de nouvelles sélections des projets sur de nouveaux programmes, comme Boussole des Jeunes, ou encore de l'augmentation des paiements sur le programme Quartiers fertiles, le total des dépenses est en baisse en 2023.

En revanche, le volume de dossiers traités est stable. En effet, 259 demandes de paiement ont été traitées et font l'objet de paiement en 2023, contre 264 en 2022.

La tendance en volume financier est différenciée selon les programmes, les programmes ayant le plus d'antériorité connaissent logiquement un ralentissement en termes de flux financiers engagés et payés. Tel est le cas du programme **Internats d'excellence et de la réussite et pour l'action relative au développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI)** débuté en 2010, pour lequel de nombreuses opérations arrivent en phase de clôture.

² La valise contient également, les guides utilisateurs socle, contractualisation et exécution financière ont été complétés avec les nouveaux écrans de la vague 4, les fiches d'aide à la saisie (FASI) sont un nouvel outil qui permet d'accompagner l'utilisateur dans la saisie au sein IODA par nature d'opération, et les exercices de simulation seront utilisés en formation pour vous permettre de prendre en main les nouveautés ergonomiques et de saisie de la vague 4.

Ces opérations de solde nécessitent un suivi particulier. Seuls deux projets CSTI sont encore actifs fin 2023 (sur 44 conventions signées), un seul sur le programme Internats de la réussite (sur 10 conventions signées) et 29 sur Internats d'excellence (sur 101 signées). Les reliquats de l'enveloppe du programme d'internats d'excellence sont utilisés pour de nouvelles opérations, au fil de l'eau. Pour leur part, les reliquats des enveloppes CSTI et Jeunesse ont été redéployés pour le programme Quartiers Résilients.

Le programme relatif aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » initié en 2015 est également arrivé à maturité. Douze conventions sont soldées sur les 16 sélectionnées. Les reliquats sont utilisés pour financer le programme Boussole des Jeunes, pour lequel dix vagues de sélection ont eu lieu permettant de sélectionner 50 projets pour un montant de 2,4 M€. Les premiers décaissements sur ce programme ont été initiés en 2023.

Le programme « Ville durable et solidaire », également initié en 2015, est quant à lui en phase de déploiement :

- **Pour l'axe 1 « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain »** : le financement est assuré sous la forme de subventions. Plusieurs appels à projets ont été lancés et la contractualisation se poursuit. Le rythme des paiements demeure modéré en 2023 :
 - Concernant le premier appel à projet, la phase de maturation est entièrement soldée. Les engagements pour la phase de mise en œuvre progressent et le montant des paiements reste faible en 2023.
 - Concernant le deuxième appel à projet « ANRU+ », la phase de maturation s'est clôturée en 2022. L'ensemble des projets a été conventionné fin 2022 pour la phase de mise en œuvre, financée par la Caisse des Dépôts et Consignations et des paiements (versements forfaitaires et acomptes) ont été réalisés pour 13 projets sur les 14 conventionnés (hors budget annexe ANRU, mais traités par les équipes de l'ANRU).
 - Une partie de l'enveloppe initiale de crédits (9 739 426 €) a été redéployée pour la mise en œuvre du programme d'agriculture urbaine « Quartiers fertiles ».
- **Pour l'axe 2 « Diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville »**, dont l'intervention est prévue sous la forme d'une mobilisation en fonds propres ou quasi-fonds propres, en 2023, l'activité a été impactée par la hausse des taux d'intérêts. Des prises de participations ont été réalisées dans une seule nouvelle société en 2023, portant à treize le nombre de sociétés suivies par le fonds de co-investissement à la clôture du 31 décembre 2023. Concernant les points d'attention sur ce portefeuille de sociétés :
 - Il n'a pas été constaté de dépréciation dans le budget annexe, dans la mesure où, soit ces sociétés s'inscrivent dans la trajectoire financière du « business plan » des projets, soit il n'a pas été identifié de risques sur le moyen terme. Et cela, malgré l'ouverture d'une procédure de sauvegarde à l'égard de la SCI RT Marseille Le Castel le 18 décembre 2023. En effet, alors que la procédure de sauvegarde ouverte concerne plusieurs entités du groupe, la SCI a été évaluée à une valeur de marché supérieure à son actif dans les derniers comptes clos, ainsi le risque d'irrécouvrabilité est jugé faible.
 - La prise de participation sur l'exercice 2023 concerne l'acquisition de 245 parts, soit 24,5 % du capital social (24 500 €), dans la SCI Pau Laherrère et un apport en compte-courant (dont intérêts courus) de 339 K€.
 - Au total, en 2023, 625 318,81 € ont été reversés au budget de l'Etat au titre des produits des participations tel que prévu à l'article 3.6.1 de la convention Etat-ANRU du 12 décembre 2014 modifiée, montant en baisse par rapport à 2022 (1,5 M€) qui était en baisse également par rapport à 2021 (2 M€).

S'agissant du programme Quartiers Fertiles, financé d'une part par les reliquats du programme P414 « Ville durable et solidaire-Axe 1 », et d'autre part par le Plan de relance (sur la base d'une convention avec le ministère de l'Agriculture), il est adossé aux projets du NPNRU dans une perspective de cohérence des actions en faveur de la rénovation urbaine. Le programme est ainsi suivi depuis 2022 sur le logiciel IODA, avec la création de deux natures d'opération spécifiques dédiées à ce programme, interfacé au système d'information financière, d'une part directement sur le budget général pour la partie financée par le Plan de relance, et d'autre part sur le budget annexe, pour la partie financée par les reliquats du Programme VDS Axe 1 (PIA).

La sélection de tous les projets ayant été réalisée en 2021, la phase de contractualisation sous forme d'opérations pré-conventionnées s'est accélérée en 2023, **218 opérations sont contractualisées fin 2023 pour un montant total de 19,7 M€**.

Ainsi, 131 opérations sont engagées fin 2023 pour un montant de 12 M€, soit 61 % du montant contractualisé. 3.5 M€ ont été payés à fin 2023, soit 29 % du montant engagé.

A l'instar des comptes de l'ANRU, la comptabilité des budgets annexes des PIA est assurée à compter du 1^{er} janvier 2024 sur le système d'information financière Cegid XRP Ultimate.

1.7. Autres faits caractéristiques

1.7.1. Signature de la convention de subvention pour Quartiers Résilients entre l'ANRU et la CDC pour 10 M€

La convention signée le 23 mai 2023 entre l'ANRU et la CDC prévoit le versement d'une subvention d'un montant maximal de 10 M€ qui s'ajoutent aux 100 M€ dédiés par l'ANRU pour le programme d'actions Quartiers résilients. La subvention fait l'objet d'un premier versement à l'ANRU pour 5 M€ à la date de signature de la convention et le solde sera versé sur présentation par l'ANRU d'un rapport d'exécution et d'un rapport d'exécution financière certifiés exact par le représentant de l'ANRU, établi à la date de la demande de paiement, faisant état d'un taux d'engagement de 100 % des crédits alloués à l'ANRU.

1.7.2. Signature du protocole d'accord entre la CDC et l'ANRU pour l'action DVD - PIA4 Territoire d'innovation ANRU+

Le protocole d'accord signé le 20 novembre 2023, avec un effet rétroactif au 8 avril 2021 a pour objet de définir la nature des engagements ainsi que la répartition des rôles entre l'ANRU et la CDC dans la mise en œuvre des phases « incubation » et « réalisation » de l'action DVD. L'ANRU agit en qualité de sous-opérateur et les frais exposés par l'ANRU pour la mise en œuvre des projets DVD situés en géographie NPNRU lui sont remboursés par la CDC selon les modalités suivantes :

- Les montants définitifs relatifs à la mobilisation de ses accords-cadres conformément aux dépenses effectives constatées dans sa comptabilité analytique. L'ANRU émet annuellement une facture avec en annexe la liste des factures payées par projet aux prestataires de son accord cadre ;
- La fraction des forfaits de frais de gestion qu'elle perçoit de l'Etat au titre de l'action DVD proportionnellement à sa mobilisation pendant chaque phase de la mise en œuvre de l'action.

Sur la base de la répartition³ et des estimations conjointes de la CDC et de l'ANRU, la fraction des frais de gestion correspondant au travail réalisé par l'opérateur associé est d'un montant forfaitaire annuel prévisionnel d'environ 180 000 €, correspondant à la contribution de l'ANRU à la fois pour la coordination globale de l'action DVD en NPNRU, et pour le suivi individuel de 5 projets de démonstrateur DVD en NPNRU.

Les montants à recevoir au titre de ces frais font l'objet de la comptabilisation d'un produit à recevoir au 31 décembre 2023 pour 649 K€ (dont 492 K€ au titre du forfait des frais de gestion et 157 K€ au titre des accords-cadres mobilisés).

³ La répartition prévisionnelle des activités et des rôles, pour la mise en œuvre de l'action DVD, est détaillée dans l'annexe 1 du protocole d'accord.

1.7.3.Poursuite des actions procédurales de gestion des risques et de contrôle interne financier

Depuis le mois d'avril 2023, afin d'en assurer la cohérence avec les réorganisations internes et dans une démarche d'amélioration visant à renforcer les actions de contrôle interne et améliorer les délais d'analyse des résultats, le plan de contrôle financier a évolué dans sa forme et dans son contenu.

Les évolutions de périmètres et de responsabilités portent sur les contrôles qui étaient affectés aux pôles RH et PAJA et aux directions DS2A et du Co-Investissement. Les contrôles sont dorénavant assurés par ces pôles et directions, à l'exception des contrôles afférents à des procédures ayant un lien direct avec la sécurisation des processus financiers. En effet, même si ces dernières procédures sont mises en œuvre par ces pôles extérieurs à la DAFSIC, les contrôles sont assurés à compter de 2023 par les pôles PQC et PIA. Pour garantir la correcte réalisation de ces contrôles, les pôles et directions concernées sont sollicitées pour l'obtention des pièces justificatives.

Par ailleurs, en raison du transfert du programme URBACT à l'ANCT et de la fin du programme Aston, les contrôles relatifs à ces programmes ne sont plus assurés depuis la fin des opérations ; les contrôles réalisés en 2023 l'ont été dans le cadre des audits externes et des procédures de clôture ou transfert de ces programmes.

Enfin, plusieurs contrôles ont été introduits dans le plan de contrôle financier et une évolution sur la qualification des anomalies rencontrées lors des contrôles a été ajoutée afin d'en améliorer l'analyse et l'exploitation.

2. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'ANRU sont établis conformément aux règles et principes comptables qui suivent les dispositions du Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03 relatif au PCG).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La monnaie est l'euro. L'ANRU ne possède pas de filiale, ni d'établissement secondaire.

L'ANRU clôture son exercice comptable au 31 décembre.

La durée de l'exercice correspond à l'année civile.

2.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (dont dépenses de personnel).

Pour les logiciels produits en interne, leurs créations comportent trois phases qui sont divisées en huit étapes :

Phases	Étapes
Phase conceptuelle	1. Étude préalable 2. Analyse fonctionnelle (conception générale de l'application) 3. Analyse organique (conception détaillée de l'application)
Phase de production	4. Programmation (codification) 5. Tests et jeux d'essai
Phase de mise à disposition de l'utilisateur et de suivi	6. Documentation 7. Formation de l'utilisateur 8. Suivi du logiciel (maintenance)

La période d'activation des coûts en immobilisation incorporelle s'étend de l'étape 3 à 6 incluse.

Le coût de production d'un logiciel comprend l'analyse organique qui permet la conception détaillée de l'application, la programmation qui consiste à codifier l'application, les tests et les jeux d'essai et enfin l'élaboration de la documentation technique destinée à l'utilisation interne ou externe du logiciel.

Les coûts correspondant aux phases antérieures et postérieures sont constatés en charges.

Toutefois, dans le cas où les dépenses d'amélioration des logiciels existants réalisées *a posteriori* ont pour effet d'augmenter la durée d'utilisation ou les performances de ceux-ci, elles constituent des dépenses ultérieures immobilisables.

Dans le cas contraire, c'est-à-dire lorsqu'elles n'ont pour effet que de maintenir le logiciel dans un état normal d'utilisation, elles sont portées en charges.

Les logiciels créés en interne à l'ANRU concernent les projets IODA et le nouveau système d'information financière, Cegid XRP Ultimate, dont la mise en service a été réalisée en janvier 2024. Les vagues ou productions en cours de conception et non mises en service au 31 décembre de l'année sont comptabilisées en immobilisation en cours, au compte 232520. Au moment de la mise en service, le compte 232520 est soldé par le compte 205320.

Comme les années précédentes, les amortissements ont été pratiqués selon le mode linéaire sur les acquisitions de biens immobilisés et les investissements immatériels :

AMORTISSEMENT MODE LINEAIRE		
201000	Frais d'établissement	5 ans
203000	Frais de recherche et de développement	3 ans
205310	Logiciel acquis	3 ans
205320	Logiciel crée	3 ans
215400	Matériel et outillage industriel	5 ans
218000	Installations générales, aménagements	10 ans
218100	Travaux d'agencement siège Anru	10 ans
218200	Matériel de transport	5 ans
218320	Matériel informatique	3 ans
218400	Mobilier	7 ans

2.2. Provisions pour risques et charges

Une provision est constatée lorsqu'une obligation certaine nécessitera une sortie de ressources mais que l'échéance ou le montant ne sont pas déterminés de manière certaine.

L'ANRU se trouve engagée juridiquement vis-à-vis d'un maître d'ouvrage par une décision attributive de subvention (DAS) prise en application d'un contrat, les versements de fonds intervenant selon des échéances fixées dans un cadre pluriannuel, jusqu'à 60% du montant de la subvention engagée, puis, au-delà de ce seuil, sur la base de demandes de paiements ou de soldes à l'initiative des maîtres d'ouvrages.

Cette obligation vis-à-vis du maître d'ouvrage dont le montant peut être estimé de manière fiable est retracé dans la comptabilité générale de l'ANRU sous la forme d'une provision pour charge d'intervention. Cette provision constitue un passif non financier.

La formule de calcul de provision intervention est la suivante :

$$\begin{aligned} \text{TOTAL ENGAGEMENT JURIDIQUE} &= (\text{DAS}) - \text{LES DP REGLEES} - \text{DP EN COURS} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER » (SSP)} \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{TOTAL « RESTE A LIQUIDER »} &- \text{TOTAL AVANCES VERSEES NON REPRISES} \\ &= \\ \text{TOTAL « RESTE A PAYER »} \\ \text{soit le montant total de la provision de l'exercice N} \end{aligned}$$

2.3. Subventions versées ou reçues

Subventions reçues

Les subventions octroyées par l'Etat (ou autre organisme financeur) à l'ANRU sont assimilables à des subventions d'exploitations définies comme des « subventions dont bénéficie l'entreprise pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation ».

L'ANRU bénéficie de subventions pour faire face à ses charges d'exploitation (charges de fonctionnement et d'intervention). Ces subventions sont comptabilisées dès qu'elles sont octroyées.

Le schéma d'écriture dans le cadre de l'octroi des subventions de la part des financeurs est :

- #74 Subventions d'exploitation ;
- #4417 Etat – Subvention à recevoir, Subventions d'exploitation.

Subventions versées

La validation des paiements sur subventions attribuées (acomptes, soldes ou acomptes par échéancier) donne immédiatement lieu au constat d'une charge d'exploitation.

Elle est comptabilisée en utilisant les comptes suivants :

- #658 Charges diverses de gestion courante ;
- #467 Autres comptes débiteurs ou créditeurs.

Le fait générateur de comptabilisation de la charge de subvention est :

- La signature de la DAS par les délégués territoriaux (DT) lors de l'engagement, après contrôle et validation de l'ANRU, qui génère un acompte de 20% du montant de la DAS, après la validation de l'ANRU ;
- La validation ANRU des demandes d'acomptes, après l'engagement (DAS), pour les opérations engagées avant le 31/12/2020 ou, pour les opérations engagées après le 1^{er} janvier 2021, au-delà de l'échéancier de paiements prévu dans la DAS ;
- Les échéanciers de paiements annuels jusqu'à un montant équivalent à 60% du montant de la subvention engagée ;
- La signature des DAS de solde par les DT en fin d'exécution physique et financière de l'opération, après contrôle et validation de l'ANRU.

L'impact en comptabilité intervient donc après la signature de la DAS par le délégué territorial mais sous la responsabilité de l'ANRU, formalisée par la validation des dossiers d'engagement, d'acompte et de solde par la direction des affaires financières.

L'ensemble des processus d'instruction est intégré dans les applications métiers (IODA, Agora).

Les montants en charges d'intervention et en engagements juridiques sont issus des interfaces IODA ou Agora.

2.4. Informations relatives à la comparabilité des comptes, et aux changements de méthodes et d'estimations comptables

L'ANRU n'a pas connu de changements significatifs en 2023, assurant ainsi la comparabilité des états financiers des exercices 2023 et 2022. Également, aucun changement de méthodes et d'estimations comptables n'est intervenu sur l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2023.

2.5. Fait générateur de la dépense de subvention

Depuis le 1^{er} janvier 2021, le fait générateur de la comptabilisation de la charge d'intervention, dans le cadre du NPNRU géré sous IODA et du PNRU/PNRQAD géré sous Agora, est la validation par la direction financière de l'ANRU. Celle-ci emporte concomitamment la certification du service fait (SF) et la comptabilisation de la dépense (génération de la demande de paiement SSP) sur le même exercice, formalisant ainsi l'engagement de l'ANRU. L'avis du délégué territorial (DT), en amont du fait générateur, ne fait pas l'objet d'une écriture comptable. Par conséquent, aucune charge à payer (CAP) n'est constatée en fin d'année si toutes les demandes de paiement ont été payées.

3. Notes relatives aux postes de bilan

Au 31 décembre 2023, la structure du bilan est la suivante :

en €	31.12.2023	31.12.2022	Variations 2023-2022
ACTIF			
Actif immobilisé net	9 597 866	8 230 882	1 366 984
Actif circulant	1 131 830 594	1 406 917 218	-275 086 624
Charges constatées d'avance	340 519	195 713	144 806
Total actif	1 141 768 979	1 415 343 813	-273 574 834
PASSIF			0
Capitaux propres	-2 025 856 008	-708 596 139	-1 317 259 869
Provisions pour risques et charges	2 935 106 114	1 862 518 946	1 072 587 168
Dettes	230 906 412	259 609 547	-28 703 135
Produits constatés d'avance	1 612 462	1 811 459	-198 997
Total passif	1 141 768 979	1 415 343 813	-273 574 834

Les montants significatifs impactant les postes du bilan sont explicités ci-après.

3.1. L'actif immobilisé

Actif immobilisé brut : mouvements de l'exercice 2023					
en €	Valeur brute à l'ouverture	Acquisitions	Cessions	Virement de poste à poste	Valeur brute à la clôture
Immobilisations incorporelles	11 932 107	248 813	-403 143	5 601 077	17 378 855
Immobilisations corporelles	604 662	143 717	-26 129	0	722 250
Immobilisations en cours	3 046 208	3 634 854	0	-5 601 077	1 079 984
Immobilisations financières					0
Total	15 582 977	4 027 384	-429 272	0	19 181 089

En 2023, l'augmentation de la valeur brute de l'actif immobilisé de 3 598 K€, s'explique notamment par la poursuite des travaux de développement du logiciel IODA, notamment la vague 4, ainsi que les travaux sur le nouveau SIF, Cegid XRP Ultimate, et dans une moindre mesure par d'autres investissements comme le futur portail de gestion des subventions des programmes PIA.

3.1.1. Immobilisations incorporelles

Les dépenses d'immobilisations incorporelles sont relatives au développement du portail de subvention IODA. Afin de suivre les développements du logiciel IODA (et du SIF jusqu'à sa mise en service en 2024) une fiche auxiliaire de projet (FAP) est actualisée chaque année. Elle garantit le suivi du coût d'acquisition des vagues de développements et des dépenses de personnel liées au projet.

En 2023, les investissements incorporels pour 249 K€ sont relatifs aux patches de la vague 4 de IODA. La mise en service de la Vague 4 au 21 août 2023 représente 5 591 M€ et pour 10 K€ des compléments de développement sur la Vague 3bis et la datavisualisation.

Les cessions pour 403 K€ concernent des mises au rebut d'immobilisations acquises en 2016 et 2017 dont il n'est plus fait usage, comme l'ancien extranet pour 182 K€, l'ancien intranet pour 79 K€, et 149 K€ au titre des développements sur GFI.

3.1.2. Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles augmente de 118 K€ en 2023, principalement due à l'acquisition des cabines acoustiques (130 K€) et des meubles de rangements (10 K€) et aux cessions de mobilier pour 26 K€.

L'ANRU conserve dans son actif deux véhicules acquis en 2013 et en 2014. A noter que la vente d'un véhicule a eu lieu au début de l'année 2024.

L'augmentation de la VNC des immobilisations corporelles concernent principalement le matériel informatique et le mobilier dont la valeur unitaire de l'immobilisation est supérieure à 1 500€ HT.

3.1.3. Immobilisations en cours

Les immobilisations en cours concernent le logiciel produit en interne IODA et le nouveau système d'information financière, Cegid XRP Ultimate.

Le logiciel IODA est produit et mis en service par vagues successives de développements. En 2023, les différentes vagues en cours de production ou livrées sont :

- La Vague 4 intègre le calcul des subventions et la gestion complète des opérations, et dématérialise la FAT Excel. La mise en service a été réalisée le 21 août 2023 pour 5 591 K€, dont 2 787 K€ investis sur l'exercice 2023 ;
- Les projets de datavisualisation ont fait l'objet de deux réalisations pour un total de 10 K€, mis en service en début d'exercice 2023 ;
- Enfin, l'encours au 31.12.2023 s'élève à 524 K€ et est constitué des développements pour la conception et les recettes.

Le changement du système d'information financière (SIF), vers Cegid XRP Ultimate, dont la mise en service est fixée au 1^{er} janvier 2024, a fait l'objet d'investissements en 2023, constitués des coûts relatifs au paramétrage et déploiement de l'outil pour 320 K€. La mise en service comptable est prévue le 1^{er} janvier 2024, les coûts des travaux des sous-traitants (intégrateur et consultants) sont intégrés dans les phases conceptuelles et de production de l'immobilisation. L'encours total au 31.12.2023 s'élève à 556 K€.

3.1.4. Amortissements

Amortissements de l'exercice 2023				
en €	A l'ouverture	Dotations	Reprises	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 154 164	2 551 486	-403 143	9 302 507
Immobilisations corporelles	197 931	105 164	-22 379	280 716
Total	7 352 095	2 656 651	-425 522	9 583 223

La durée d'amortissement des logiciels produits en interne (LPI) est fixée à 3 ans conformément à la délibération du conseil d'administration du 27 novembre 2019 (délibération n°2019-22).

L'évolution des amortissements est en lien avec celle des immobilisations brutes.

Les augmentations correspondent aux dotations de l'année et les diminutions aux reprises aux amortissements présents dans le compte de résultat.

En 2023, le montant des amortissements est de 9 583 223 € et permet de déterminer celui des immobilisations nettes à 9 597 866 €.

3.2. L'actif circulant

3.2.1. Les créances

Etat des Créances			
en €	2023	2022	Variation 2023-2022
Créances MO : Avances versées et Indus	10 913 749	16 696 098	-5 782 349
Autres créances d'exploitation	4 001 912	4 362 067	-360 155
TOTAL	14 915 660	21 058 166	-6 142 506

⇒ Les créances sur les maîtres d'ouvrage (MO) :

Le montant des créances sur les maîtres d'ouvrage correspond aux avances PNRU et PNRQAD restant à reprendre sur les engagements juridiques en cours, au fur et à mesure de la réalisation physique des opérations lors des demandes de paiement d'acomptes et de solde des subventions. Pour mémoire, le programme NPNRU ne prévoit pas de versement d'avances.

Ces créances sur les MO diminuent de 5,8 millions d'euros entre l'exercice 2022 et 2023.

Les avances sur le PNRU se composent de l'avance à recouvrer du protocole avec Matoury (opération 6290339902090006001) pour 93 K€. La conclusion du protocole a conduit à la mise en œuvre de la procédure de recouvrement des sommes versées, soit 212 K€, dont l'avance de 93 K€. La baisse du solde est liée à la finalisation des protocoles transactionnels.

Les avances sur le programme PNRQAD diminuent de 1,6 M€ et correspondent aux avances récupérées en 2023.

Les créances sur les MO comprennent également les indus à recouvrer en raison du constat de trop-versés sur avances et acomptes, constatés notamment lors du décompte final au solde des opérations ou en raison de l'abandon d'opérations. Entre 2022 et 2023, le montant des indus augmente de 0,3 M€ à la suite :

- Du recouvrement des créances pour 1 013 K€ ;
- De la constatation d'indus pour 1 296 K€.

Le solde des indus en 2023 s'établit à 5,3 M€ et concerne essentiellement les communes de Kourou pour 2 M€ et de Fort-de-France pour 1,4 M€. La principale opération basculée avec la Commune de Fort-de-France n°C0932-37-0016 (ex-IDLOC 6270330210090032001) pour un total de 1 302 669,93 € est en attente d'un échéancier de remboursement.

Pour rappel en 2021, la reprogrammation de 37 opérations PNRU dans le programme NPNRU a été actée en Comité d'engagement et validée par le Conseil d'administration de l'ANRU. Cette bascule nécessite de solder les engagements juridiques suivis dans le PNRU, puis de recontractualiser selon les modalités du NPNRU. Solder l'engagement juridique a entraîné mécaniquement des indus sur les avances et acomptes déjà versés. La re-contractualisation dans le NPNRU génère une décision attributive de subvention (DAS) puis une compensation pour le montant de l'indu.

Par conséquent, les trop perçus sur avances liés à la bascule des opérations PNRU vers le NPNRU présentent un solde de 1,8 M€ sur le compte 467310 « Avances MO PNRU non soldées bascule NPNRU » et concernent 8 indus sur acomptes. Les trop perçus sur avances liés à la bascule des opérations PNRU vers le NPNRU s'apurent donc à hauteur de 3,9 M€ sur l'exercice 2023. Le solde fera l'objet d'une récupération au fur et à mesure de la re-contractualisation dans le NPNRU sur les exercices suivants.

en K€

Code	Tiers	12.2023	12.2022	Var.
414	EMMAUS HABITAT	736	736	0
631	COMMUNE DE BAGNOLET*	405	405	0
359	SEINE-SAINT-DENIS HABITAT	261	261	0
590	SOCIETE ANONYME D'HLM DES CHALETS	258	258	0
3419	SAS BON AIR	78	78	0
3768	CA MAUBEUGE VAL DE SAMBRE*	40	73	-34
1117	OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE	0	1 278	-1 278
1127	COMMUNE DE POINTE A PITRE	0	958	-958
2085	SA HLM DE LA GUADELOUPE	0	841	-841
1617	SEQUANO AMENAGEMENT	0	309	-309
1128	SOC IMMOBILIERE DE LA GUADELOUPE	0	298	-298
2007	COMMUNE DE BOBIGNY	0	171	-171
1809	COMMUNE DE THIERS	0	57	-57
Total		1 777	5 722	-3 945

*2 indus sont constatés sur ces tiers

A noter qu'un l'échéancier de recouvrement avait été mis en place avec la Commune de Pointe à Pitre à la clôture 2022, permettant de recouvrer en totalité les indus sur l'exercice 2023.

⇒ Les autres créances d'exploitation :

Les autres créances d'exploitation s'élèvent à 4 M€ au 31/12/2023 dont :

- **Des avances versées (77 K€)** : Le solde est composé de l'avance effectuée pour les 20 ans de l'ANRU pour 49,3 K€ (Eurosites) qui doit se tenir en février 2024, des avances pour la journée Ecoles et Jeunesse du 19 mars 2024 pour 17,2 K€ (La Chope, Oriza et Klemo), des avances pour les journées régionales à Avignon pour 8,2 K€ (Avignon Tourisme et Helen Traiteur) et des avances à KMPG au titre des audits internes pour 1 K€ et au fournisseur Karacho pour un événement interne pour 1,2 K€.
- **Remboursements des frais de gestion des PIA** : en application du principe d'étanchéité entre les comptes de l'ANRU et des PIA, les ministères responsables des programmes PIA remboursent les frais de gestion supportés par l'ANRU. Les refacturations de frais de gestion PIA représentent 2,5 M€ en 2023 et comprennent :
 - Refacturation des ETP aux différents ministères pour les programmes Jeunesse (ministère en charge de la jeunesse), Internat et CSTI (ministère en charge de l'éducation nationale) pour 555 K€, dont un reste à recouvrer auprès du ministère de la Jeunesse au titre de frais de personnel refacturés en 2022 pour 185 K€. Neutralisé de cet effet, le montant des refacturations en 2023 diminue de 45 K€ en 2023 ;
 - Refacturation des frais directs et frais de structure sur les différents budgets annexes PIA (y compris frais de personnel pour le programme Co-Investissement) pour 1,9 M€ (stables par rapport à l'exercice précédent), essentiellement liée à l'activité du Co-Investissement ;
 - Refacturation des frais de personnel, frais directs et de structure à la CDC pour le programme « Territoire innovation » pour 262 K€, en baisse de 299K€ ;

- Refacturation des forfaits de gestion et des frais sur accords-cadres à la CDC pour le programme DVD pour 649 K€ (voir § 1.8.2 - Faits caractéristiques, conséquemment à la signature du protocole en 2023 avec un effet rétroactif au 8 avril 2021) ;
- Quartiers fertiles : pour la partie PIA, refacturation des frais directs sur le budget annexe VDS pour 36 K€. Pour la partie Plan de relance, refacturation des ETP au ministère de l'agriculture pour un montant maximum de 100 000 euros à compter d'un taux d'engagement de 80% des sommes déjà versées (soit 80% des 7 millions versés au premier semestre 2021). Les conditions de la refacturation n'étant pas réunies à fin 2022, et consécutivement à l'avenant signé le 22 décembre 2022, prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2024, cette refacturation d'ETP a été comptabilisée en produit à recevoir pour 80K€ (dont 60 K€ déjà constatés en 2022, et le reste à recouvrer ayant été linéarisé jusqu'à la fin de la convention au titre de la refacturation d'ETP).
- En 2023, les charges constatées d'avances ont été enregistrées pour un total de 341 K€ (contre 196 K€ en 2022), et concernent des abonnements ou de la maintenance couvrant à la fois l'exercice 2023 et 2024.

Une variation à la baisse concerne le poste des rabais, remises, ristournes (#409800) lequel comptabilisait à la clôture 2022 pour 988 K€, la franchise de la loyer octroyée par le bailleur des locaux de Pantin restant à obtenir correspondant aux 9 mois de franchise restants. Conformément à la méthode de place retenue, la franchise de loyer consentie par le bailleur (MC 2023, N°15745), de 18 mois, a été linéarisée sur la durée du bail. Intégralement reçue sur l'exercice 2023, le solde est nul.

3.2.2. La trésorerie

Une stricte distinction comptable est faite entre la trésorerie de l'ANRU et les fonds qu'elle détient au titre des programmes d'investissement d'avenir, et qui ne peuvent être utilisés pour d'autres dépenses. Ces fonds obéissent à des règles strictes définies dans la convention entre l'Etat et l'ANRU. Dans la balance de l'ANRU, le compte 515000 est dédié à l'ANRU, et le compte 515200 est dédié aux PIA.

La situation de la trésorerie au 31/12/2023 est la suivante :

en €	2023	2022	Variation 2023 - 2022
Trésorerie ANRU	888 813 332	1 128 640 656	-239 827 324
Trésorerie Investissements d'avenir	228 442 120	257 414 109	-28 971 989
Totaux	1 117 255 453	1 386 054 765	-268 799 312

Les flux de **trésorerie propre de l'ANRU** se décomposent comme suit :

Flux de trésorerie 2023	TOTAL annuel
Encaissement	
Recettes budgétaires globalisées	526 056 236
Autres financements publics	522 870 330
Recettes propres	3 185 906
Recettes budgétaires fléchées	14 250 000
Financements de l'État fléchés	14 250 000
Opérations non budgétaires	2 389 487
Opérations gérées en compte de tiers	2 389 487
Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers	2 389 487
Total des encaissements	542 695 723
Décaissement	
Dépenses liées à des recettes globalisées	780 131 326
Personnel	13 864 525
Fonctionnement	9 157 897
Intervention	753 584 406
Investissement	3 524 498
Dépenses liées à des recettes fléchées	0
Opérations non budgétaires	2 391 721
Opérations gérées en compte de tiers	2 391 721
Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers	2 391 721
Total des décaissements	782 523 047
Variation de trésorerie	-239 827 324
Trésorerie à l'ouverture	1 128 640 656
Nouveau Solde	888 813 332

La trésorerie de l'ANRU diminue de 240 M€, portant le solde à 889 M€ en 2023 contre une amélioration de 66 M€ en 2022. Cette baisse de la trésorerie est liée la hausse des dépenses (+90 M€) concomitamment à une baisse des recette de (216 M€).

Les encaissements proviennent essentiellement :

- des contributions pour les programmes de rénovation urbaine, de la part d'Action Logement pour 324 M€, des bailleurs via la CGLLS pour 184 M€, de l'Etat pour 14,25 millions et de la CDC pour 6,5 M€ (dont 1,5 M€ au titre de la convention de fonctionnement et 5 M€ au titre du financement de l'amplification de la démarche « Quartiers Résilients » ;
- des remboursements des programmes PIA au budget général à la suite des refacturations des frais de gestion 2023 ;
- des derniers remboursements des programmes internationaux d'URBACT et Aston à la suite des refacturations des frais de personnel et de gestion pour 0,156 M€ ;
- Le recouvrement en 2023 des indus sur avances et acomptes pour 2,4 M€.

Les décaissements de 2023 concernent les paiements des subventions de rénovation urbaine à hauteur de 754 M€ dont :

- 744 M€ pour le NPNRU,
- 7,8 M€ pour le PNRQAD,
- 0,95 pour le programme Quartiers Fertiles (plan de relance),
- 0,94 M€ pour le PNRU (au titre des protocoles transactionnels).

3.3. Le passif

3.3.1. Les capitaux propres

A la clôture de l'exercice 2023, la situation des capitaux propres est la suivante :

en €	2022	Affectation du résultat N-1	Résultat N	2023
Report à nouveau à l'ouverture de l'exercice	-79 554 864,72	-629 041 274,22		-708 596 138,94
Résultat de l'exercice	-629 041 274,22	629 041 274,22	-1 317 259 869,51	-1 317 259 869,51
Capitaux propres	-708 596 138,94	0,00	-1 317 259 869,51	-2 025 856 008,45

Le résultat en 2023 est déficitaire à hauteur de 1 317 M€, toutefois au-dessus des prévisions budgétaires lesquelles estimaient un résultat déficitaire de 1 347 M€.

Les fonds propres de l'ANRU demeurent négatifs en 2023 à hauteur de 2 026 M€. Cette somme, qui représente la valeur bilancielle de l'ANRU, est retracée au compte 26 « participations » dans les comptes de l'Etat.

Le résultat prévisionnel 2024 est estimé à – 1 296 M€. Cette perte prévisionnelle conduirait à un montant des fonds propres de – 3 322 M€. Cette évolution traduirait la baisse du résultat, déjà amorcée depuis 2021, en cohérence et lien direct avec l'augmentation attendue des paiements au titre des programmes de rénovation urbaine, et en particulier du NPNRU.

3.3.2. Les provisions pour risques et charges

En 2023, les provisions ont augmenté, du fait de l'importance des dotations sur provisions pour le programme NPNRU dont les engagements (DAS initiales et soldes directs) ont connu une progression significative.

Provisions					
en €	A l'ouverture	Dotations	Reprises	Reclassements	A la clôture
Provisions pour risques et charges	37 914	37 914	-37 914		37 914
Provisions pour charges d'intervention	1 862 481 032	1 084 300 927	-11 713 759	0	2 935 068 200
Dont:					
PNRU					
PNRQAD	52 474 807		-8 214 837		44 259 970
Quartiers Fertiles Plan de Relance	2 601 974	3 524 337			6 126 311
NPNRU	1 803 905 329	1 080 776 590			2 884 681 919
Protocoles Transactionnels PNRU	3 498 922		-3 498 922		
Total	1 862 518 946	1 084 338 841	-11 751 673	/	2 935 106 114

3.3.2.1. Provisions pour risques et charges « de droit commun »

Les provisions pour risques et charges s'établissent à 38 K€ en 2023

Les reprises de provision en 2023 concernent la prime sur objectifs de la directrice générale, qui a été versé en août 2023, justifiant la reprise de provision, dont 2,5 K€ sans objet.

De même, les dotations aux provisions pour risques et charges concernent la prime d'objectif de la directrice générale pour 2023, qui sera payée en 2024 en fonction de l'atteinte des objectifs et estimée à 38 K€, dont les charges sociales.

3.3.2.2. Provisions pour charges d'intervention

Les provisions pour charges d'intervention correspondent aux restes à payer sur les différents programmes à la suite des signatures des décisions attributives de subvention qui engagent l'ANRU.

Les augmentations s'expliquent par :

- La dotation aux provisions au titre des subventions d'intervention du NPNRU (1 081 M€) traduisant une nouvelle fois l'accélération des engagements sur ce programme. En effet, le montant des engagements a augmenté de 1 825 M€ entre 2022 et 2023.
- Le programme Quartiers fertiles (plan de relance) géré par l'ANRU depuis 2021 dont le montant des restes à payer est de 6,1 K€ à fin 2023, soit la constatation d'une dotation de 3,5 M€.

Les diminutions correspondent aux reprises de provisions au titre du PNRQAD (8,2 M€) : les travaux d'instruction et de paiement des dossiers sur ce programme, qui s'achèvera en 2025, ont permis de réduire le montant des restes à payer de 8,2 M€ entre 2022 et 2023.

3.3.2.3. Les provisions pour charges relatives aux protocoles

La situation des provisions pour charges (comptes 157), relatives aux protocoles du PNRU, est présentée dans le tableau ci-dessous :

Les protocoles signés en 2022 prévoyaient les montants maximum et les échéances suivantes :

Numéro d'engagement	Nom du titulaire	Titulaire	Reste à payer	REF.
2762100030020001006a	SA DES HABITATIONS A LOYER MODERE	000588	101 720,56	A
2762100030010002003a	SA DES HABITATIONS A LOYER MODERE	000588	1 271 291,45	B
2762100030010002002a	SA DES HABITATIONS A LOYER MODERE	000588	1 356 333,06	A
2762100030080001001a	COMMUNE DE REVIN	002643	191 548,34	B
6290339902090006001a	CA DU CENTRE LITTORAL	003964	578 028,39	A
Total PRC			3 498 921,80	

Légende

A – l'échéance est fixée au 31.12.2022 + délai supplémentaire de 3 mois

B – l'échéance est fixée au 31.12.2023 + délai supplémentaire de 3 mois

Les variations sur l'exercice 2023, sont détaillées ci-dessous :

Numéro d'engagement	Nom du titulaire	Reste à payer au 31.12.22	Reprises comptabilisées #781503	Nature de la reprise			Solde Provision 31.12.2023
				Avec objet - Paiement	Sans objet - Ajustement d'EJ	Sans objet - procédure de recouvrement	
2762100030020001006a	SA DES HLM	101 720,56	101 720,56	101 720,56	0		0
2762100030010002002a	SA DES HLM	1 356 333,06	1 356 333,06	559 785,92	796 547,14		0
6290339902090006001a	CA DU CENTRE LITTORAL	578 028,39	578 028,39	0		578 028,39	0
2762100030010002003a	SA DES HLM	1 271 291,45	1 271 291,45	187 676,55	1 083 614,90		0
2762100030080001001a	COMMUNE DE REVIN	191 548,34	191 548,34	89 408,59	102 139,75		0
Total		3 498 921,80	3 498 921,80	938 591,62	1 982 301,79	578 028,39	0

Le protocole 2762100030020001006a, Revin, a été soldé à hauteur du montant prévu dans le protocole, soit 101 720,56 €. La provision a été reprise pour ce même montant.

Le protocole 2762100030010002002a, Revin, a fait l'objet d'un réajustement de l'EJ pour 796 547,41€, et d'un paiement de 559 785,92 € venant solder le protocole. Ainsi, la totalité de la provision, soit 1 356 333,06 € a été reprise.

Le protocole 6290339902090006001a, Matoury, est soldé sans paiement avec un remboursement des indus (avances et acomptes déjà versés en 2016 et 2018) pour un total de 211 940,91 €. Ces indus d'un montant total de 211 940,91€ seront à recouvrer selon la procédure de recouvrement. Et la provision a été reprise en totalité pour 578 028,39 €.

Le protocole 2762100030010002003a, Revin, a fait l'objet d'un réajustement de l'EJ pour 1 083 614,90 €, et d'un paiement de 187 676,55 € venant solder le protocole. Ainsi, la totalité de la provision, soit 1 271 291,45 € a été reprise.

Le protocole 2762100030080001001a, Revin, a fait l'objet d'un réajustement de l'EJ pour 102 139,75 €, et d'un paiement de 89 408,59 € venant solder le protocole. Ainsi, la totalité de la provision, soit 191 548,34 € a été reprise.

3.3.3. Les dettes

en €	2023	2022	Variation 2023-2022
Fournisseurs	362 281	449 523	-87 242
Dettes fiscales et sociales	2 060 825	1 658 083	402 742
Subventions à payer PIA	228 442 120	257 414 109	-28 971 989
CAP intervention	0	37 270	-37 270
Autres dettes	41 185	50 561	-9 376
Produits constatés d'avance	1 612 462	1 811 459	-198 997
Total	232 518 874	261 421 006	-28 902 132

Les dettes fournisseurs :

Les factures relatives à l'exercice 2023 non payées au 31 décembre 2023 représentent un total de 362 K€, contre 450 K€ à la clôture 2022. Ce montant correspond aux factures à présenter en demande de paiement en 2024.

Les actions d'amélioration de l'enregistrement des charges à payer (CAP) engagées depuis 2021, sont bénéfiques, et permettent de réduire à nouveau le solde en fin d'année de 87 K€.

Les dettes fiscales et sociales :

Le solde des dettes fiscales et sociales est de 2,1 M€ au 31 décembre 2023. Ce poste comprend les charges à payer en 2024 sur les éléments de paie (dont les CAP sur les congés payés (+19 K€), l'intéressement (-7,8 K€ en lien avec la baisse de la masse salariale), ou encore l'effort construction (-1 K€)). La hausse du poste s'explique essentiellement par l'enregistrement du reversement de l'avance perçue en 2021 envers l'AFD pour 394 K€. Et pour 7 K€ par la CAP au titre de la taxe d'apprentissage correspondant au solde à verser en mai n+1.

Les subventions à payer au titre des investissements d'Avenir :

Le montant de 228,4 M€ est constitué des sommes restant à dépenser au titre des programmes d'Investissement d'Avenir et correspond exactement à la contrepartie existante en trésorerie pour chacun des programmes. Il s'agit du solde bancaire dédié aux Investissements d'Avenir.

Les charges à payer d'intervention sont nulles en 2023, contre 37 K€ fin 2022 au titre du PNRQAD, et représentaient les demandes de paiement validées (certification du service fait) mais non payés à la clôture de l'exercice selon la règle de gestion applicable avant 2021 sur le fait générateur des demandes de subvention). Cependant depuis 2021, le fait générateur de l'enregistrement de la charge d'intervention est la validation de l'ANRU contrairement aux années précédentes où la charge résultait des validations des délégations territoriales. Cette action en fin de processus d'instruction et de validation de la somme réellement due au maître d'ouvrage (ou de l'indu) évite la constatation de charges à payer dès lors que l'ensemble des demandes de paiement sont payées sur l'exercice.

Les autres dettes :

Les autres dettes se composent principalement des opérations enregistrées en compte d'attente. Il s'agit d'un rejet bancaire pour 40 K€. Et aussi, il s'agit d'opérations réalisées en toute fin d'exercice et comptabilisées pour cette raison en compte d'attente. C'est le cas des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS), versées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie dans le cadre du maintien des salaires. Les sommes en solde du compte 471000 correspondent aux IJSS perçues en fin d'année des CPAM. Ces opérations seront régularisées dès le début d'année 2024.

Les produits constatés d'avance :

Les PCA concernent le traitement comptable opéré relatif à la franchise de loyer accordée pour 18 mois, représentant un montant de 1 976 K€. Cette écriture à comptabiliser annuellement, concerne l'étalement de la franchise pour la durée restante du bail, jusqu'au premier trimestre 2031. Ainsi à la clôture du 31 décembre 2023, le montant comptabilisé à ce titre en PCA, est de 1 610 812 €, incluant la revalorisation du loyer (tous les ans jusqu'à la fin du bail, 1/10ème de la franchise est reprise).

Dans une moindre mesure, les PCA se composent également du montant de l'intéressement 2023 des salariés d'Aston présents sur les 4 premiers mois de l'année 2023, dont le remboursement a été effectué avant la clôture du programme pour 1 650 €.

4. Notes relatives aux postes du compte de résultat

Au 31 décembre 2023, la structure du compte de résultat est la suivante :

en €			
Charges	2023	2022	Variation 2023-2022
Autres achats et charges externes	8 899 524	9 833 706	-934 182
Impôts et taxes	1 180 344	1 208 790	-28 446
Salaires et traitements	8 650 276	8 788 366	-138 090
Charges sociales	3 884 371	3 883 647	724
Dotations aux amortissements et provisions	1 086 995 492	865 707 775	221 287 717
Autres charges	752 659 708	671 753 458	80 906 250
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 750	80 574	-76 824
Total des charges	1 862 273 465	1 561 256 316	301 017 149
Produits	2023	2022	Variation 2023-2022
Production immobilisée	466 982	428 257	38 725
Subventions d'exploitation	528 750 000	741 400 000	-212 650 000
Reprises des amortissements et provisions	11 751 673	184 280 101	-172 528 428
Autres produits	4 042 440	6 106 683	-2 064 243
Produits exceptionnels sur opération de gestion	2 500		2 500
Total des produits	545 013 596	932 215 041	-387 201 446
RESULTAT EXERCICE	-1 317 259 870	-629 041 274	-688 218 596

Le résultat de l'exercice 2023 s'établit à -1 317 M€, et est en baisse de 688,5 M€ par rapport au résultat de l'année 2022.

Cette évolution s'explique par une hausse des charges de 301 M€ alors que les produits diminuent que de 387 M€ entre les deux exercices.

La montée en puissance du NPNRU entraine en effet une augmentation significative des engagements de l'ANRU qui se traduit dans les provisions pour charges d'intervention par une dotation de 1 084 M€.

4.1. Postes de charges

4.1.1. Charges de fonctionnement de l'ANRU

Les charges de fonctionnement correspondent aux charges issues de l'activité ordinaire de l'ANRU : sommes versées en contrepartie de biens, de travaux, de services, charges de personnel, impôts et taxes.

4.1.1.1. Autres achats et charges externes

Pour l'exercice 2023, les autres achats et charges externes (comptes 60, 61 et 62) diminuent de 1 M€. Cette baisse s'explique principalement par :

- 526 K€ au titre des fournitures d'entretien et de petits équipements. En 2022, des dépenses de renouvellement du parc d'ordinateur (-54 K€) n'ont pas été reconduites en 2023, et il en est de même pour les achats de mobilier, sièges de travail, postes de travail et de rangements au travers de plusieurs marchés (Moda, Nel) pour 459 K€ et en lien avec le déménagement en 2022, qui constituaient des dépenses ponctuelles qui n'ont pas été reconduites en 2023.

- - 392 K€ sur les dépenses de maintenance : le changement d'hébergeur, Adista ayant été remplacé par Serinya Telecom a permis de réduire les coûts liés à la maintenance de -275 K€, la baisse de -99 K€ de la maintenance auprès d'Astek corrélée à la fin de développements à forts enjeux sur le SI IODA, et la baisse de maintenance sur le SIF en raison du déploiement de Cegid et de la fin des prestations d'Inetum sur GFI-SSP pour -18K€ ;
- -325 K€ des autres prestations extérieures diverses, justifié par les coûts liés au déménagement en 2022 et non reconduit en 2023 (-229 K€), une forte baisse des coûts DXC sur IODA (-206 K€), partiellement compensée par la hausse des prestations d'expertises pour les PIA et le NPNRU (+61 K€).
- - 280 K€ au titre des charges de loyer (pour -173 K€), des charges locatives (-49 K€), également en lien avec le compte des rabais, remises, et ristournes (- 57 K€) au titre de l'étalement de la franchise de loyer (sur 4 trimestres contre 3 trimestre en 2022). Cette baisse globale s'explique par l'effet de concomitance des loyers sur 2 trimestres en 2022 sur les sites de Vaugirard et de Pantin lissé par l'étalement de la franchise de loyer mais atténuée également par la hausse du loyer et des charges trimestrielles.
- -224 K€, la diminution des dépenses de prestations informatiques s'explique par la baisse des prestations Astek pour IODA (-35 K€), la baisse des prestations Expertime pour l'Anruscope (-110 K€) et l'accompagnement ponctuel en 2022 d'un AMOA pour le choix du nouveau SIF (-131 K€). Parallèlement, les coûts pour l'Annuaire avec le déploiement d'un interface de gestion des utilisateurs (+22 K€) et ponctuellement, en lien avec le changement d'hébergeur, les prestations de configuration et de migration des serveurs qui ont généré une hausse des dépenses de prestations sur l'hébergement de + 36 K€.
- - 75 K€ sur le personnel détaché/prêté dont la fin de la mise à disposition de personnel de l'AFD à l'ANRU a été effective en 2022 ;
- - 64 K€ liés à une baisse relative des montants conventionnés avec l'Etat, notamment sous l'effet de l'internalisation des équipes de renfort aux délégations territoriales. Ces conventions sont relatives aux coûts de fonctionnement des services déconcentrés de l'Etat (DDT/DRHIL/DEAL) afférents à leurs actions sur les programmes de rénovation urbaine portés par l'ANRU (conventions avec les ministères de l'Intérieur et de la Cohésion des territoires) et à la mise à disposition d'agents du ministère de la transition écologique auprès de l'ANRU.

Ces baisses sont partiellement compensées par les hausses suivantes :

- + 398 K€ au titre des dépenses de formation, dont la forte hausse est justifiée par l'accompagnement par DXC des formations tenues pour le déploiement de la Vague 4 de IODA.
- + 168 K€ au titre des concours et cotisations sur conventions avec une hausse qui s'explique par l'augmentation des coûts (+ 74 K€) refacturés dans le cadre de la convention ANRU/USH, laquelle a pour objet de formaliser les objectifs partagés entre l'ANRU et l'USH pour suivre et accompagner la mise en œuvre du NPNRU. Aussi, par la signature en 2023 d'une convention de subventionnement avec la FNAU (Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme) qui a pour objectif de favoriser les travaux et les études pour mettre en œuvre la politique de la ville, et contribue à la hausse de ce poste pour + 90 K€. Toutefois, le poste reste principalement composé des cotisations de la convention avec l'ERU, lesquelles passent de 405 K€ en 2022 à 354 K€ 2023.
- + 125 K€ sur les honoraires : la hausse concerne le recours plus important aux prestations d'appui et d'expertise sur les programmes récemment lancés comme le PIA 4 DVD avec la Banque des territoires (+ 85K€), le programme Jeunesse et Boussole des jeunes avec notamment une mission d'appui à la structuration d'un projet d'insertion, de formation et d'emploi de la jeunesse (+55 K€) ou encore pour les programmes Quartiers résilients (87 K€) et Quartiers Fertiles (+12 K€). A l'inverse les coûts relatifs au programme NPNRU sont en baisse de - 152 K€, comme les honoraires RH et d'audit de -63 K€
- + 90 K€ sur les frais de colloques, en lien avec la tenue de quatre journées régionales ou encore des journées innovation (+66 K€ par rapport à 2022). Également, la tenue de plus nombreux événements internes que le Covid avait freiné depuis 2022 (+27 K€).
- + 17 K€ sur les frais de documentation technique notamment auprès du fournisseur Prenax qui rassemble divers abonnements à des revues professionnelles (+11 K€).

4.1.1.2. Les dépenses de personnel

Les dépenses de personnel (comptes 63 et 64) ont diminué **de 166 K€**, en cohérence avec la baisse de l'effectif moyen et de clôture et avec les facteurs inhérents à la formation des coûts salariaux (RMPP, etc.).

La masse salariale (comptes 641) diminue de 1,3 % et les cotisations (comptes 645) de 0,7%.

4.1.2. Autres charges

Les autres charges comprennent :

- Les charges de subvention 2023 comptabilisées dans le cadre de la rénovation urbaine (753 M€) (hors charges à payer sur exercices antérieurs) :

Les charges d'intervention représentent les versements de subventions, qui constituent le cœur de la mission de l'ANRU. Ces versements, sans contrepartie équivalente significative d'échange, se présentent comme des subventions versées aux maîtres d'ouvrage dans le cadre des programmes du PNRU, du PNRQAD et du NPNRU.

Les charges sont enregistrées aux comptes 658 « subventions », pour un total de 750,5 M€ en 2023 contre 670 M€ en 2022 soit une hausse de 80,5 M€. Cette augmentation est liée à l'accélération des paiements sur le programme NPNRU.

Les charges du programme NPNRU progressent de 222,3 M€ pour s'établir à 739,7 M€ en 2023. Au titre de l'année 2023, les dépenses du NPNRU concernent 289 projets contre 281 projets en 2022. Les charges les plus importantes concernent les conventions suivantes : Métropole de Lille (37,5 M€), Métropole de Toulouse (14,8 M€), Métropole de Nîmes (14,7 M€), Paine Commune - La Courneuve (14,6 M€), la Métropole du Grand Nancy (13,4 M€), Plaine Commune-Saint Denis (12 M€), Commune de Villiers le Bel (11,9 M€), Métropole Montpellier Méditerranée (11,3 M€), Métropole de Nantes (10,3 M€) et la Métropole Aix Marseille Provence Grand Centre-ville (9,8 M€).

Les charges diminuent sur le programme PNRQAD de – 4,8 M€ entre 2022 et 2023 pour s'établir à 9,4 M€ (dont 1,6 M€ d'avances versées sur exercices antérieurs). Pour l'année 2023, les dépenses du PNRQAD concernent 16 projets contre 19 projets en 2022, dont les dépenses destinées aux projets de la Commune de Bayonne (2,4 M€), la Commune d'Aubervilliers (1,4 M€), la Commune de Bastia (1,2 M€) et la Métropole de Valenciennes (1,1 M€).

Les charges diminuent fortement sur le programme PNRU de -137 M€ entre 2022 et 2023 pour s'établir à 1,4 M€ (dont 481 K€ d'avances versées sur exercices antérieurs). Sur l'année, les dépenses du PNRU concernent la clôture des protocoles transactionnels. (cf paragraphe PRC § 3.3.2.3).

- Les charges de subvention du programme Quartiers fertiles (Plan de relance) s'établissent à 955 K€ (contre 1,1 M€ en 2022).
- Les dépenses de redevances et concessions s'établissent à 769 K€ en hausse de 269 K€ du fait principalement des redevances Microsoft et Sentinel One en lien avec le changement d'hébergeur (+236 K€), des logiciels en Saas (Knowmore) pour + 79 K€, mais en baisse sur les abonnements DocuSign et les outils SI, comme la gestion RH pour un total de -54 K€.

4.2. Postes de produits

Les produits ont diminué de 387 M€. Cette baisse est marquée par la baisse des financements reçus par l'ANRU en 2023 et par la baisse des reprises de provision sur les programmes (notamment la fin du PNRU en 2022).

4.2.1. Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation correspondent aux financements reçus par l'ANRU pour les dépenses des projets de renouvellement urbain et pour ses propres charges de fonctionnement. Les versements attendus et perçus de la part des financeurs sont inscrits en subvention d'exploitation, sans contrepartie équivalente pour ces tiers.

La baisse des subventions d'exploitation de 213 M€ s'expliquent par :

- - 216 M€ de financement d'Action Logement, conformément à la convention tripartite Etat-ANRU-Action logement pour 2023-2017 (la contribution d'AL est passée de 540 M€ en 2022 à 324 M€ en 2023) ;
- - 0,15 M€ de financement de l'Etat à la suite de la mise en réserve (la contribution est passée de 14,4 M€ à 14,25 M€) ;

Et légèrement atténuée par la hausse de la contribution de la CDC au titre de la convention de subvention pour Quartiers Résilients d'un montant de 5 M€. Pour rappel en 2022, les versements de la CDC, au titre de la convention de fonctionnement prévoyaient le versement de 3 M€ en 2022, dont 1,5 M€ au titre de 2021 et 1,5 M€ au titre de 2022. En 2023, le montant perçu est de 1,5 M€.

Les financements des programmes pluriannuels de l'agence et leur gestion par l'ANRU reposent sur les engagements financiers prévus dans les conventions conclues par les partenaires de l'ANRU, et déduction faite des fonds déjà perçus et comptabilisés.

En effet, la comptabilisation des subventions reçues s'exécute annuellement, dès lors que le montant de la contribution annuelle est arrêté par les financeurs et notifié à l'ANRU.

La situation pour le NPNRU au 31/12/2023 est la suivante :

FINANCEMENTS DIRECTS DU PROGRAMME NPNRU (hors prêts et équivalents-subvention)	Concours financiers (M€) (art.176 - Loi de finances 2021)	Equivalents subventions (M€)	Contributions perçues fin 2023	Reste à percevoir sur le programme
Financeurs (hors indus)				
PRETS				
Action Logement				
Prêts bonifiés	3 300	1 200		
SUBVENTIONS				
Action Logement	6 800	6 800	1 600	5 200
Bailleurs sociaux - CGLLS	2 700	2 700	860	1 840
Etat	1 200	1 200	107	1 093
CDC - Quartiers Résilients	10	10	5	5
TOTAL SUBVENTIONS	10 710	10 710	2 572	8 138

4.2.2. Autres produits

Les autres produits de gestion courante correspondent à l'ensemble des produits issus de l'activité ordinaire de l'agence, au système de refacturation des coûts liés à la gestion des programmes autres que ceux de la rénovation urbaine, et aux annulations de services faits (SF) sur exercices antérieurs pour les SF représentés en 2022 pour un montant inférieur au SF d'origine ou non représentés.

La facturation des frais de gestion des programmes d'investissement d'avenir (PIA) représente 3,2 M€ en 2023, en légère hausse par rapport à l'année 2022 (2,9 M€) justifiée par le programme DVD dont le protocole a été signé en 2023 avec un effet rétroactif au 8 avril 2021. Le détail des refacturations PIA est donné dans les créances.

Les recouvrements à réaliser au titre des indus sur acomptes sont constatés en produit pour 0,5 M€ en baisse de 1,1 M€ par rapport à l'exercice 2022. Cette baisse concerne des dossiers du PNRU et s'explique par les instructions réalisées sur les demandes de paiement de solde. Ces instructions peuvent conduire à un paiement du dossier, à la constatation d'indus ou à une clôture en état du dossier.

Pour les programmes URBACT et ASTON, la fin des programmes a entraîné une forte baisse des refacturations. Seuls l'intéressement au titre de 2022 pour URBACT et les salaires des 3 salariés du projet ASTON jusqu'au départ du dernier salarié en avril 2023 (156 K€ en 2023 contre 1,34 M€ en 2022) ont été refacturés.

Aussi, des produits divers de gestion courante ont été constatés pour 149 K€ en 2023 contre 118 K€ en 2022, soit une hausse de 31 K€. Si les refacturations liées à la mise à disposition de la salariée de l'ANRU à l'AFD restent stables pour 118 K€ (contre 117 K€ en 2022), la hausse de 31 K€ est principalement liée aux remboursements de prime d'accèsion en 2023 pour 30 K€ (nuls en 2022).

Enfin, concernant les autres produits d'un montant de 9 K€, ils concernent les indemnités d'assurance (AXA pour 4 K€) et les remboursement de CESU (5 K€).

5. Autres informations

5.1. Événements postérieurs à la clôture

Mise en production du système d'information financier, Cegid XRP Ultimate.

Si cet événement postérieur à la clôture est sans effet sur les comptes 2023, il est à noter qu'à compter de l'exercice 2024, la comptabilité générale et budgétaire sera assurée sur l'outil Cegid XRP Ultimate en remplacement de GFI-SSP.

Le nouvel outil a été déployé le 1^{er} janvier 2024 et est opérationnel depuis le 15 janvier 2024.

5.2. Engagements hors bilan

Engagements liés au personnel

L'ANRU n'a pas eu à constituer de provision au titre des indemnités de départ en retraite pour l'exercice.

Cependant, le montant de ses engagements au 31 décembre 2023 a été évalué entre 39 K€ (hypothèse de départ à la retraite à l'âge minimum légal de départ à la retraite, soit 62 ans) et 62,4 K€ (hypothèse de départ à la retraite à l'âge de départ au taux plein, soit 67 ans).

Les hypothèses retenues pour ce calcul sont les suivantes :

- L'ensemble des salariés atteignant l'âge de 62 ans et/ou 67 ans sur les cinq prochaines années (2024-2028) ;
- Une augmentation de salaire de 6% sur la période ;
- L'application de l'article L.1237-9 du code du travail, dont les modalités de calcul des indemnités de départ à la retraite sont précisées dans l'article D1237-1.

5.3. Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes, Grant Thornton, au titre du contrôle légal des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023 s'élève à 54 K€ TTC.

5.4. Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA) : intervention en subventions

Les subventions relevant des investissements d'avenir confiés à l'ANRU reposent sur trois conventions distinctes qui organisent les relations entre l'Etat et l'ANRU, opérateur retenu pour la mise en œuvre des actions concernées :

- la convention du 20 octobre 2010 modifiée par les avenants 1 à 5 relative aux « Internats d'excellence (IE), la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) et les Internats de la Réussite (IR) » (Programmes 324 et 408) ;
- la convention du 10 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 3 relative aux « Projets innovants en faveur de la jeunesse » (Programme 411) ;
- la convention du 12 décembre 2014 modifiée par les avenants 1 à 2 relative à la Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » (Programme 414- Axe 1). Cette action est composée de deux axes :

- L'axe 1 concerne « la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » avec un financement sous forme de subventions ;
- L'axe 2 porte sur la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville » avec un financement sous forme de co-investissement (apport en fonds propres ou quasi-fonds propres) tenu dans un budget distinct (cf. annexe 5).

Le Secrétaire général pour l'investissement (SGPI) est chargé, sous l'autorité du Premier ministre, de la mise en œuvre et du suivi du programme d'Investissements d'Avenir.

Dans la comptabilité de l'ANRU, les fonds dont la gestion est confiée à l'ANRU, ayant vocation à être redistribués, sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie.

Les programmes de subventions du PIA sont suivis individuellement sous la forme de trois budgets annexes distincts qui permettent d'isoler les opérations qui les concernent et de respecter le strict principe de non-fongibilité de la trésorerie.

Ces trois budgets annexes reposent sur des **principes de fonctionnement communs qui sont exposés en annexe 1** du présent document. L'annexe 2, pour sa part, détaille l'exécution de chacun des budgets annexes.

* *

1. Programmes exécutés en subventions (hors Quartiers Fertiles)

Les trois budgets annexes fonctionnent selon des principes identiques.

1.1. Les opérations enregistrées dans la comptabilité du budget général de l'ANRU

Conformément aux conventions entre l'Etat et l'ANRU, les fonds ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux nécessitent un suivi en compte de tiers, et l'organisation comptable de l'opérateur doit en tenir compte.

Selon l'article 3.5 de ces conventions en effet, *« les fonds qui ont vocation à être redistribués sous forme de subventions, [...] sont comptabilisés en comptes de tiers et de trésorerie dans les comptes de l'opérateur [l'ANRU], lors de la notification de leur versement par l'Etat.*

Lorsque l'opérateur [l'ANRU] redistribue ces fonds aux bénéficiaires finaux, il solde les comptes de tiers et de trésorerie initialement mouvementés.

L'opérateur [l'ANRU] prend toutes dispositions nécessaires pour suivre individuellement la gestion des fonds qui lui sont confiés, [...] notamment en créant les subdivisions de comptes nécessaires et en organisant un suivi analytique dédié.

En particulier il crée, dans les comptes de la classe 5, les subdivisions nécessaires pour suivre les mouvements de trésorerie afférents aux crédits dont la gestion lui est confiée par l'Etat afin d'assurer le respect des obligations d'information posées au III de l'article 8 de la loi de finances rectificatives pour 2010 modifiée par la loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014. »

Pour se conformer à ces dispositions, deux comptes dédiés ont été créés :

- un compte de trésorerie spécifique 515 200, de manière à assurer l'étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- un compte de tiers 448, subdivisé par programme :
 - 448 699 pour le budget IE-CSTI-IR
 - 448 698 pour le budget Jeunesse
 - 448 697 pour le budget Ville Durable - Axe 1.

Initialement, ces comptes sont mouvementés lors de l'encaissement de la dotation de fonds versée par l'Etat.

En gestion, ils enregistrent systématiquement les mouvements de trésorerie et notamment les paiements des subventions au fur et à mesure qu'ils interviennent. Le solde du compte 448 6 représente donc en permanence le montant des sommes non encore réparties ; il est justifié par les opérations enregistrées, de façon détaillée, dans la comptabilité des budgets annexes (paiements d'acomptes et de soldes notamment).

A chaque paiement relevant d'un budget annexe, un ordre de paiement est établi par le pôle comptable afin de mouvementer la trésorerie des PIA retracée en miroir par les comptes 515-2 et 448-6 dans la comptabilité principale de l'ANRU. Un fichier de virements transmis au teneur de compte (Direction régionale des finances publiques de l'Île de France) est constitué pour virement sur les comptes bancaires des bénéficiaires finaux de la subvention.

1.2. Les opérations enregistrées dans la comptabilité des « budgets annexes »

La mise en œuvre de ces actions repose sur l'engagement des dépenses par la directrice générale de l'ANRU ou ses représentants locaux, et le paiement par la direction financière de l'ANRU, après visa opérationnel de la DS2A.

La comptabilité des budgets annexes est tenue jusqu'au 31 décembre 2023 dans un progiciel (CERIG) et comprend une nomenclature budgétaire et comptable comprenant :

A. Les comptes de charges, dont les principaux sont les suivants :

1°) Le compte 622, qui retrace les moyens mobilisés par l'ANRU pour la mise en œuvre des programmes d'investissements d'avenir.

Il sert à l'enregistrement et au suivi des remboursements au budget général de l'ANRU, des dépenses engagées pour le compte des Investissements d'Avenir.

Le remboursement des coûts de gestion reposait jusqu'au 31/12/2013 sur l'article 4.2 de la convention conclue entre l'Etat et l'ANRU du 20/10/2010 susvisée, relative aux internats d'excellence et égalité des chances (Programme 324).

A compter de l'exercice 2014, la convention financière du 14/01/2015 modifiée par l'avenant du 21/12/2018 puis par avenant n°2 du 21/05/2021, conclue entre l'Etat et l'ANRU, détaille l'organisation et les moyens prévus pour la mise en œuvre par l'ANRU des actions qui lui sont confiées. Il est prévu un remboursement des frais de gestion à prix coûtant.

Les dépenses éligibles au titre des coûts de gestion sont les suivantes :

- les frais de sélection des projets ;
- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA ;
- les dépenses de communication directement liées aux projets du PIA ;
- les frais d'expertise et d'audits externes ;
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet ;
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure).

Après validation par le Secrétariat Général Pour l'Investissement (SGPI), l'ANRU prélève les frais de gestion sur l'enveloppe des ressources qui lui sont confiées au titre des Investissements d'Avenir.

Les frais de personnel ne sont pas supportés sur les budgets du PIA. Après validation de la dépense par le SGPI, ces frais sont donc remboursés directement à l'ANRU par le ministère en charge de l'éducation nationale et de la jeunesse, à l'exception du programme VDS Axe 1, dont les frais de personnel sont supportés sur le budget général de l'ANRU.

2°) Le compte 65, qui retrace les dépenses liées aux subventions :

- les comptes 657/658 subdivisés par opération permettent l'enregistrement et le suivi détaillés des subventions au titre de chaque convention conclue par l'ANRU et le bénéficiaire de la subvention (657 pour les programmes des internats, de la Jeunesse et de la Ville durable - Axe 1 / 658 pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) ;
- le compte 657 000 « Evaluation » permet l'enregistrement des dépenses d'évaluation des programmes en application de l'article 5.1 des conventions Etat/ANRU.

Au besoin, d'autres comptes de charges sont utilisés.

3°) Le compte 658 8 permet le constat d'une charge d'équilibre (détail dans le point B, ci-dessous).

B. Les comptes de produits, dont le principal est le **compte 757**, qui retrace la subvention d'équilibre :

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La comptabilisation de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice. En effet, aucun résultat (excédent ou perte) ne doit être dégagé par le budget annexe. A noter qu'en fin de programme, les reprises sur provisions peuvent se révéler importantes, alors que les dépenses subventionnées se réduisent, conduisant à la constatation d'une charge d'équilibre (demande de paiement comptable comptabilisée sur le compte 658 8) en lieu et place de la subvention d'équilibre pour rendre nul le résultat de l'exercice.

Au besoin, d'autres comptes de produits sont utilisés, notamment au titre des pénalités sur marchés.

C. Le compte de trésorerie

Le compte de trésorerie utilisé est le compte 515 200, compte de trésorerie spécifique qui fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU.

D. Les comptes de tiers « fournisseurs » et « clients »

Ces comptes sont mouvementés en contrepartie pour la comptabilisation des opérations.

Les comptes de tiers et financiers sont tenus par le pôle comptable de la direction financière de l'ANRU.

E. Les comptes de provision

Le compte 157 « Provisions pour charges » correspond aux charges prévisibles : il traduit les restes à payer sur les opérations ayant fait l'objet d'un engagement juridique (conventions pluriannuelles signées). Chaque année, une écriture est passée afin d'ajuster la constitution de la dotation aux provisions qui représente le solde entre les engagements juridiques conclus en fin d'année et les dépenses ayant eu lieu au cours de l'exercice.

Le compte 158 « Autres provisions pour charges » permet d'enregistrer notamment les recettes consécutives aux pénalités sur marchés pour les internats d'Etat, jusqu'au solde de la convention.

2. Programme en co-investissement « Ville durable et solidaire -Axe 2 »

Les principes de comptabilisation sont identiques à ceux qui prévalent pour les autres programmes d'Investissements d'Avenir suivis sous forme de budgets annexes.

2.1. Les opérations enregistrées dans la comptabilité du budget général de l'ANRU

Conformément à la convention du 12 décembre 2014 modifiée entre l'Etat et l'ANRU (article 3.5), les financements PIA, ayant vocation à être redistribués à des bénéficiaires finaux, sont enregistrés dans la comptabilité de l'ANRU dans les comptes de tiers et de trésorerie suivants :

- compte de trésorerie 515 200, de manière à assurer une étanchéité avec le budget général propre de l'ANRU ;
- compte de tiers 448 696, pour le budget Ville Durable (Axe 2).

Les mouvements opérés sur ces comptes sont identiques à ceux des autres programmes d'Investissements d'Avenir de subventionnement.

2.2. Les opérations enregistrées dans la comptabilité « budget annexe »

La mise en œuvre de cette action repose, comme pour les autres actions PIA, sur la mise en place d'un budget annexe spécifique.

La comptabilité du budget annexe est tenue dans un progiciel et comprend une nomenclature budgétaire et comptable partiellement commune aux autres actions PIA.

A. Charges

1°) Les charges sont constituées principalement du **compte 622**, qui retrace les frais d'actes et les coûts de gestion engagés par l'ANRU pour la mise en œuvre du programme d'Investissements d'Avenir.

La convention financière du 14/01/2015, modifiée par l'avenant du 21 décembre 2018 puis par avenant du 21 mai 2021 entre l'Etat et l'ANRU, précise l'organisation et les moyens prévus pour la réalisation des actions confiées à l'opérateur. Les frais avancés par l'ANRU lui sont remboursés à prix coutant, après validation par le Secrétariat Général pour l'Investissement (SGPI) par prélèvement sur l'enveloppe des ressources attribuées au titre des investissements d'avenir.

Ces coûts de gestion concernent :

- les frais de personnel
- les dépenses de frais de sélection des projets et de gestion des participations
- les dépenses de prospection
- les dépenses de système d'information directement liées aux projets du PIA

- les dépenses de communication directement liées aux PIA
- les dépenses d'expertise et d'audits externes
- les dépenses d'animation du réseau des porteurs de projet
- les frais administratifs et de fonctionnement (frais de structure)

A la différence des programmes de subventions, le principe est la prise en charge des dépenses de personnel par le budget du PIA.

2) Le **compte 661** enregistre les produits financiers provenant des revenus des participations reversés au budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

3) Le **compte 668** enregistre les produits financiers provenant des remboursements en capital et comptes courants d'associés, reversés budget général de l'Etat, conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée.

4) Le **compte 67183** enregistre les produits exceptionnels, dédié au reversement des comptes courants d'associés lors de la liquidation, et reversés au budget général de l'Etat.

5) Le **compte 6756** « immobilisations financières » enregistre le reversement au budget général de l'Etat, des titres de participations cédés.

B. Produits

1°) Le **compte 757** retrace la subvention d'équilibre.

Ce compte permet d'enregistrer, en fin d'exercice, le montant de la subvention du programme servant à couvrir l'ensemble des charges de l'exercice. La prise en charge de ce titre de recette a pour effet de rendre nul le résultat de l'exercice : aucun résultat (excédent ou perte) ne doit en effet être dégagé par le budget annexe.

2°) Le **compte 761** enregistre les produits financiers perçus au titre des participations.

3°) Le **compte 768** comptabilise les intérêts des comptes courants d'associés. Leur montant est vérifié en réciprocité avec les intérêts enregistrés au bénéfice de l'ANRU dans les comptes financiers de chaque société détenue. Ce compte a pour contrepartie le compte 455 8.

C. Comptes d'immobilisations financières et fonds propres

1°) Le **compte 261** comptabilise les prises de participation, pour le compte de l'Etat, correspondant à l'achat de titres ou la souscription de capital dans une ou plusieurs sociétés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets au titre de chaque décision d'investissement du Premier Ministre.

2°) Le **compte 104 « financements rattachés à des actifs »** retrace la subvention d'investissement pour le montant des immobilisations financières réalisées pour le compte de l'Etat.

D. Compte de trésorerie

Le **compte 515 200** ouvert dans le budget annexe fonctionne en miroir du compte suivi dans la comptabilité du budget général de l'ANRU, et représente la situation de la trésorerie sur le compte courant au trésor.

E. Des comptes de tiers « associés »

1°) Le **compte 455 1** enregistre les créances rattachées à des prises de participation. Il comptabilise les apports sous forme de comptes courants d'associés. Il est subdivisé par opération et permet l'enregistrement et le suivi détaillé des projets.

2°) Le **compte 455 8** comptabilise les créances relatives aux intérêts des comptes courants d'associés détenues dans les sociétés.

Les autres comptes de tiers assurent la contrepartie de l'enregistrement des opérations, et sont tenus par le pôle PIA de la direction financière de l'ANRU.

3. Programme Quartiers Fertiles

3.1. Financement PIA

La lettre du SGPI du 21/02/2020, à la suite du lancement le 24/01/20 de l'appel à projet « Agriculture urbaine », acte la mobilisation d'une enveloppe de 10 M€ de crédits du PIA, imputée en partie sur les reliquats de l'enveloppe « VDS », et sur l'enveloppe « ANRU », pour le financement de ces projets « Quartiers Fertiles »

Le budget annexe est créé sur SSP pour suivre les dépenses des projets Quartiers fertiles financés par cette enveloppe PIA jusqu'au 31 décembre 2023, et respecte les mêmes principes comptables que les autres budgets annexes en subvention, à la différence des comptes ci-dessous, qui diffèrent légèrement :

- Le compte de tiers 448, subdivisé par programme est le 448 695. Ce compte a été mouvementé du montant des trois décisions Premier Ministre reçues pour les trois tranches de sélection :
 - N°2020-VDS-08 du 21/12/20 pour 2 282 451€ pour 8 projets ;
 - N°2021-VDS-02 du 15/06/21 pour 4 194 425€ pour 11 projets ;
 - N°2022-VDS-01 du 25/01/22 pour 3 262 550 pour 16 projets.
- Ces montants ont été sortis de la comptabilité du budget annexe VDS Axe 1 suivi sur CERIG.
- Le compte 658 650 pour les dépenses de subventions QF
- Le compte 741 200 qui retrace la subvention d'équilibre
- Le compte de provisions est le 157 004, et celui pour provisions pour charges est le 681 505

3.2. Financement Plan de relance

La convention-cadre portant soutien du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation à l'ANRU dans le cadre de l'opération de développement de l'agriculture urbaine « Les Quartiers Fertiles » du 5/01/2021, et la convention financière relative à la mise en œuvre des crédits du plan de relance réservés aux projets d'agriculture urbaine dans le cadre de l'appel à projet « Les Quartiers Fertiles » du 09/04/2021, prévoient l'affectation d'une enveloppe de 13 M€ du Plan France Relance pour le financement des projets Quartiers Fertiles.

Les dépenses des projets Quartiers Fertiles financés par le Plan de Relance sont comptabilisées comme les autres dépenses d'intervention de rénovation urbaine, sur le budget général de l'ANRU.

Une première tranche de 7 M€ a été versée sur le budget général de l'ANRU. Les deux autres tranches, de 3 M€ chacune, seront versées en fonction de l'avancement du programme.

La convention financière a fait l'objet d'un avenant signé en date du 22 décembre 2022, prolongeant la date de fin des paiements jusqu'au 30 juin 2024 et la fin de la convention au 31 décembre 2024.

Par courrier en date du 27 décembre 2023, le ministère de l'Agriculture rappelle la date de fin de la convention au 31 décembre 2024.

ANNEXE 2 : Exécution des budgets annexes (Investissements d'avenir)

1. Les programmes d'investissements d'avenir

1.1. Internats d'excellence et d'égalité des chances (Programme 324) / Internats de la réussite (Programme 408)

La loi de finances rectificative n°2010-237 du 9 mars 2010 a créé le programme 324 « Internats d'excellence et égalité des chances » et la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 a créé le programme 408 « Internats de la réussite ».

La convention Etat / ANRU modifiée du 20/10/2010 citée plus haut, identifie trois actions :

- l'action n°1 concerne les internats d'excellence (IE) ; elle est dotée initialement de 352 millions d'euros, déduction faite des 48 millions d'euros relatifs à la tranche 2010 des douze premiers internats d'excellence financés à 100% par l'Etat ;
- l'action n°2 porte sur le développement de la culture scientifique, technique et industrielle au titre de l'égalité des chances (CSTI) ; elle est dotée initialement de 100 millions d'euros ;
- l'action n°3 enfin concerne les internats de la réussite (IR) et se trouve dotée initialement de 138 millions d'euros. Elle a vocation à prolonger l'effort entrepris par le programme 324 en matière d'augmentation et de structuration de l'offre d'internats.

Le programme des internats s'appuie sur un réseau de représentants locaux :

- préfets de région pour les opérations à maîtrise d'ouvrage collectivités ;
- recteurs d'académie (ou le Haut-Commissaire de la République pour la Polynésie et sous réserve de modalités autres en ce qui concerne la maîtrise d'ouvrage) pour les opérations à maîtrise d'ouvrage d'Etat .

En revanche, les projets de CSTI restent centralisés.

Sur l'exercice 2023, il est à noter le redéploiement des reliquats du programme CSTI vers le programme Quartiers Résilients, par décision du SGPI du 31 octobre 2023 pour 4,4 M€, traduit dans la trésorerie et les subventions restant à engager.

1.1.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2010) au 31/12/2023

• Dépenses d'intervention

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions se décompose comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DS)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2023	Paiements au 31/12/2023	Pourcentage paiements /DC
IE (P324)	352 000 000,00	Décision SGPI 2017-INEE-05 du 27/11/2017	9 000 000,00	361 000 000,00	281 191 507,52	77,89%
CSTI (P324)	100 000 000,00	Décision SGPI 2016-IEED-04 du 22/11/2016	- 13 300 000,00	86 700 000,00	83 594 435,49	96,42%
		Décision SGPI 2017-IEEC-01 du 23/02/2017				
		Décision SGPI 2023-R-CSTI-01 du 31/10/2023				
IR (P408)	138 000 000,00	Décision SGPI 2015-IEEC-09 du 5/11/2015	- 124 000 000,00	14 000 000,00	7 008 038,89	50,06%
		Décision SGPI 2016-IR-11 du 22/11/2016				
TOTAL	590 000 000,00		- 128 300 000,00	461 700 000,00	371 793 981,90	80,53%

- **Dépenses de coûts de gestion :**

Pour mémoire, antérieurement aux règles définies par la convention financière du 14/01/2015, les dépenses connexes ont été directement prises en charge sur le budget annexe de 2010 à 2014 :

Dépenses connexes	Dépenses	Contributions externes
Assistance à maîtrise d'ouvrage	289 463	
Dépenses diverses (publications, formation...)	215 604	
Financement événement CSTI du 14/11/2013	59 846	59 846
TOTAL	505 067	

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour la réalisation du programme et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2010-2022 validé par le SGPI	2 563 554,15
2023 en attente de validation du SGPI	28 865,00
TOTAL	2 592 419,15

- **Dépenses d'évaluation**

Les dépenses cumulées d'évaluation s'élèvent à **585 240,19 €** fin 2023.

1.1.2 Exécution annuelle du budget 2023

Compte de résultat au 31.12.2023

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Fonctionnement	28 865,00	56 485,90	101 059,31	Subventions Etat / SGPI	4 680 402,74	2 625 744,10	8 613 744,78
Evaluation		32 091,00					
Subventions IE	10 994 265,45	12 916 770,17	15 979 214,46	Pénalités sur marchés			
Subventions IR			760 000,00	Autres produits			
Subventions CSTI	533 115,81	1 719 828,11	5 388 437,11				
Divers autres charges				Reprise sur provisions pour charges	6 875 843,52	12 087 431,08	13 614 966,10
Dotations aux provisions pénalités				Reprises sur provisions exceptionnelles		12 000,00	
Charge d'équilibre							
Total charges	11 556 246	14 725 175	22 228 711	Total produits	11 556 246	14 725 175	22 228 711

Bilan au 31.12.2023

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Créances d'exploitation, dont :	86 290 988,46	102 214 893	118 920 219	Provisions pour charges	80 585 676,61	87 000 641	99 088 073
Avances				Autres provisions	44 546,90	44 547	56 547
Disponibilités	86 290 988,46	102 214 893	118 920 219	Dettes d'exploitation dont:	5 660 764,95	15 169 705	19 775 599
				Subventions	5 545 105,56	14 625 508	17 251 252
				Coût de gestion	28 865,00	56 486	101 059
				Retenues de garantie	86 794,39	26 832	26 832
				Virement à réimputer		-	-
				Créance à rembourser		-	-
				CAP subvention à payer		460 879	2 396 456
Total	86 290 988	102 214 893	118 920 219	Total	86 290 988	102 214 893	118 920 219

1.1.3 Description des comptes

1°) Le compte de résultat fait apparaître pour 2023 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 11,6 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement et des subventions.

Les dépenses de subventions s'établissent en 2023 à 11 M€ pour les IE et 0.5 M€ pour la CSTI, soit un total de 11,5 M€ marquant une baisse par rapport à 2022 (14,6 M€). Cette baisse est notamment due à la baisse des dépenses sur le programme CSTI ; programme arrivant à sa fin avec seulement 2 projets restants à solder (sur 44). Le programme d'Internats voit également certains de ses projets se solder (29 projets d'internat d'excellence et un d'internat de la réussite sont encore en cours sur respectivement 101 et 10 projets). Pour les internats, les paiements sont versés soit au maître d'ouvrage pour les opérations à maîtrise d'ouvrage assurées par des collectivités territoriales (conseil départemental, conseil régional...), soit directement aux fournisseurs titulaires de marchés publics pour les opérations à maîtrise d'ouvrage Etat. Pour la CSTI, les porteurs de projet sont bénéficiaires de la subvention.

Les coûts de gestion se sont élevés à 28,9 K€, à rembourser au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

Aucune **dépense d'évaluation** n'a été effectuée en 2023.

b) Les produits

La reprise sur provisions pour charge s'élève à 6,9 M€.

Le titre d'équilibre permet de ramener le résultat à zéro conformément au principe comptable du budget annexe.

2°) Le bilan s'équilibre à 86,3 M€.

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (86,3 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution des programmes 324 et 408. **Aucune avance** sur marchés à maîtrise d'ouvrage Etat ne reste à récupérer à la fin d'année 2023.

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 80,6 M€ et des **dettes d'exploitation (5,7M€)**. Les dettes d'exploitation comprennent les subventions restant à engager pour 5,5 M€, les coûts de gestion 2023 à rembourser au budget général de l'ANRU (28,9 K€), et les retenues de garantie sur les marchés d'IE à maîtrise d'ouvrage Etat (Mayotte –Internats de Dembéli et de Kawéni – 86,8 K€).

1.2. Projets innovants en faveur de la jeunesse (Programme 411)

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 pour 2014 a créé le programme 411 « Projets innovants en faveur de la jeunesse » au sein de la mission « Sport, jeunesse et vie associative ». Ce programme était initialement doté de 84 millions d'euros dont 54 millions d'euros consacrés à l'appel à projet « Projet innovants en faveur de la jeunesse ».

L'arrêté du 8 juillet 2021 relatif à l'approbation de cahier des charges de l'appel à projet « Boussole » ainsi que le règlement général financier relatif au programme d'investissements d'avenir « Projets innovants en faveur de la jeunesse » - Expérimentation de la boussole des jeunes ont été adoptés en 2021, pour l'utilisation des reliquats du programme. Depuis 2022, six vagues de sélection ont eu lieu, permettant de sélectionner 50 projets pour un montant total de 2,4 M€. A l'exception d'un seul projet, l'ensemble des projets a été contractualisé. Les décaissements ont commencé en 2023 pour 23 d'entre eux.

Sur l'exercice 2023, il est à noter le redéploiement de reliquats du programme Jeunesse vers le programme Quartiers Résilients, par décision du SGPI du 31 octobre 2023 pour 4,7 M€, traduit dans la trésorerie et les subventions restant à engager.

1.2.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulé (depuis exercice 2015) au 31/12/23

• Dépenses d'intervention

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2023	Reste engagé au 31/12/2023 (Contractualisé - reliquats)	Paiements au 31/12/2023	Pourcentage paiements /DC
Projets Jeunesse	84 000 000	Décision SGPI (ex-CGI) 401/CGI/TF/FB du 23/07/15	- 10 000 000,00	49 300 000	45 385 816	40 442 433	89,11%
		Décision SGPI (ex-CGI) 705/CGI/TF/FB du 21/12/15	- 5 000 000				
		Décision SGPI (ex-CGI) 348/CGI/TF/FB du 26/07/16	- 15 000 000				
		Décision SGPI (ex-CGI) n°2016-ALT-04 du 22/11/2016	10 000 000				
		Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	- 10 000 000				
		Courrier SGPI (ex-CGI) n°079/CGI/TF/EBE/ANW du 24/02/2017	- 10 000 000				
		Avenant n°2 à la convention Etat/ANRU du 20/12/16	- 4 700 000				
Projets Boussole des Jeunes		Décision n°2023-R-JEUNESSE-01 du 31/10/2023	-		2 379 488,00	499 230,55	20,98%
TOTAL			- 34 700 000,00		47 765 304,23	40 941 663,21	85,71%

• Dépenses de coûts de gestion

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputées sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
SOUS-TOTAL 2015-2022 validé par le SGPI	580 969,74
2023 en attente validation SGPI	109 834,78
TOTAL	690 804,51

• Dépenses d'évaluation

Les dépenses d'évaluation, en application de l'article 5.1 de la convention Etat / ANRU, s'élèvent au 31/12/2023 à 281 723,27 €. **La dépense de l'exercice est de 26 053,20 €.**

1.2.2 Exécution annuelle du budget 2023

Compte de résultat au 31.12.2023

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Fonctionnement	109 835	68 895	83 665	Reprise sur provision	3 567 225	5 511 590	9 321 212
Evaluation jeunesse	26 053	44 434	56 881				
Subventions Jeunesse	2 362 237	5 811 936	8 497 138	Autres produits	-	54 593	24 337
Subventions Boussole	499 231	-	-				
Charge d'équilibre	569 870		707 865	Subvention Etat-équilibre		359 081	
Total Charges	3 567 225	5 925 265	9 345 549	Total produits	3 567 225	5 925 265	9 345 549
Le résultat de l'exercice 2023 est nul							

Bilan au 31.12.2023

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Créances d'exploitation	-	-	-	Provisions pour charges	5 090 783	8 658 008	14 169 598
Disponibilités	5 803 726	13 460 141	19 345 583	Dettes d'exploitation dont:	712 943	4 802 133	5 175 985
				Subventions	603 108	4 733 239	5 092 320
				Coût de gestion	109 835	68 895	83 665
Total	5 803 726	13 460 141	19 345 583	Total	5 803 726	13 460 141	19 345 583

1.2.3 Description des comptes

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2023 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 3,6 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) **Les charges** sont constituées des charges de fonctionnement (coûts de gestion de l'année 2023), des dépenses d'évaluation, et des subventions des programmes Jeunesse et Boussole.

Les dépenses de subvention s'établissent au global à 2,9 M€ en 2023, en baisse par rapport aux dépenses de 2022 (5,8M) et 2021 (8,5 M€), traduisant d'une part l'avancement du programme Jeunesse, ainsi 4 projets sont encore en cours d'exécution sur les 16, mais d'autre part une montée en puissance du programme Boussole des Jeunes (0,5M en 2023) pour la première année de décaissement

Les coûts de gestion s'élèvent à 110 K€, en augmentation par rapport à 2022 (69K€).

Des dépenses d'évaluation des projets en 2023 ont été comptabilisées pour 26,1 K€.

La subvention d'équilibre permet de ramener le résultat à zéro conformément aux principes comptables du budget annexe.

b) **Les produits** sont constitués par **une reprise sur provisions** qui s'élève à 3,6 M€, correspondant à une diminution des engagements pris au fur et à mesure de la réalisation des opérations, et de leur règlement.

2°) Le bilan s'équilibre à 5,8 M€.

a) **L'actif** est constitué des **disponibilités (5,8 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 411.

b) **Le passif** est constitué de **provisions pour charges** pour 5,1 M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (0,6 M€) et des coûts de gestion 2023 à rembourser au budget général de l'ANRU (110 K€).

1.3. Programme Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain (P414 - Axe 1)

La loi n°2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 prévoit la mise en œuvre de l'action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » du programme 414 « Ville et territoires durables ».

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée par avenant n°1 du 15 septembre 2017 et n°2 du 24 décembre 2020, organise la mise en œuvre de l'axe 1 (Subvention) doté de 71 millions d'euros consacrés à « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.

Les subventions sont accordées sur la base de trois appels à manifestations d'intérêt (AMI) ou appels à projets :

- « Ville durable et solidaire » (VDS), lancé le 7 avril 2015 :

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît deux phases successives, qui se traduisent par la conclusion d'une convention attributive de subvention avec les différents maîtres d'ouvrage bénéficiaires du projet :

- une phase de maturation du projet ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet.

Le programme VDS s'appuie sur un réseau de représentants locaux, les préfets de départements

- « ANRU + », lancé le 22 mars 2017 :

Chaque projet conclu dans le cadre de cet AMI connaît, lui aussi, deux phases successives :

- une phase de maturation du projet qui donne lieu à la conclusion d'une convention attributive de subvention avec chaque bénéficiaire ;
- une phase d'exécution opérationnelle du projet. Par différence avec l'AMI du 7 avril 2015, **l'ANRU intervient en contribution de la Caisse des Dépôts et Consignations**, opérateur du volet « Territoires d'Innovation de Grande Ambition » (TIGA) de l'action « Démonstrateurs et territoires d'innovation de grande ambition » du PIA 3 (loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2017). Ce volet relatif aux quartiers en renouvellement urbain mobilise une enveloppe de 50 millions d'euros de subventions pour la mise en œuvre d'innovations urbaines et sociales dans les quartiers d'intérêt national du NPNRU, en application de la convention du 10 mai 2017 conclue entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations.

L'avenant du 21 décembre 2018 à la convention financière du 14 janvier 2015 entre l'Etat et l'ANRU et le protocole d'accord entre la Caisse des dépôts et l'ANRU du 13 décembre 2018 précisent la contribution de l'ANRU au volet TIGA et les modalités de remboursement des frais supportés. Les coûts de gestion engagés par l'ANRU doivent être validés par le SGPI. Un titre de perception de 261 787,88 € a été émis fin 2023 à l'encontre de la CDC pour couverture des frais de personnel et de gestion.

- « Quartiers fertiles », lancé le 24 janvier 2020 :

- Cet appel à projet, suivi sur un budget annexe sous SSP, est décrit dans le paragraphe 1.2 de cette annexe.

1.3.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2023

- **Dépenses d'intervention**

La consommation des crédits au titre des conventions pluriannuelles attributives de subventions relevant de ce budget annexe se détaille comme suit :

Actions	Dotations crédits (DC) initiale	Redéploiement SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/23	Paiements au 31/12/2023	Pourcentage paiements /DC
VDS phase de maturation	71 000 000,00	Décisions FM n°2020-VDS-08 , n°21-VDS-02 et 2022-VDS-01 de sélection de (8+11+16) 35 projets QF sur 3 tranches	- 9 739 426,00	61 260 574,00	1 890 234,66	16,41%
VDS phase opérationnelle					7 044 094,36	
ANRU+ phase de maturation					1 118 007,78	
Total Projets	71 000 000,00		- 9 739 426,00	61 260 574,00	10 052 336,80	16,41%

- **Dépenses de coûts de gestion**

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU pour ce programme et imputés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €	Coûts de gestion stricts	Actions coordonnées
SOUS-TOTAL 2015-2022 validé par le SGPI	3 032 491,50	2 568 725,50	463 766,00
2023 en attente validation du SGPI	105 099,44	105 099,44	
TOTAL	3 137 590,94	2 673 824,94	463 766,00

1.3.2 Exécution annuelle du budget 2023

Compte de résultat au 31.12.2023

CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Fonctionnement	105 099,44	162 251 €	356 709 €	Subventions Etat / SGPI	12 457 926,52 €	8 298 288 €	17 124 965 €
Subventions Ville durable	1 196 712,03	1 406 348 €	2 252 583 €	Reprise sur provisions			
Subventions ANRU+		14 381 €	65 133 €	Autres produits			
Dotations aux provisions pour charges	11 156 115,05	6 715 309 €	14 450 540 €				
Total charges	12 457 927 €	8 298 288 €	17 124 965 €	Total produits	12 457 927 €	8 298 288 €	17 124 965 €

Bilan au 31.12.2023

ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Créances d'exploitation				Provisions pour charges	45 371 086,99	34 214 972 €	27 499 663 €
Disponibilités	48 175 745,70	49 570 785 €	55 272 814 €	Dettes d'exploitation dont:	2 804 658,71 €	15 355 813 €	27 773 151 €
				Subventions	2 699 559,27 €	15 157 486 €	26 718 324 €
				Coûts de gestion	105 099,44	162 251 €	356 709 €
				CAP subvention		- €	698 118 €
				Virement à réimputer		36 077 €	
Total	48 175 746 €	49 570 785 €	55 272 814 €	Total	48 175 746 €	49 570 785 €	55 272 814 €

1.3.3 Description des comptes

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des charges de fonctionnement (**coûts de gestion** de l'année 2023), et des **subventions Ville durable et solidaire et ANRU+**.

La baisse des dépenses de subventions s'explique par :

- L'atteinte de la phase de maturité du programme « ANRU+ », et de tous ses projets à la fin de l'année depuis 2022 (l'ensemble de la phase de maturation, suivie sur le budget annexe, a été soldée). Pour sa part, le programme « ANRU+ / Territoires d'innovation », suivi et comptabilisé par la Caisse des Dépôts et Consignations, opérateur de ce programme, poursuit sa mise en œuvre.
- Les plus faibles dépenses qu'attendues sur le programme VDS Axe1, en phase de développement, avec la signature de plusieurs conventions attributives de subvention en 2023. Les dépenses sont en baisse sur ce programme avec 1,2M€ en 2023, contre 1,4M€ en 2022, et 2,3 M€ en 2021.

Les coûts de gestion s'établissent à 105,1 K€ en 2023, en baisse par rapport aux deux années précédentes.

Une dotation aux provisions pour 11,2 M€ a été constituée, traduisant le déploiement du programme par la contractualisation de nouveaux engagements.

b) Les produits comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme, qui s'établit à 12,5 M€.

Le bilan s'équilibre à 48,2 M€ :

a) L'actif est constitué des **disponibilités** (48,2 M€), qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 1 .

b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 45,4 M€, et de **dettes d'exploitation**, composées des subventions restant à engager (2,7 M€) et des coûts de gestion 2023 à rembourser au budget général de l'ANRU (105,1 K€).

1.4. PIA : interventions en fonds-propres et quasi-fonds propres

La convention Etat / ANRU du 12 décembre 2014 modifiée confie la mise en œuvre de l'axe 2, dédié à l'apport en fonds propres ou en quasi-fonds propres sous la forme de prises de participations minoritaires ou d'avances en comptes courants d'associés (article 3.6.1 de la convention Etat / ANRU), doté initialement de 250 M€ consacrés à la « diversification des fonctions dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ».

Ces fonds ont été versés, en décembre 2014, sur le compte bancaire ouvert au nom de l'ANRU dédié aux programmes d'investissements d'avenir.

La dotation initiale pour les fonds propres a été ramenée à 130 millions d'euros, après les décisions de redéploiement du SGPI de 50 millions d'euros du 23 septembre 2016 et 70 millions d'euros du 20 novembre 2020.

Un budget annexe spécifique pour le suivi du co-investissement est mis en place.

1.4.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée (depuis exercice 2015) au 31/12/2023

1- Dépenses de prises de participation

Les crédits engagés reposent sur les décisions du Premier Ministre et se synthétisent comme suit :

Actions	Dotations crédits initiale (DC)	Redéploiements SGPI	Montant du redéploiement	Dotations crédits (DC) au 31/12/2023	Montant des décisions Premier Ministre / Engagements	Pourcentage d'enveloppe engagée	Paiements au titre des participations 31/12/2023	Pourcentage paiements /DC
Co-investissement (P414 - Axe 2)	250 000 000	Décision 2016-VDS-03 du 23/09/16	- 50 000 000	130 000 000	74 184 000	57,06%	43 268 533,09	33,28%
		Décision 2020-R-VDS-01 du 20/11/19	- 70 000 000					
	TOTAL			- 120 000 000	130 000 000	74 184 000,00	57,06%	43 268 533,09

Les moyens mis en œuvre par l'ANRU et prélevés sur le budget annexe se détaillent comme suit :

Année	Montant en €
Sous-total 2015 – 2022 validé par le SGPI	7 646 875,06
2023 en attente de validation SGPI	1 646 126,63
TOTAL	9 293 001,69

Les frais d'actes cumulés au 31/12/2023 s'élèvent à 10 800 € (SCI RSS Calais). 1 073,18 € ont été reversés en 2020. Des frais bancaires pour l'émission de Virements Grands montants ont été comptabilisés pour 4,4 € en 2022, soit un total de 11 € depuis le début du programme.

2- Produit des participations

Les revenus des participations provenant de la distribution du résultat des sociétés ont été de 278,5 K€ en 2023 (contre 1,1 M€ en 2022 et 62 K€ en 2021), dont le remboursement d'une prime d'émission pour 137,2 K€. Des avances en compte courant d'associés ont été remboursées pour un montant de 280 K€ en 2023, auxquels s'ajoutent le versement de 208,1 K€ d'intérêts capitalisés.

Le produit de ces participations encaissé en 2023 a été reversé au budget général de l'Etat en décembre 2023, pour un total de 625,3 K€. Le cumul des reversements depuis le début du programme s'élève ainsi à 6 073 K€.

A noter que les intérêts capitalisés, non perçus, constituent une créance cumulée dans les comptes du budget annexe qui s'établit à 1,1 M€ au 31/12/2023.

1.4.2 Créance de restitution au 31 décembre 2023 :

En €

Nature des opérations	Décaissements	Encaissements	Créance de restitution = solde du compte 515 200
Allocation de crédits		130 000 000	
Prises de participations	43 257 733	4 176 783	
<i>Dont capital</i>	<i>9 419 936</i>	<i>478 441</i>	<i>8 941 495</i>
<i>Dont Avances en Comptes Courants</i>	<i>33 837 797</i>	<i>3 698 342</i>	<i>30 139 455</i>
Intérêts capitalisés CCA	-	289 959	
Frais d'actes	10 800	1 073	
Frais bancaires - VGM	11	-	
Frais de gestion	7 646 875	-	
Distribution du résultat - Dividendes	-	1 646 384	
Résultat de liquidation	-	- 3 195	
Remboursement des produits au budget général	6 073 334	-	
Total	56 988 753	136 111 004	79 122 251

Pour information, la créance inhérente aux intérêts capitalisés s'élève à 1 115 109,63€

1.4.3 Situation des participations au 31/12/2023

Pour le compte de l'Etat, l'ANRU a engagé des participations dans 15 sociétés depuis la création du fonds de co-investissement, dont deux ont été liquidées durant l'exercice 2022. Le tableau ci-dessous retranscrit le détail :

Sociétés	Décisions Premier Ministre	Fonds engagés	Participations ANRU	Nombre de parts souscrites	% participation	Fonds versés de 2017 à 2022		Fonds versés en 2023		Fonds versés 2017- 2023	Remboursements Capital social et ACC 2020-22	Résultat de liquidation en 2022	Rembts en 2023	TOTAL remboursé Capital social et ACC 2020-2023	IC 2020-2022	IC 2023	Total Intérêts capitalisés repus 2020-2023	Dividendes 2019- 2022	Dividendes 2023	Total Dividendes repus 2019-2023	Retour Etat > Prise de participation 2019-2023	
SCI RSS Invest-Calais	2017-VD5-07	1 355 000 (dont 10 800 de frais d'actes)	TP	16 312	22,49%	326 241,00					326 241,00	- 1,45		326 239,55	35 268,97		35 268,97	373 038,57		373 038,57	1 714 128,66	
	CCA			978 719,76				978 719,76	- 211,37		978 508,39											
	2017-VD5-20		Frais d'actes			10 800,00	1 315 760,76	-	1 315 760,76			1 073,18		1 073,18								
SAS Lillienium Europe	2017-VD5-06	12 300 000	TP	1 022 500	20,45%	1 022 500,00	12 065 500,00	-	12 065 500,00	-	-	-	-	-								
	2017-VD5-20		CCA			11 043 000,00	-	-	-	-	-											
SCI RT Marseille Le Castel	2017-VD5-08	1 470 000	TP	2 450	24,50%	735 000,00	1 470 000,00	-	1 470 000,00	-	-	-	-	-								
	2017-VD5-10 2018-VD5-01		CCA			735 000,00	-	-	-	-	-											
SCI Oslo Le Castel	2017-VD5-09	2 415 000	TP	150	15,00%	15 000,00	2 174 342,25	-	2 174 342,25	15 000,00	- 3 193,93			11 806,07	35 343,10		35 343,10	1 195 591,02		1 195 591,02	3 402 082,44	
	2017-VD5-11		CCA			2 159 342,25			2 159 342,25			2 159 342,25										
SAS BERENICE RACINE	2018-VD5-02	600 000	TP	245	24,50%	245 000,00	583 290,00	-	583 290,00	-	-	-	-	-								
	CCA			338 290,00				-	-	-	-											
SCI Sport Hostel UCPA Paris 19	2019-VD5-10	7 200 000	TP	300	30,00%	300,00	7 200 000,00	-	7 200 000,00	-	-	-	-	-		162 557,38	162 557,38				162 557,38	
	CCA			7 199 700,00				-	-	-	-											
SCI Basilique	2019-VD5-09	3 300 000	TP	49	24,50%	245,00	1 656 826,00	-	1 656 826,00	-	-	-	-	-								
	CCA			1 656 581,00				-	-	-	-											
SAS Kaléidoscoop	2019-VD5-18	450 000	TP	245	24,50%	367 500,00	367 500,00	-	367 500,00	-	-	-	-	-								
	CCA			-				-	-	-	-											
SCI Varsovie smartsea	2020-VD5-01	9 440 000	TP	1 400	35,00%	2 240 000,00	9 516 849,88	-	9 516 849,88	-			137 200,00	137 200,00	11 228,30	45 561,43	56 789,73	40 295,69	37 670,11	77 965,80	514 285,42	
	CCA			7 276 849,88						280 000,00	280 000,00											
SCI Wikivillage	2021-VD5-04	2 800 000	TP	7 399	24,50%	1 431 160,00	2 509 160,00	-	2 509 160,00	-	-	-	-	-								
	CCA			1 078 000,00				-	-	-	-											
SCI AA&Co	2021-VD5-05	9 800 000	TP	98	49,00%	1 470 000,00	1 750 280,00	-	1 750 280,00	-											280 280,00	
	CCA			280 280,00				280 280,00			280 280,00											
SCI L'Epopée Marseille	2021-VD5-06	1 654 000	TP	112 930	23,25%	1 129 300,00	1 411 625,00	-	1 411 625,00	-	-	-	-	-								
	CCA			282 325,00				-	-	-	-											
SAS Foncière d'investissement Ile de Saint Denis	2021-VD5-01	9 800 000	TP	98 000	49,00%	98 000,00	98 000,00	-	98 000,00	-	-	-	-	-								
	CCA			-		242 668,02	242 668,02	340 668,02	-	-	-	-										
SCI Immo 15	2022-VD5-06	600 000	TP	315 190	49,00%	315 190,00	567 910,00	-	567 910,00	-	-	-	-	-								
	CCA			252 720,00				-	-	-	-											
SCI Pau Laherrère	2021-VD5-03 puis 2023-VD5-03	400 000	TP	245	24,50%		24 500,00		338 821,18	338 821,18	-	-	-	-								
	CCA					314 321,18																
TOTAL	Titres de participation					9 395 436,00	42 687 043,89	24 500,00	341 241,00	- 3 195,38	137 200,00	475 245,62					289 959,18			1 646 595,39	6 073 333,90	
	Créances compte courant					33 280 807,89	556 989,20	581 489,20	43 268 533,09	3 418 342,01	- 211,37	280 000,00	3 698 130,64									
	Frais d'actes					10 800,00			1 073,18	-	-	1 073,18										
	15	63 584 000				1 577 513	42 687 043,89	42 687 043,89	581 489,20	581 489,20	43 268 533,09	3 760 656,19	- 3 406,75	417 200,00								4 174 449,44
TP :		Titres de participation																				
CCA		Créances en compte courant d'associés																				
(1) 6 111 004,01															Total encaissé							
- 37 670,11															Distribution d'acomptes sur dividendes au titre de l'exercice 2023 A reverser à l'Etat en n+1							
6 073 333,90															Reversé au 15/01/2024							
(2) Une procédure de sauvegarde à l'égard de la SCI a été ouverte le 18 décembre 2023																						

1.4.4 Exécution annuelle du budget 2023

Compte de résultat au 31/12/2023							
CHARGES				PRODUITS			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Fonctionnement	1 646 127 €	1 638 694 €	1 575 652 €	Subventions Etat / SGPI	1 435 135 €	1 725 352 €	3 271 208 €
Frais d'acte / bancaires		7 316 €	7 €	Autres produits divers		12 169 €	0 €
Produits financiers reversés au BG Etat	625 319 €	1 464 377 €	1 986 643 €	Revenu des titres de participation	278 541 €	1 128 650 €	61 957 €
Immobilisations financières		15 000 €	- €	Intérêts capitalisés	557 770 €	259 216 €	229 137 €
Total charges	2 271 445 €	3 125 388 €	3 562 302 €	Total produits	2 271 445 €	3 125 388 €	3 562 302 €

Le résultat de l'exercice 2023 est nul

Bilan au 31/12/20223							
ACTIF				PASSIF			
Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021	Poste	Exercice 2023	Exercice 2022	Exercice 2021
Immobilisations financières dont:	8 941 495	9 054 195	6 501 130	Fonds propres: Financement IA	8 941 495	9 054 195	6 501 130
Titres de participation	6 357 995	6 333 495	4 536 430	Dettes d'exploitation dont:	110 480 491	111 932 693	116 148 069
Prime d'émission	2 583 500	2 720 700	1 964 700	Subvention	108 834 364	110 293 999	114 572 416
Créances d'exploitation dont:	31 358 235	30 627 929	28 493 481	Coût de gestion	1 646 127	1 638 694	1 575 653
Associés - Acomptes sur résultats attendus	103 671	-	-				
Avances en comptes courants d'associés	30 139 455	29 862 466	27 969 269	Autres charges à payer		1 464 377	
Autres créances-intérêts capitalisés	1 115 110	765 459	524 212				
Disponibilités	79 122 251	82 769 141	87 654 588				
Total	119 421 981 €	122 451 266 €	122 649 199 €	Total	119 421 986 €	122 451 266 €	122 649 199 €

1.4.5 Description des comptes

1°) **Le compte de résultat** fait apparaître pour 2023 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 2,3 M€.

Comme pour les autres budgets annexes, le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité des comptabilités prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) **Les charges** sont constituées des dépenses de fonctionnement du fonds de co-investissement, et du reversement au budget général de l'Etat du produit des participations (conformément à l'article 3.6.1 de la convention Etat/ANRU du 12 décembre 2014 modifiée).

- **Les frais de personnel et de gestion** de l'année 2023 se sont élevés à 1,65 M€, stables par rapport à 2022. Ces dépenses sont comptabilisées en charges à payer, et seront remboursées au budget général de l'ANRU après validation du SGPI.

- **Les produits des participations constatés en 2023 ont été reversés au budget général de l'Etat.**

Les comptes de charges mouvementés diffèrent selon la nature des produits encaissés :

- **Autres charges financières** en ce qui concerne :
 - le remboursement partiel de la prime d'émission (137,2 K€ pour la SCI Varsovie Smartsea)
 - le remboursement d'avances en comptes courant (280 K€ pour la SCI Varsovie Smartsea)
 - le versement des intérêts capitalisés (45,6 K€ pour la SCI Varsovie Smartsea et 162,6 K€ pour la SCI Sport Hostel).

A noter que les acomptes sur résultats par trimestre réceptionnés courant 2023 pour 37,7 K€ pour la société SCI Varsovie Smartsea n'ont pas été reversés à l'Etat, en attente de l'approbation des comptes de la société, au premier semestre 2024.

b) Les produits comprennent la subvention de l'Etat dans le cadre du programme et les produits financiers. La **subvention de l'Etat** s'établit à 1 435 K€.

Les **produits financiers** comptabilisés en 2023 sont de deux ordres :

- **les revenus des titres de participation** : comme détaillé ci-avant, l'ANRU a comptabilisé 278 540,66 € issus des prises de participation
 - la SCI Varsovie Smartsea (37 670,11 € d'acomptes sur résultats 2023 reversés par la société / 103 670,55 € d'acomptes sur résultats 2022 non réceptionnés / 137 200 € de remboursement de prime d'émission).
- **les intérêts des comptes courants d'associés** : les conventions d'avances en comptes courants d'associés conclues entre l'ANRU et les sociétés prévoient que les sommes portées au crédit des comptes courants portent intérêts. Des intérêts ont été comptabilisés en 2023 pour un montant total de 557 770 €, montants comptabilisés en réciprocité dans les comptes des sociétés.

2°) Le bilan s'équilibre à 119,4 M€.

a) L'actif est constitué des immobilisations financières, des créances des comptes courants d'associés, des autres créances et des disponibilités.

Les **immobilisations financières** comprennent les titres de participations dont le montant s'élève à 6,4 M€ et des primes d'émission pour 2,6 M€ en 2023. Le fonds de co-investissement a investi dans une nouvelle société en 2023 : la SCI Pau Laherrère.

Les **avances en compte courant d'associés** représentent 30,1 M€ en 2023 pour 29,9 M€ en 2022.

Les **autres créances** comptabilisent la rémunération des intérêts des comptes courants d'associés, non encore perçus. La créance en intérêts capitalisés s'élève à 1 115 109,63 €, répartie comme suit :

- 811 491,08 € SAS Lillénium Europe
- 49 886,98 € SCI RT Marseille Le Castel
- 23 277,69 € SAS Bérénice Racine
- 115 721,09 € SCI Sport Hostel UCPA Paris 19
- 78 492,66 € SCI Basilique Commerce
- 29 480,28 € SCI Wikivillage
- 6 759,85€ SCI L'Epopée

Les **disponibilités (79,1 M€)** correspondent au solde du compte courant au Trésor du budget annexe relatif à l'exécution du programme 414 – axe 2.

- a) Le passif est constitué des fonds propres correspondant au financement des actifs financiers (8,9 M€) et des dettes d'exploitation dont subvention (108,8 M€) et les coûts de gestion (1,65 M€).

1.5. Quartiers Fertiles : intervention en subvention (PIA, prog 414 et Plan France relance)

La sélection de tous les projets ayant été réalisée en 2021, la phase de contractualisation sous forme d'opérations pré-conventionnées s'est accélérée entre 2022 et 2023. Ainsi, 218 opérations sont contractualisées à la fin de l'année 2023 pour un montant total de 19,7 M€. Fin 2023, 131 opérations sont engagées pour un montant total de 12 M€, soit 60,68 % du montant contractualisé. Enfin, 3,5 M€ ont été payés au 31/12/2023, soit 28,9 % du montant total engagé.

Depuis 2022, l'ensemble de l'instruction des dossiers du programme, est réalisé sur les deux natures spécifiques créées dans le logiciel IODA, lui-même interfacé avec SSP jusqu'au 31/12/2023. L'interface gère automatiquement l'affectation sur le budget général de l'ANRU pour la partie financée par le Plan de relance, et sur le budget annexe dédié, pour la partie financée par les reliquats du Programme « VDS Axe 1 (PIA) ».

1.5.1 Exécution pluriannuelle du budget cumulée au 31/12/2023

Dépenses d'intervention :

Actions	Dotations crédits inchangée (DC)	Vague de sélection	Sélection - décision Premier Ministre	Montant des projets sélectionnés / notifiés	Montant des projets sélectionnés / notifiés - projets abandonnés	Montant des opérations contractualisées	Montant des opérations engagées	Paiements au 31/12/2023	Pourcentage paiements / DC
Projets QF - PIA	10 000 000,00	1e vague	2020-VDS-08 du 21/12/20	9 739 426,54	8 827 187,54	7 940 996,25	3 078 083,08	690 016,69	7,82%
		2e vague	2021-VDS-02 du 16/05/21						
		3e vague	2022-VDS-01 du 25/01/22						
Projets QF - PR	13 000 000,00	1e vague		12 898 788,92	11 794 746,09	11 794 746,09	8 902 812,81	2 776 502,08	23,54%
TOTAL QF	23 000 000,00			22 638 215,46	20 621 933,63	19 735 742,34	11 980 895,89	3 466 518,77	15,07%

Concernant les fonds Plan de relance Quartiers Fertiles, le montant initial de 7 M€ a été versés en 2021. Les deux autres tranches de 3 M€ seront débloquées, en fonction de l'avancement du programme, tel que prévu dans la convention liant l'ANRU et le ministère de l'Agriculture (montant prévisionnel total de 13 M€). Un avenant à cette convention a été signé le 22/12/2022, prolongeant la date limite de consommation des crédits de paiement au 30/06/2024 et l'échéance de la convention au 31/12/2024.

Concernant les fonds PIA, 3 décisions du Premier Ministre ont permis la sélection des projets.

1.5.2 Exécution annuelle du budget 2023

Compte de résultat au 31.12.2023

CHARGES					PRODUITS				
Comptes	Nature	2023	2022	2021	Comptes	Nature	2023	2022	2021
658 650	Subventions	349 739,77	248 757,36	91 519,56	781505	Reprise sur provisions		71 157,00	
681 505	Provisions pour charge	2 260 093,00		199 130,00	741200	Subvention Etat-équilibre	2 609 832,77	177 600,36	290 649,56
TOTAL	CHARGES	2 609 832,77	248 757,36	290 649,56	TOTAL	PRODUITS	2 609 832,77	248 757,36	290 649,56

Bilan au 31.12.2023

ACTIF					PASSIF				
Comptes	Nature	2023	2022	2021	Comptes	Nature	2023	2022	2021
					157 004	Provisions pour charges	2 388 066,00	127 973,00	199 130,00
515 200	Disponibilités	9 049 409,31	9 399 149,08	6 385 356,44	448 695	CAP I A	6 661 343,31	9 271 176,08	6 186 226,44
TOTAL	ACTIF	9 049 409,31	9 399 149,08	6 385 356,44	TOTAL	PASSIF	9 049 409,31	9 399 149,08	6 385 356,44

1.5.3 Description des comptes

1°) Le compte de résultat fait apparaître pour 2023 un total des dépenses (égal au total des recettes) de l'exercice qui s'élève à 2,6 M€.

Le résultat doit être nul pour respecter le principe d'étanchéité prévu par la convention entre l'Etat et l'ANRU.

a) Les charges sont constituées des subventions attribuées pour les projets Quartiers Fertiles (349,7 K€ en 2023) en augmentation par rapport à 2022 (248,8 K€) et d'une provision pour charge de 2,26 M€, en forte augmentation, en raison de la hausse des engagements sur ce programme.

b) Les produits sont constitués du titre d'équilibre pour 2,6 M€.

2°) Le bilan s'équilibre à 9 M€.

- a) L'actif est constitué des **disponibilités (9 M€)** qui représentent la part du solde au 31 décembre du compte au Trésor du budget annexe.
- b) Le passif est constitué de **provisions pour charges** pour 2,39 M€ et de **dettes d'exploitation**, composées de subventions restant à engager (6,66 M€).

2. Exécution du budget et fin du programme – ASTON

1. Rappel du contexte

Le projet ASTON avait pour objet de constituer et animer un réseau de 11 villes africaines sur la thématique de la gouvernance digitale sur le modèle des réseaux URBACT.

Ce projet est financé à 100% par l'Agence Française de Développement par l'intermédiaire d'une subvention de l'AFD à l'ANRU à hauteur de 2 995 K€. Prenant en compte une Date d'Achèvement Technique (date limite de fin du projet) fixée dans la convention ANRU-AFD au 31 décembre 2023 et les retards pris dans la conduite du projet en raison de la pandémie de Covid-19, en accord entre l'ANRU et l'AFD, la fin du projet avait été reportée au 31 décembre 2022 pour ce qui concerne les activités des villes du réseau et à fin 2023 pour la clôture administrative et financière.

Le projet était géré par une équipe composée de 4 personnes (2,7 ETP), dont 2 en temps partagés avec le programme URBACT, notamment le directeur. La fin du projet, a entraîné le départ des salariés : une rupture conventionnelle au 28 mars 2023, une fin de CDD au 31 mars 2023, une rupture conventionnelle au 20 avril 2023, et le départ du directeur à fin avril 2023.

2. Synthèse de l'exécution du programme 2019 à 2023

PROJET ASTON - Etat détaillé des sommes versées au titre des Dépenses de 2019 à 2023 (en euros)

Recettes		Recettes 2019	Recettes 2020	Recettes 2021	Recettes 2022	Recettes 2023	Recettes totales
	Subventions	1 000 000		1 000 000	995 000		2 995 000
RECETTES TOTALES		1 000 000	0	1 000 000	995 000	0	2 995 000

Dépenses		Dépenses 2019	Dépenses 2020	Dépenses 2021	Dépenses 2022	Dépenses 2023	Dépenses totales
CATEGORIE	SOUS-CATEGORIE	78 048	183 798	214 242	288 096	157 648	921 832
1- COORDINATION	1.1 Frais de personnel	60 637	146 652	180 929	205 807	79 525	673 550
	1.2 Frais généraux	12 948	2 571	13 618	5 550	7 804	42 490
	1.3 Frais d'évaluation et d'audit				49 980	20 400	70 380
	1.4 Frais de mission de l'équipe et des experts	4 462	34 576	19 695	26 760	49 928	135 421
	Annulation avance sur exercice antérieur					-9	-9
	1.5 Imprévu						0
CATEGORIE	SOUS-CATEGORIE	14 975	247 318	206 022	291 828	87 224	847 367
2-ACTIVITES SUPPORT	2.1 Expert référent	3 554	139 387	93 398	45 075		281 414
	2.2 Experts thématiques, experts ad-hoc		11 325	54 138	146 968	17 102	229 532
	Annulation avance sur exercice antérieur					-5 400 (a)	-5 400
	2.3 Formation, renforcement des compétences	1 719	6 946		3 086		11 751
	2.4 Capitalisation			7 307	18 375	19 125	44 807
	2.5 Communication & Dissémination	9 702	89 660	51 180	78 324	56 397	285 264
CATEGORIE	SOUS-CATEGORIE	20 420	8 806	80 349	101 260	16 050	226 885
3- ACTIVITES NIVEAU RESEAU	3.1 Réunions transnationales avec l'ensemble des partenaires	20 420	3 993	58 711	88 868	16 050	188 042
	3.2 Ateliers thématiques ou régionaux		3 993	21 638	12 392		38 023
	3.3 Voyages et hébergement des participants pour les rencontres transnationales		820				820
CATEGORIE	SOUS-CATEGORIE	81 310	334 486	142 950	253 459	147 483	959 688
4- ACTIVITES NIVEAU LOCAL	4.1 Subventions aux villes Phase 1	81 310	26 090	2 950		5 900	116 250
	4.2 Subventions aux villes Phase 2		308 396		64 233	46 583	419 212
	4.3 Subventions aux villes Phase 3						0
	4.4 Expérimentations			140 000	189 226	95 000	424 226
	4.5 Activités spécifiques en Tunisie						0
DEPENSES TOTALES		194 753,19	774 407,65	643 563,41	934 642,73 (a)	408 405,40	2 955 772

Solde du Projet	39 227,62
Solde du Compte du Projet à reverser	39 227,62

3. Fin du projet

Les activités locales des villes et les activités du réseau se sont achevés le 31 décembre 2022. Le Secrétariat du projet ASTON a continué de fonctionner jusqu'à fin avril 2023 autour de 3 missions principales, et la finalisation administrative en décembre 2023 a été assurée par l'ANRU :

- Valorisation des projets des villes : mise en valeur des Plans d'Action Locaux élaborés dans le cadre du projet ASTON et accompagnement vers des financements ;
- Capitalisation : finalisation des publications de capitalisation, exploitation de l'enquête de fin de projet, finalisation et publication de l'évaluation externe, rédaction et publication d'articles ;
- Clôture administrative et financière assurée conjointement avec l'ANRU : réception et traitement des rapports de clôture des villes, derniers règlements aux villes et aux prestataires, audit financier du projet, attestation d'utilisation des avances du projet à l'AFD.

Le rapport d'audit final par le cabinet Equation a été établi et signé le 29 mars 2023, conformément aux termes de référence de la mission d'audit portant sur la période 2019 à 2022, avec l'accord préalable de l'Agence (l'avis de non-objection porte le numéro ANO VIL n° 241). L'attestation de certification de l'utilisation des avances du projet a été signée par la Directrice Générale de l'ANRU et remise à l'AFD le 13 décembre 2023. La restitution du reliquat du programme, soit 39 227,62 €, a été effectué le 20 décembre 2023. Et la clôture du compte bancaire ANRU-Aston a été faite 4 janvier 2024.

* *

*

Annexe relative la démarche d'internalisation des compétences de l'agence



Poursuite de la démarche d'internalisation des compétences de l'agence

La mise en œuvre d'une stratégie de réduction des prestations intellectuelles externalisées, prévue à la fin de l'année 2022, a été engagée en 2023.

Le suivi mis en place s'appuie sur la circulaire n° 6329/SG du 19 janvier 2022, relative à l'encadrement du recours par les administrations et les établissements publics de l'Etat aux prestations intellectuelles et d'un détail indiquant les marchés et prestataires concernés, laquelle a fait l'objet d'un courrier de la DGCL le 30 juin 2022 apportant les précisions pour la mise en œuvre de la circulaire. Ce courrier a précisé les groupements d'achat devant être suivi et ceux visés par la réduction de 15 %.

Conformément au périmètre défini dans la circulaire les engagements initiaux relatifs aux dépenses externalisées hors programmes ont baissé de 24 % entre 2022 et 2023, et une baisse de 5% pour le périmètre visé par l'objectif de réduction de 15%.

Au-delà de la nécessité pour l'ANRU de recourir à des prestations externalisées liés aux politiques publiques qu'elle met en œuvre (*domaine de l'audit comptable et financier ; dépenses de prestations intellectuelles liées à la mise en œuvre directe des projets urbains avec la mobilisation d'experts souvent très spécialisés ou maîtrisant parfaitement le contexte local du projet, événements ponctuels destinés à l'animation des acteurs de la rénovation urbaine (FRARU, JERU, 20 ans etc)*), la diminution des prestations intellectuelles externalisées passe par le renforcement de compétences internes.

Ainsi, la réflexion engagée sur l'opportunité d'internaliser certaines compétences a permis d'identifier un volet de 5 postes dont les recrutements ont été pour certains engagés et d'autres prévus en 2024. Les recrutements déjà réalisés et ceux envisagés porteront leurs fruits essentiellement à partir de l'année 2024 :

- Pour la communication, la capacité interne de production de supports de communication a été renforcée avec le recrutement d'un chargé de mission communication début septembre 2023. Cette arrivée a permis de réinternaliser des prestations de conception graphique vignettes pour les réseaux sociaux, programme et support de présentation du colloque des 20 ans de l'ANRU, etc.). De même, ce recrutement a permis la réalisation de certaines opérations jusqu'alors dévolues à des prestataires (par exemple rédaction d'articles dans les carnets du renouvellement urbain).
- Pour participer à l'accompagnement de la conduite du changement au sein du réseau, un chargé de mission a été recruté à la fin du premier trimestre 2023 au sein de la direction de la stratégie et de l'accompagnement des acteurs. Sous la supervision de la responsable du pôle formation et animation des réseaux, en lien avec l'équipe de la Cellule Transformation et les directions métier de l'ANRU, il contribue à l'élaboration de la stratégie d'accompagnement (« Change ») du déploiement du SI de gestion du NPNRU (IODA) et pilote la déclinaison opérationnelle de cette stratégie, en participant à sa mise en œuvre. A l'issue de la mise en service de la vague 4 de IODA qui a engendré une forte activité sur un temps court (documentation et formations à élaborer + ingénierie pour la formation de 1500/2000 personnes en 2 mois et demi), ce recrutement devrait permettre une baisse notable des dépenses externalisées
- La transformation numérique entrant à présent dans une phase de pérennisation des outils après les vagues d'innovation et de développement des dernières années, il a été décidé de sécuriser la ressource que constitue le pôle MOA transformation numérique pour traduire les besoins des directions en outillage en lançant au moins un recrutement en 2024. Ce recrutement s'inscrira pleinement dans la politique d'internalisation avec en regard une réduction des dépenses afférentes.
- Pour l'audit, après la création du pôle maîtrise des risques en novembre 2023, un recrutement a été lancé début 2024. L'auditeur a pour mission de renforcer et animer la démarche de gestion des risques sur l'ensemble du périmètre d'activité de l'Agence. A ce titre, il contribuera à la structuration du dispositif de contrôle interne métiers, à l'accompagnement de sa mise en œuvre et à son évaluation. Il sera également amené à participer aux travaux de contrôles de supervision programmés par le pôle maîtrise des risques, incluant la revue des contrôles opérés par la Direction financière sur les opérations budgétaires et comptables. Il pourra être mobilisé, en fonction des besoins, sur des missions d'audits de terrain destinées à renforcer les contrôles et la visibilité sur des projets de rénovation urbaine.
- Enfin, l'évaluation des actions de l'ANRU et de l'effet-levier de ses financements ayant vocation à être internalisée pour assurer la capitalisation des méthodes et des connaissances, un chargé de mission évaluation a été recruté en juin 2023.

* *
*